

MIEUX
PROTÉGER SON
CONJOINT

TRANSMETTRE
PLUS À
SES ENFANTS

BIEN
RÉDIGER SON
TESTAMENT

GÉRER UNE
FAMILLE
RECOMPOSÉE

RÉDUIRE
LA FACTURE
FISCALE

RÉSOUTRE LES
CONFLITS ENTRE
HÉRITIERS

100
PAGES DE CAS
PRATIQUES ET
DE SIMULATIONS
EXCLUSIVES

Héritage et succession

Tout ce qu'il faut savoir en 2023



PM PRISMA MEDIA CPPAP

L 14710 - 21 - F: 6,90 € - RD



Vos droits

Conso : les nouveautés et
les conseils d'un avocat **P.96**

Grand angle

La grande parade des
gâteaux Savane **P.102**

L'ASSURANCE VIE RÉFÉRENCE AU SERVICE DE VOS PROJETS



2,20 %
nets en
2022⁽¹⁾
sur le fonds en euros

Les rendements passés ne préjugent pas des rendements futurs.

Le même taux pour tous,
indépendamment du montant
ou de la part d'unités de compte
du contrat

Des frais ultra compétitifs⁽²⁾
pour une démarche d'épargne
optimisée

Une gamme courte d'unités
de compte rigoureusement
sélectionnée pour répondre
au profil de chaque épargnant

Tout investissement en unités de compte
est soumis aux fluctuations des marchés
financiers à la hausse comme à la baisse
et comporte un **risque de perte en capital**.



Jurys composés
de journalistes et/ou
de professionnels

Découvrez le Compte Épargne Libre Avenir Multisupport, multirécompensé par la presse spécialisée sur **mifassur.com** ou au **09 70 15 77 77**

Appel non surtaxé

Compte Épargne Libre Avenir Multisupport est un contrat individuel d'assurance vie multisupport assuré et distribué par la MIF.

(1) Net de frais de gestion et avant prélèvements fiscaux et sociaux.

(2) Frais sur versements : 2 % sur fonds Euro ; 0 % sur unités de compte. Par dérogation aux conditions contractuelles, les frais sur versements sont de 0 % pour tout versement effectué sur un « Compte Épargne Libre Avenir Multisupport » avec une part minimale de 30 % investie en unités de compte (non garantie en capital).

MIF : LA MUTUELLE D'IVRY (la Fraternelle)

Siège social : 23 rue Yves Toudic - 75481 PARIS CEDEX 10 / Tél. 0 970 15 77 77 / www.mifassur.com

Mutuelle soumise aux dispositions du livre II du code de la mutualité - Identifiée sous le numéro SIREN 310 259 221

Contrôlée par l'ACPR - 4 place de Budapest - CS 92459 - 75436 PARIS CEDEX 09

Crédit photo : Shooting Garnier Studio / Document publicitaire sans valeur contractuelle

RÉDACTION

13, rue Henri-Barbusse, 92624 Gennevilliers Cedex.
Tél. : 01 73 05 45 45. Fax : 01 47 92 67 35.
Pour joindre vos correspondants, composez le 01 73 05
puis les quatre chiffres entre parenthèses après chaque
nom. E-mail : composez la première lettre du prénom,
puis le nom suivi de @prismamedia.com.

DIRECTEUR DE LA RÉDACTION

Emmanuel Kessler (4527)

RÉDACTEUR EN CHEF

Emmanuel Botta (4853)

RESPONSABLE ÉDITORIAL

Fabien Bordu

CHEF DE STUDIO

Patrick Bordet (4874)

PHOTO

Claudia Zels (cheffe de rubrique, 4816)

SECRÉTARIAT DE RÉDACTION

Fabien Morancas (chef de service, 4867), Véronique
Fuvel (SR, 4820), Patricia Lopez (SR), Serge Bourguignon,
Michel Wechsler, Hélène Frédérique (révision)

SECRÉTARIAT

Béatrice Boston (4801)

FABRICATION

Jean-Bernard Domin (4950), Eric Zuddas (4951)

PUBLICITÉ

13, rue Henri-Barbusse, 92624 Gennevilliers Cedex.
Tél. : 01 73 05 45 45.

Directeur exécutif Prisma Media Solutions :

Philipp Schmidt (5189). **Directrice exécutive adjointe PMS :**

Virginie Lubot (6448). **Directeur exécutif adjoint PMS :**

Adreth Bastien Deleau (5030). **Directeur délégué :** Arnaud

Noal (4789). **Directeur de la publicité :** Nicolas Serot

Almeras (6457). **Trading manager :** Virginie Viot (4529).

Planning managers : Soline Chapuis (6474), Christelle

Robiette (6402). **Assistante de direction :** Françoise Mendi

(6501). **Directeur délégué solutions creative :**

Karl Pilotte (4731). **Directeur délégué Insight Room :**

Charles Jouvin (5328).

MARKETING ET DIFFUSION

Directrice des études éditoriales : Isabelle Demallay (5338).

Directeur marketing client : Laurent Grolée (6025).

Directrice de la fabrication et de la vente

au numéro : Sylviane Cortada (5465).

Directeur des ventes : Bruno Recurt (5676).

DIRECTRICE DE LA PUBLICATION

Claire Léost

DIRECTRICE EXÉCUTIVE

Pascaline Socquet

DIRECTRICE MARKETING ET BUSINESS DEVELOPMENT

Dorothée Flückiger (5876)

Global Marketing Manager : Hélène Coin (5767).

Impression : Maury Imprimeur, BP12,

Z.I. route d'Étampes, 45331 Malesherbes Cedex.

© Prisma Média 2023. Dépôt légal : mars 2023.

Date de création : mars 2018.

Commission paritaire : 0523 K 93683. ISSN : en cours

PROVENANCE DU PAPIER : ALLEMAGNE

TAUX DE FIBRES RECYCLÉES : 63%

EUTROPHISATION : PTOT 0,003 KG/TO DE PAPIER

ABONNEMENTS

Capital-Service Abonnements et anciens numéros,

62066 Arras Cedex 9.

Notre publication adhère à l'ARPP et s'engage à suivre ses recommandations
en faveur d'une publication loyale et
respectueuse du public.

PM PRISMA MEDIA

13, rue Henri-Barbusse,

92624 Gennevilliers Cedex.

Tél. : 01 73 05 45 45.

Site internet :

www.prismamedia.com



Editeur : Prisma Media société
par actions simplifiée au capital
de 3 000 000 d'euros d'une durée
de 99 ans ayant pour présidente
Madame Claire Léost. Son
associé unique est la société
d'investissements et de gestion
123 - SIG 123 SAS. La directrice
de publication est Claire Léost.
La rédaction n'est pas responsable
de la perte ou de la détérioration
des textes ou photos qui lui
sont adressés pour appréciation.
La reproduction, même partielle,
de tout matériel publié dans
le magazine est interdite.



En organisant sa succession, on allège les impôts de ses héritiers !

C'était la promesse d'Emmanuel Macron lors de la présidentielle de 2022 : abaisser les droits de succession afin de tenir compte de l'envolée des prix de la pierre depuis dix ans et réduire les inégalités de patrimoine. Hélas, faute de marges budgétaires suffisantes, il faudra sans doute attendre quelques années avant que la mesure soit mise en œuvre. Dommage, car, en la matière, la France bat tous les records, avec des taux de taxation allant jusqu'à 45% entre parents et enfants, contre 20% en Allemagne, 10% en Grèce et 4% en Italie. Sans parler du Portugal et de la Suède, où les successions sont exonérées à 100%. Pire, si aucune disposition n'est prise de votre vivant, c'est la loi qui répartira vos biens. Elle le fera au détriment du conjoint, et sans considérer les besoins ou les souhaits de vos enfants. Donation entre époux, donation-partage, aménagement du régime de mariage, SCI, démembrement du logement, assurance vie, vous verrez qu'il existe pourtant de nombreux moyens d'alléger la note tout en favorisant les personnes de votre choix. Nous avons aussi pensé aux héritiers et aux pénibles démarches qu'ils devront accomplir à la disparition de leur parent : toutes les étapes leur sont expliquées pas à pas, de l'organisation des obsèques jusqu'au paiement des droits au fisc.

Fabien Bordu,
responsable éditorial



Agir
pour sa retraite,

S'engager
dans l'économie réelle



GAY-LUSSAC
GESTION

ÉPARGNE SALARIALE &
RETRAITE DEPUIS 28 ANS

Le document est diffusé à des fins promotionnelles et ne saurait être considérée comme une recommandation d'investissement. **Les performances réalisées par le passé ne préjugent pas des résultats futurs** ni de la réalisation des objectifs des différents produits. Elles ne sont pas constantes dans le temps. L'investisseur doit être conscient qu'investir comporte des risques de perte totale ou partielle du capital investi. La documentation commerciale et réglementaire est disponible sur notre site internet à l'adresse suivante: www.gaylussacgestion.com. Gay-Lussac Gestion, société de gestion de portefeuille agréée par l'Autorité des Marchés Financiers le 08/02/1995 sous le numéro GP95-001 est une société par actions simplifiée au capital de 391 200€, immatriculée au RCS de Paris sous le n°397 833 773 et dont le siège social est situé au 45 Avenue George V 75008 Paris.



Sommaire



PHOTO: © JULIA WASILEVA - STOCK.ADOBE.COM

PAGE 6 QUI HÉRITE QUAND RIEN N'A ÉTÉ ANTICIPÉ ?

PAGE 8 Règles hiérarchiques
Priorité aux héritiers qui sont les plus proches du défunt

PAGE 10 Enfants Ils se partagent l'intégralité des biens s'il n'y a pas de conjoint survivant

PAGE 11 Parents, frères, sœurs
Seule l'absence d'enfants leur permet d'hériter

PAGE 12 Conjoint Pas plus de 25% de l'héritage en présence d'enfants issus d'un premier lit

PAGE 14 Familles recomposées
Les droits des enfants de l'union passée sont protégés

PAGE 16 LES OUTILS POUR ORGANISER SA SUCCESSION

PAGE 18 Réserve Une fraction de son patrimoine va obligatoirement être attribuée aux enfants

PAGE 20 Testament A rédiger impérativement si l'on veut garantir la paix au sein de sa famille

PAGE 21 Donation Un coup de pouce accordé aux héritiers, doté de gros avantages fiscaux

PAGE 22 L'assurance vie La clause bénéficiaire doit être rédigée avec la plus grande attention

PAGE 24 COMMENT PROTÉGER SON CONJOINT

PAGE 26 Donation au dernier vivant
La solution à privilégier pour doper la part d'héritage du conjoint en présence d'enfants

PAGE 28 Contrat de mariage
L'aménager permet de tenir les autres héritiers à l'écart

PAGE 30 Assurance vie L'épargne transmise s'ajoute aux biens déjà reçus par le conjoint

PAGE 32 LES MESURES POUR AVANTAGER SA COMPAGNE (OU SON COMPAGNON)

PAGE 34 Pacsé Convention d'indivision, assurance vie, usufruit... les solutions ne manquent pas

PAGE 36 Concubin Rien de mieux que l'assurance vie ou l'achat d'une habitation via une SCI

PAGE 38 LES DISPOSITIFS POUR FAVORISER SES ENFANTS

PAGE 40 Donation simple Exonérée de droits à hauteur de 100 000 euros tous les 15 ans

PAGE 42 Donation-partage Pour tout régler à l'avance et éviter les litiges entre ses héritiers

PAGE 44 Assurance vie Indispensable si l'on est à la tête d'un important patrimoine financier

PAGE 46 MODE D'EMPLOI POUR AIDER SES PETITS-ENFANTS

PAGE 48 Donation simple
Attention à ne pas empiéter sur la part réservée à ses enfants

PAGE 50 Donation transgénérationnelle
Privés d'une partie de leurs droits, les enfants peuvent toujours s'opposer à la manœuvre

PAGE 52 Pacte adjoint à l'assurance vie
L'âge auquel le petit-enfant pourra percevoir l'argent du contrat peut être fixé à l'avance

PAGE 54 LES SOLUTIONS ADAPTÉES AUX FAMILLES RECOMPOSÉES

PAGE 56 Sécuriser l'avenir du nouveau partenaire Parmi les solutions mises à disposition, le mariage reste la plus efficace

PAGE 58 Privilégier ses propres enfants
Il est possible de leur attribuer par testament l'intégralité de son patrimoine

PAGE 60 Gratifier les enfants du partenaire
Il y a mieux à faire que de leur donner ou de leur léguer des biens

PAGE 62 LES FORMALITÉS A EFFECTUER AU DÉCÈS

PAGE 64 Mesures urgentes
Pas plus de six jours pour organiser les funérailles du défunt

PAGE 65 Objets et biens personnels du défunt Tant que le partage n'est pas officiel, leur usage obéit à des règles strictes

PAGE 67 Acceptation ou renonciation
Héritiers et légataires doivent faire connaître leur décision dans un délai de quatre mois

PAGE 68 La déclaration de succession
A envoyer au centre des impôts dans les six mois, accompagnée du règlement des droits

PAGE 72 LA PÉRIODE D'INDIVISION

PAGE 74 Gestion de base La quasi-totalité des décisions nécessite un accord à la majorité

PAGE 76 Gestion déléguée
Si la situation perdure, un responsable doit être désigné

PAGE 78 LA RÉPARTITION DES BIENS ENTRE LES HÉRITIERS

PAGE 80 Procédure de partage
Faute de trouver un terrain d'entente, le juge tranchera

PAGE 82 Attribution préférentielle
Le conjoint qui demande le logement a dix ans pour indemniser les enfants du défunt

PAGE 84 LES DROITS ET LES FRAIS DE SUCCESSION

PAGE 86 Calcul des droits
Abattements et exonérations adoucissent la facture à régler

PAGE 89 Paiement des droits
Un délai peut être accordé en cas de difficultés financières

PAGE 91 Rémunération du notaire
La note d'honoraires est proportionnelle au montant des biens transmis par le défunt

PAGE 94 LES ACTUS

PAGE 96 Vos droits Tout ce qui change pour la consommation

PAGE 98 Vie au bureau Faut-il parler de ses pépins de santé à son chef ? Peut-on encore refuser de se serrer la main au bureau ?

PAGE 102 Grand angle
La grande parade des Savane

PAGE 106 Capital.fr Des services pour vous constituer un patrimoine

Qui hérite quand rien n'a été anticipé ?

PAGES 8 À 14

A votre disparition et en l'absence de testament, la répartition de vos biens entre les membres de votre famille s'opérera selon des règles fixées par la loi. Elle privilégiera vos enfants (y compris ceux issus d'une précédente union), lesquels recueilleront ainsi, à parts égales, l'essentiel de votre patrimoine, et même sa totalité s'il n'y a pas de conjoint survivant. Si certains de ces enfants sont décédés, ce sont leurs propres descendants qui hériteront à leur place.

Il en découle que le père et la mère du défunt, de même que ses frères et ses sœurs, ne peuvent hériter qu'en l'absence de descendants directs. Quant aux grands-parents, oncles et tantes, ils ne sont appelés à la succession que dans les rares cas où le défunt, non marié, ne laisse derrière lui ni enfants, ni petits-enfants, ni parents, ni frères ni sœurs. Le conjoint ? Longtemps ignoré par le Code civil, il a droit aujourd'hui à une part minimale de l'héritage. Le sort du concubin et celui du partenaire de Pacs sont moins enviables : le premier n'aura rien du tout, et le second devra se contenter d'un droit d'occupation du logement du couple durant un an.

25%

Part d'héritage recueillie par le conjoint du défunt s'il existe des enfants qui sont issus d'une précédente union

100%

S'il n'y a pas de conjoint survivant, les enfants se partagent à parts égales la totalité des biens de leur parent décédé

2001

Date à partir de laquelle l'enfant adultérin a été reconnu par la loi comme un héritier à part entière



RÈGLES HIÉRARCHIQUES

Priorité aux héritiers qui sont les plus proches du défunt

C'est le Code civil qui répartit la succession si aucun testament n'a été rédigé. Les héritiers sont alors classés par ordre de parenté, les premiers de la liste excluant les suivants : les enfants ont la priorité, puis viennent les parents et les frères ou sœurs. Le conjoint n'est pas oublié, mais sa part dépend de la présence ou non de certains autres héritiers.

CONJOINT Même en présence d'enfants, une partie des biens de la succession lui est réservée

Le conjoint aura toujours une part d'héritage (plus le droit d'occuper durant au moins un an le logement du couple), plus ou moins importante selon la configuration familiale. Il a ainsi priorité sur les grands-parents, oncles, tantes et cousins, héritiers lointains des troisième et quatrième ordres (lire le tableau ci-dessous). Mais il devra partager la succession avec les héritiers plus proches, ceux des premier et deuxième ordres, c'est-à-dire les enfants, les parents et, dans une moindre mesure, les frères ou les sœurs du défunt. Ces derniers détiennent en effet un «droit de retour»,

qui leur permet de récupérer 50% des biens que le défunt avait reçus de ses parents (par donation ou succession).

ORDRES Les premiers héritiers désignés par la réglementation éliminent tous ceux qui suivent

Conjoint mis à part, le Code civil classe les héritiers en quatre ordres de parenté, l'existence d'une personne dans un ordre lui donnant priorité sur les personnes des ordres suivants, qui sont alors exclues de la succession. Le premier ordre, qui prime sur les autres, comprend les descendants (enfants, petits-enfants...), le deuxième ordre les parents («ascendants privilégiés»), les frères, les sœurs et leurs enfants («collatéraux privilégiés»), le troisième ordre les grands-parents («ascendants ordinaires»), et le quatrième ordre les oncles, tantes, cousins et cousines jusqu'au sixième degré («collatéraux ordinaires»).

DEGRÉS Au sein d'un ordre, les héritiers sont classés selon leur lien de parenté avec le défunt

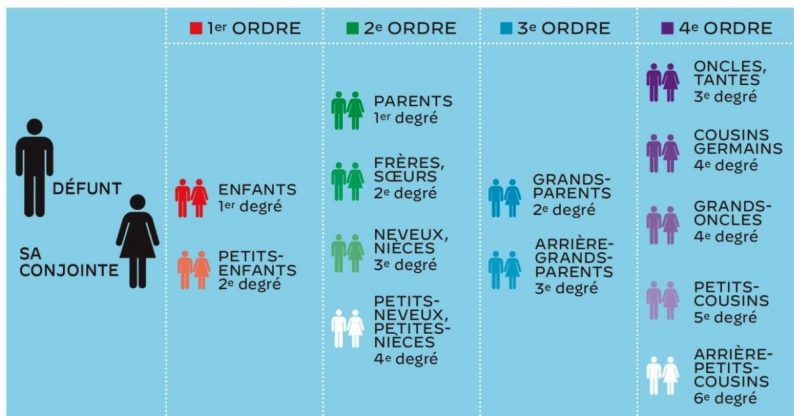
Plusieurs héritiers peuvent se trouver dans un même ordre. Pour définir une

priorité, on les classe par degré de parenté, qui se détermine par le nombre de générations séparant chaque héritier du défunt. On compte un degré entre un parent et ses enfants ou ses parents, deux degrés avec ses petits-enfants ou ses frères et sœurs. La priorité va au plus proche du défunt en degré (sauf pour les parents et les frères ou sœurs, qui sont en concurrence). Les héritiers des degrés suivants sont alors évincés, sachant que, s'il existe plusieurs héritiers de même degré (deux enfants...), ils se partagent la succession à parts égales.

ÉTAT Il récupère la totalité des biens de la succession si aucun héritier n'a été reconnu par la loi

Au-delà du sixième degré, sans conjoint, c'est l'Etat qui s'approprie la succession. Les généalogistes, dont le métier consiste à dénicher d'éventuels lointains héritiers, peuvent aussi en capter une partie (jusqu'à 40% de la valeur des biens). Mais ils ne peuvent entreprendre de telles recherches qu'à la demande d'un notaire, d'un héritier ou d'une autorité publique, et seulement après leur avoir présenté un devis (lire nos conseils page 66). ♦

SI AUCUNE DISPOSITION N'EXISTE, QUI AURA DROIT À UNE PART D'HÉRITAGE ?



En l'absence de conjoint, l'héritage du défunt sera capté à 100% par ses enfants (ou petits-enfants). Sans descendance, ce sont ses parents ainsi que ses frères et sœurs (ou leur descendance) qui se le partageront. A défaut, et s'il existe, c'est le conjoint qui héritera (il a aussi droit à une part minimale en présence d'héritiers du premier ou deuxième ordre) et évincera ainsi les héritiers des troisième et quatrième ordres. Le pacsé ou le concubin n'aura droit à rien, même s'il a vécu avec le défunt pendant 50 ans...

Jusqu'où
peut-on aller



lorsque l'on est
bien accompagné ?

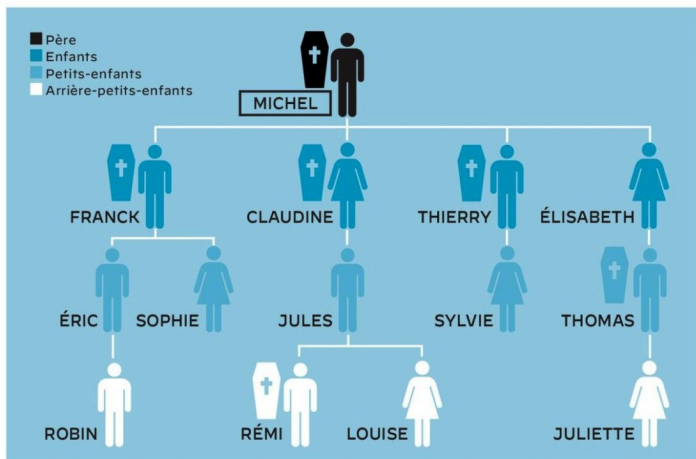
Imaginer, construire, réaliser, avancer...

La vie est faite d'inspirations,
d'envies et d'objectifs à atteindre.

Nos conseillers et nos experts
vous accompagnent pour anticiper
et préparer vos projets aujourd'hui
et leur permettre de se concrétiser demain.

**Prenez rendez-vous avec
un conseiller sur hsbc.fr**





LA SUCCESSION DES DESCENDANTS DE MICHEL

Lorsque Michel décède, trois de ses enfants ont déjà disparu. Mais ils ont eu eux-mêmes des enfants, qui viennent en «représentation» (en remplacement), et vont donc hériter à la place de leur parent. Le partage s'opère comme si les quatre enfants de Michel héritaient chacun d'un quart de ses biens. Elisabeth recueille un quart de l'héritage (Juliette, sa petite-fille, n'a droit à rien). Sylvie, représentante de son père Thierry, reçoit aussi un quart des biens, tout comme le fils de Claudine, Jules (sa propre fille, Louise, ne perçoit rien). Quant à Éric et Sophie, ils se partagent à parts égales le quart de l'héritage restant (Robin n'hérite de rien).

ENFANTS Ils se partagent l'intégralité des biens s'il n'y a pas de conjoint survivant

La loi l'a voulu ainsi, les enfants du défunt (ou, à défaut, ses petits-enfants ou arrière-petits-enfants) sont toujours servis en premier. Et s'il n'y a ni testament ni conjoint survivant (lire l'étendue de ses droits page 12), ils se répartissent 100% de la succession : s'ils sont deux, chacun en recueillera la moitié, s'ils sont trois, chacun en percevra un tiers, etc.

ENFANTS RECONNUS Ils ont les mêmes droits, qu'ils soient légitimes, naturels ou adultérins

Chaque enfant vient à égalité avec les autres dans la succession. Qu'il soit légitime (parents mariés), naturel (parents concubins ou pacsés) ou adultérin, autrement dit dont le père ou la mère était marié à une autre personne. A signaler : l'enfant adultérin a longtemps eu des droits inférieurs, mais la loi a supprimé cette règle fin 2001.

ENFANTS ADOPTÉS Dans le cadre de l'adoption simple, les droits dus sont souvent allégés

Il y a deux types d'adoption : l'adoption simple et l'adoption plénière. La

première ne supprime pas la filiation d'origine. Les enfants héritent alors de leur famille biologique et du parent adoptif, cela dans les mêmes conditions fiscales avantageuses, depuis une loi de mars 2016, s'il s'agit des enfants issus d'un premier mariage du nouveau conjoint, ou d'enfants ayant été à la charge principale du parent adoptif pendant au moins dix ans (cinq ans seulement si l'enfant est mineur). Dans les autres cas, l'héritage du parent adoptif est taxé à 60% (taux appliqué aux personnes dépourvues de lien de parenté). La seconde formule, celle de l'adoption plénière, rompt tout lien de filiation entre les parents biologiques et l'enfant, qui n'héritera donc plus de cette famille-là.

ENFANTS INDIGNES Aggraver un de ses parents provoque la perte de sa qualité d'héritier

Sera frappé d'indignité, et donc exclu de la succession, tout enfant coupable d'actes graves envers son parent (coups et blessures, dénonciation calomnieuse...). Cette déchéance s'applique d'office, sans que quiconque ait besoin d'en faire la

demande, dès lors que l'acte a entraîné une condamnation pénale. Des cohéritiers peuvent aussi la réclamer après l'ouverture de la succession. Si l'enfant est reconnu indigne et a déjà recueilli des biens appartenant au défunt, il doit alors les rendre à la succession. Il reste toutefois héritier du reste de sa famille. Sachez enfin que l'indignité est révoquée : une loi de 2001 permet au parent de pardonner à son enfant et, à condition d'en faire mention expresse dans son testament, de lui redonner accès à sa part d'héritage.

ENFANTS DÉCÉDÉS La part d'héritage qui leur était due revient à leurs propres enfants

Cas assez fréquent à l'ouverture d'une succession : parmi les enfants du défunt, certains sont déjà décédés. Leur part d'héritage ne disparaît pas pour autant. Elle revient non pas à leurs frères ou sœurs, mais à leurs propres enfants, c'est-à-dire aux petits-enfants du défunt. Et s'il n'y a plus de petits-enfants en vie, ce sont les arrière-petits-enfants qui héritent. On dit qu'ils viennent en «représentation» (c'est-à-dire en remplacement) de leur parent décédé. ♦

PARENTS, FRÈRES, SŒURS... Seule l'absence d'enfants leur permet d'hériter

Dès lors que le défunt ne laisse aucun descendant, ce sont ses parents et ses frères et sœurs qui sont appelés à la succession. Les parents sont toutefois mieux traités : à eux deux, ils reçoivent la même part que les frères et sœurs réunis, aussi nombreux soient-ils. Quant aux neveux et nièces du défunt, ils peuvent bénéficier de la règle de la « représentation » si leur parent est décédé, et ainsi percevoir une part de l'héritage.

PARENTS Ils doivent partager les biens de la succession avec les frères et sœurs du défunt

Selon la loi, les parents héritent de tout le patrimoine de leur enfant si celui-ci n'a ni descendants (enfants, petits-enfants...), ni conjoint, ni collatéraux (frères et sœurs) et s'il n'a pas déjà légué

ses biens. En présence du conjoint, l'héritage revient pour moitié à ce dernier, les parents recevant l'autre moitié. S'il n'y a pas de conjoint mais qu'il existe des collatéraux, 25% des biens vont à chaque parent, le reste est réparti entre frères et sœurs. Et s'il ne subsiste ni frère ni sœur et qu'un seul parent est vivant ? Celui-ci recueille 50% de la succession, l'autre moitié allant aux grands-parents de l'autre branche familiale (celle de la mère si le père est en vie, et réciproquement). En l'absence de ces grands-parents, le parent restant hérite de tout.

FRÈRES ET SŒURS S'il n'y a plus aucun parent en vie, la totalité de l'héritage leur revient

À l'image des parents, les frères et sœurs ont droit à une part d'héritage, mais seulement si le défunt n'a pas prévu de

dispositions contraires et ne laisse ni conjoint, ni descendants. Trois cas peuvent se présenter. Le défunt a ses deux parents, et des frères ou des sœurs : le père et la mère se partagent la moitié de la succession (25% chacun), les frères et sœurs récupérant l'autre moitié. Un seul parent est en vie : il recueille le quart de la succession, frères et sœurs s'adjudgeant les trois quarts restants. Plus aucun parent n'est en vie : l'intégralité de la succession revient à parts égales aux frères et aux sœurs (même s'il existe des grands-parents vivants).

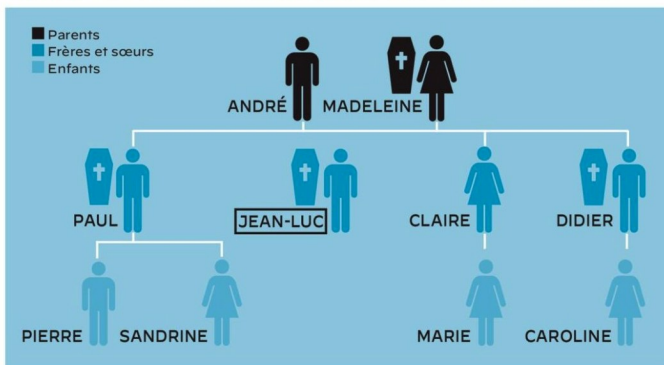
NEVEUX ET NIÈCES La règle de « représentation » peut les faire hériter de leur parent décédé

Habituellement, les neveux et nièces n'ont aucun droit sur la succession dès lors que leur mère ou leur père, censés hériter du défunt en tant que frère ou sœur, est vivant. Mais si ce parent est lui-même décédé, rien ne s'oppose à ce que ces neveux ou nièces soient appelés à la succession, conformément à la règle de la « représentation » déjà évoquée (lire page 10). Voyez l'encadré ci-contre : Pierre, Sandrine et Caroline, neveu et nièces du défunt Jean-Luc, vont bien percevoir la part de succession de leur parent disparu. Les deux premiers, frère et sœur, se la partageront à parts égales, tandis que la dernière, qui est fille unique, en recevra l'intégralité.

GRANDS-PARENTS, ONCLES, TANTES... Ils n'auront droit à rien, sauf cas exceptionnel

Pour que la succession fasse appel aux parents éloignés que sont les grands-parents, les oncles et les tantes, le défunt doit quasiment être seul au monde, et n'avoir ni enfants, ni conjoint, ni frères ni sœurs, ni père ni mère. À noter toutefois que les collatéraux ordinaires (oncles, tantes et, à défaut, leurs descendants), héritiers du quatrième ordre, ne sont servis qu'en l'absence de grands-parents en vie, qui appartiennent, eux, au troisième ordre des héritiers. ♦

LA SUCCESSION DE JEAN-LUC, CÉLIBATAIRE SANS ENFANT



Lorsque Jean-Luc décède, son père André et sa sœur Claire sont encore en vie, contrairement à ses deux frères, Paul et Didier, et à sa mère Madeleine. Selon la règle établie, son père André recueille dans

ce cas un quart de son patrimoine, et on partage à parts égales les trois quarts restants entre les frères et sœurs vivants ou leurs représentants. Résultat : un quart de la succession de Jean-Luc est à répartir

à égalité entre ses neveux Pierre et Sandrine (représentant leur père Paul décédé), un quart est attribué à sa sœur Claire (sa fille Marie n'a droit à rien) et un quart à sa nièce Caroline, représentant son père Didier.

CONJOINT

Pas plus de 25% de l'héritage en présence d'enfants issus d'un premier lit

Pour que le conjoint survivant soit traité à peu près convenablement par le règlement des successions, plus de deux siècles de travaux législatifs auront été nécessaires. En 1804, date de la rédaction de notre Code civil, il n'est même pas mentionné dans la liste des héritiers possibles. Motif invoqué : il n'a aucune goutte de sang commune avec son mari ou son épouse, critère déterminant à cette époque. Petit progrès en 1891, puisqu'il se voit attribuer l'usufruit (c'est-à-dire la faculté d'utiliser au quotidien, et non pas de posséder réellement, donc de vendre) d'un quart des biens constituant la succession. Plus significatif, il devient, en 1957, prioritaire par rapport aux collatéraux ordinaires (oncles, tantes et cousins germains). D'étapes en étapes - création de la donation entre époux en 1963, réforme des régimes de mariage en 1966, attribution de droits sur le logement familial en 2002 - le conjoint va enfin devenir un héritier à part entière. Mais, aujourd'hui encore, sa situation n'en reste pas moins dépendante de la

présence d'autres membres de la famille proche : enfants, parents et, dans certaines situations, frères et sœurs.

DES ENFANTS EN COMMUN

Un choix à faire entre 25% des biens et 100% de leur usufruit

Quand tous les enfants du défunt sont aussi ceux du conjoint survivant, celui-ci peut hériter, au choix, soit de la pleine propriété d'un quart de la succession, soit de la totalité de l'usufruit. Dans le premier cas, il peut disposer comme il l'entend des 25% du patrimoine recueilli, par exemple les vendre, les léguer ou les donner à la personne voulue. Dans le second cas, il a la jouissance de l'intégralité des biens du défunt, c'est-à-dire qu'il peut les utiliser à son profit et en percevoir les éventuels revenus (cas d'un logement mis en location), mais sans pouvoir ni les vendre, ni les léguer, ni les donner, puisqu'il n'en est pas propriétaire. En fonction de la solution choisie, les enfants du couple toucheront soit les trois quarts de l'héritage

en pleine propriété, soit la totalité de la nue-propriété. Les autres membres de la famille n'ont alors droit à rien. À noter que le conjoint doit se décider assez rapidement : il dispose de trois mois pour arrêter son choix à partir de la date du décès. Passé ce délai, il est censé avoir opté pour l'usufruit du patrimoine.

DES ENFANTS DE PLUSIEURS LITS

25% des biens en pleine propriété, sans autre possibilité

Si le défunt a eu des enfants avec une ou plusieurs personnes autres que son conjoint, ce dernier hérite obligatoirement d'un quart du patrimoine en pleine propriété, sans pouvoir opter cette fois pour la solution de l'usufruit de la totalité des biens. Le reste de l'actif de la succession, à savoir les trois quarts du patrimoine, est réparti en parts égales entre tous les enfants existants, ceux que le défunt a eus avec son dernier conjoint et les autres. Encore une fois, le reste de la famille ne reçoit rien.

Au minimum, le conjoint pourra occuper à vie le logement du couple

DE QUELS DROITS DISPOSE LE CONJOINT SUR LA SUCCESSION ?

HÉRITIERS EXISTANT AU MOMENT DU DÉCÈS	PART DE L'HÉRITAGE ATTRIBUÉE AU CONJOINT SURVIVANT
Enfants communs du couple (ou petits-enfants)	100% des biens en usufruit ou 25% en pleine propriété
Enfants issus d'une précédente union	25% des biens en pleine propriété
Les deux parents	50% des biens en pleine propriété
Un seul parent	75% des biens en pleine propriété
Frères ou sœurs (ou leurs enfants)	100% des biens en pleine propriété ⁽¹⁾
Grands-parents	100% des biens en pleine propriété ⁽²⁾
Oncles ou tantes (ou leurs enfants)	100% des biens en pleine propriété

⁽¹⁾ À l'exception des biens que le défunt a reçus de ses parents par succession ou donation, qui reviennent pour moitié aux frères et sœurs. ⁽²⁾ Des grands-parents dans le besoin peuvent toutefois exiger une pension alimentaire, qui sera prélevée sur la succession.

Sauf à prendre des dispositions protectrices spécifiques (lire pages 24 à 31), le sort du conjoint reste lié à la présence de proches héritiers. Ce n'est qu'en l'absence d'enfants et des deux parents du défunt qu'il recueille 100% de la succession. Encore que les frères, sœurs et grands-parents ne sont pas totalement exclus : les premiers peuvent récupérer 50% des biens de famille et les seconds exiger une pension alimentaire. Autant de bonnes raisons, si l'on est marié, d'organiser de son vivant la transmission de ses biens.

PAS D'ENFANTS, MAIS DES PARENTS

La moitié de l'actif successoral revient au conjoint

Lorsque le défunt n'a jamais eu d'enfants avec qui que ce soit, le conjoint survivant est nettement mieux traité que dans les deux cas vus précédemment, puisqu'il recueille alors la moitié de la succession en pleine propriété. Le père et la mère, s'ils sont tous les deux encore en vie, se partageant à égalité l'autre moitié du patrimoine. Et si l'un des deux parents est décédé ? Celui qui est encore vivant reçoit seulement son quart de succession prévu par le législateur, l'autre quart (celui du parent qui a disparu) s'ajoutant à la part dévolue au conjoint survivant, lequel va ainsi se voir attribuer les trois quarts des biens de l'héritage en pleine propriété. Tant pis pour les autres membres de la famille, et notamment les frères et les sœurs du défunt (ou à défaut leurs

enfants ou petits-enfants) : l'existence du conjoint survivant fait qu'ils ne perçoivent pas un euro de la succession.

RIEN QUE DES FRÈRES OU DES SŒURS **Il doit leur concéder la moitié des biens de famille**

Si le défunt n'a ni descendants, ni parents encore en vie, mais des frères et sœurs (ou à défaut des neveux et nièces), c'est le conjoint survivant qui recueille 100% du patrimoine en pleine propriété. Les autres proches n'ont aucun droit sur la succession, sauf, pour les frères et sœurs, sur les biens de «famille», ceux que le défunt peut avoir reçus de ses parents par héritage ou donation (une maison, un bijou...), et que les frères ou sœurs ont la possibilité de récupérer. Ce «droit de retour» est une disposition légale à laquelle le défunt peut toutefois s'opposer par testament ou via une donation entre époux (lire page 26). Selon la règle établie, la moitié de ces biens de famille sera réattribuée aux frères et sœurs (ou à leurs descendants), l'autre moitié restant aux mains du conjoint. A noter que le droit de retour ne s'applique qu'aux biens «en nature» : il ne s'exerce donc pas si le bien de famille a été vendu par le défunt.

SEULEMENT DES GRANDS-PARENTS **Le conjoint empêche 100% du patrimoine du défunt**

Depuis une loi de 2002, les grands-parents passent après le conjoint survivant. Avant cette date, ce dernier n'avait droit qu'à la moitié des biens, soit en usufruit s'il existait encore des grands-parents dans les deux branches (paternelle et maternelle), soit en toute propriété s'il n'y avait des descendants que dans une seule branche. Désormais, le conjoint survivant s'adjuge la totalité des biens, quel que soit le nombre de grands-parents en vie. Pour aider les grands-parents sans ressources, la loi leur accorde toutefois une créance alimentaire à prélever sur la succession.

DROIT AU LOGEMENT **Il lui est attribué automatiquement, sans aucune contrepartie financière**

Longtemps, le conjoint survivant a pu être contraint par des héritiers de quitter le logement familial. Depuis 2002,



PHOTO: © FIKSES - STOCK.ADOBE.COM

Sans dispositions prises de son vivant, le concubin ou le partenaire de Pacs n'héritera de rien.

CONCUBINS ET PACSÉS : LES OUBLIÉS DE LA SUCCESSION

A l'image de l'ex-conjoint survivant, autrement dit le divorcé, qui n'a plus aucun droit sur les biens de la succession, la situation dans laquelle se retrouve le concubin (même notoire, c'est-à-dire ayant vécu au moins un an sous le même toit que son compagnon décédé) ou le partenaire de Pacs n'est guère réjouissante. En effet, le premier est considéré par le Code civil comme un étranger vis-à-vis du défunt. Sauf si un testament a été rédigé en sa faveur,

il ne sera donc jamais appelé à la succession. Même punition pour le pacsé survivant, qui n'est pas aujourd'hui défini comme un héritier légal de son partenaire : sans disposition spécifique prise à son profit, il ne percevra rien (lire nos solutions page 32). Mais, contrairement au concubin, il a le droit de demeurer pendant un an dans le logement du couple (même s'il appartenait entièrement au défunt) et de conserver pendant ce délai tout le mobilier qui s'y trouve, à la seule condition

d'avoir vécu dans ce logement à titre de résidence principale au moment du décès. Il peut également, à l'issue de cette période d'un an, faire jouer son droit préférentiel d'attribution et ainsi acheter aux cohéritiers le logement qu'il occupe. Toutefois, à la différence du conjoint, le pacsé survivant ne bénéficie pas automatiquement de ce droit préférentiel d'attribution : pour qu'il puisse l'exercer, il faut que le partenaire décédé l'ait expressément indiqué dans son testament.

la loi lui accorde un droit d'occupation du logement pendant un an, même si le bien appartenait au défunt. Ce droit est acquis : le conjoint n'a pas besoin de le demander, et nul ne peut l'en priver, pas même par testament. Ce droit est aussi gratuit, et vient donc en plus de sa part d'héritage. S'il s'agissait d'un bien en location, les loyers seront prélevés sur la succession. Bon à savoir : ce droit temporaire peut se transformer en droit à vie dès lors que le logement était la propriété du couple ou du défunt (avec un bien en location, le survivant n'a droit ensuite qu'au transfert du bail à son nom) et à

condition que le conjoint en fasse la demande au notaire dans un délai d'un an. Ce droit d'habitation à vie n'est cette fois pas gratuit, il sera déduit de la part d'héritage. Mais si sa valeur est supérieure à la part reçue, il n'y aura rien à reverser aux cohéritiers. Enfin, le conjoint peut aussi bénéficier d'un droit préférentiel d'attribution (lire page 82), qui lui permettra, lors du partage, d'obtenir la propriété du bien qu'il occupe. L'attribution n'est toutefois pas gratuite, et au cas où la valeur du logement est supérieure à celle de ses droits successoraux, il devra payer la différence. ♦

FAMILLES RECOMPOSÉES Les droits des enfants de l'union passée sont protégés

Même si leurs parents décident de rompre puis de créer une nouvelle famille (concrétisée par un mariage, une simple union en concubinage ou la signature d'un Pacs), les droits héréditaires de leurs enfants, qui obéissent à la loi du sang, ne changent pas d'un iota : ces enfants restent les héritiers prioritaires du patrimoine de leur père et de leur mère. Il n'est ainsi fait aucune différence entre un enfant issu de l'union actuelle et un autre, issu d'une union passée. Peu importe également que cet enfant ait été conçu par des parents mariés ou non, qu'il soit né hors des liens du mariage (autrement dit, fait avec une autre personne que son conjoint) ou ait été adopté. Petit rappel : votre nouveau

compagnon (ou nouvelle compagne), qu'il soit concubin ou partenaire de Pacs, ainsi que les enfants de la personne avec qui vous partagez désormais votre vie (y compris si vous êtes marié avec elle), ne sont pas vos héritiers. Sans mesure de protection prise à leur profit, ils ne percevront rien de votre succession.

ENFANTS D'UN AUTRE LIT Ils se partagent l'héritage avec leurs demi-frères et demi-sœurs

Les enfants nés d'une précédente union sont des héritiers légaux de leur parent décédé. Ayant strictement les mêmes droits successoraux que les enfants de leur père ou de leur mère qui sont issus de l'union actuelle, ils se partageront l'ensemble des biens composant l'héritage

(incluant ceux qui ont été acquis depuis la nouvelle union), à parts égales, avec leurs demi-frères et demi-sœurs.

ENFANTS DU PARTENAIRE Les adopter permet de leur donner des droits successoraux

Les enfants nés d'un autre lit n'ont bien sûr aucun droit sur l'héritage de la personne avec qui leur parent a refait sa vie. Si cette personne souhaite leur procurer les mêmes droits successoraux (avec les avantages fiscaux qui vont avec) que ceux de ses propres enfants, il faut qu'elle les adopte, une procédure qui exige toutefois le respect de certaines conditions, notamment d'âge, pour être homologuée par un juge (lire l'encadré ci-contre).

NOUVEAU PARTENAIRE A moins de vous marier avec lui, il ne recevra aucun de vos biens

Quand on fonde une nouvelle famille, on ne choisit pas toujours de se marier, surtout quand on sort d'un divorce délicat. Mais il faut le savoir : seul le conjoint peut prétendre à une part de l'héritage, lequel sera partagé avec les enfants du défunt. Comme on l'a vu (lire page 13), le concubin et le pacsé sont les grands oubliés des successions : en l'absence de testament, ils ne reçoivent aucun bien (le pacsé a seulement le droit d'occuper le logement du couple durant un an).

EX-CONJOINT Il n'a droit à rien dès lors que le divorce du couple a été définitivement prononcé

L'ex-conjoint survivant (donc le divorcé) n'a plus aucun droit sur la succession. Il peut éventuellement recevoir une gratification par testament, sous forme de legs, mais il sera alors taxé au taux prohibitif de 60% (lire le barème des droits de succession page 88). Notez que cette règle vaut uniquement lorsque le divorce a été définitivement prononcé. Dans le cas d'un divorce en cours de jugement ou d'un jugement de séparation de corps, les droits de chacun sur la succession de l'autre ne sont pas supprimés. ♦

POURQUOI ET COMMENT ADOPTER LES ENFANTS DE L'AUTRE

Aux yeux de la loi, les enfants de son nouveau partenaire de vie sont des étrangers. Ils sont donc exclus de sa succession. Pour qu'ils soient traités comme ses propres enfants, il n'y a qu'une seule solution : les adopter, en présentant une requête

au tribunal. La formule la plus courante est celle de l'adoption «simple», qui permet non seulement d'obtenir des avantages successoraux de son parent adoptif (lire page 10), mais aussi de conserver tous ses droits vis-à-vis de sa famille d'origine.

Du côté des conditions à remplir pour le parent adoptif, il doit avoir dix ans de plus que les enfants à adopter s'il est marié avec le parent de ces enfants (pas de durée de mariage exigée), ou avoir au moins 28 ans et quinze ans de plus que les enfants à adopter s'il s'agit de ceux de son concubin ou de son partenaire de Pacs. L'autre formule est celle de l'adoption «pléniaire». Moins fréquente, elle exige un écart d'âge d'au moins quinze ans entre l'adoptant et l'adopté, et supprime tous les liens successoraux avec la famille biologique. Autre particularité à retenir : elle n'est autorisée que pour des enfants âgés de moins de 15 ans (20 ans sur dérogation).

Adopter les enfants de son nouveau conjoint, via une requête faite au juge, leur octroie les mêmes droits que ceux dont disposent ses propres enfants.

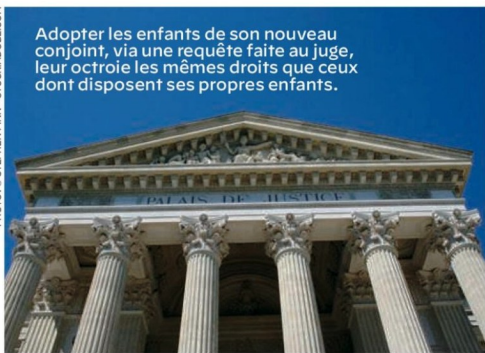


PHOTO : © STEPHEN FINN - STOCK.ADOBE.COM



SCPI : une solution méconnue pour anticiper votre succession

Non seulement acheter des parts de SCPI (Sociétés civiles de placement immobilier) permet de percevoir des revenus potentiels, mais c'est aussi un moyen efficace de se constituer un patrimoine immobilier à transmettre à ses héritiers.

En investissant dans les SCPI, vous devenez co-propriétaire, avec des dizaines ou des centaines d'autres épargnants, d'immuables professionnels en France et en Europe : bureaux, commerces, entrepôts logistiques... Ces immeubles sont loués et les loyers potentiels vous sont reversés régulièrement au prorata de votre investissement. En 2022, placer son épargne en SCPI a rapporté en moyenne 4,50 % selon les estimations de l'Aspim et de l'IEIF⁽¹⁾. Les SCPI CORUM devançaient cette moyenne et dépassaient même leurs propres objectifs. Ainsi, en 2022, la SCPI CORUM Origin affiche un rendement⁽²⁾ de 6,88 % pour un objectif de 6 %, avec un TRI⁽³⁾ sur 10 ans de 7,06 %, nets de frais de souscription et de gestion. CORUM XL présente un rendement⁽²⁾ de 5,97 % pour un objectif de 5 %, avec un TRI⁽³⁾ sur 5 ans de 5,34 %. Et CORUM Eurion affiche un rendement de 6,47 % pour un objectif de rendement⁽²⁾ et de TRI⁽³⁾ de 4,5 %.

UNE TRANSMISSION FACILITÉE

Outre un ticket d'entrée accessible qui offre à tous la possibilité de se constituer un patrimoine immobilier, la SCPI facilite la transmission. Vous pouvez en effet effectuer une donation de vos parts de SCPI CORUM à vos héritiers au rythme souhaité, favorisant une répartition parfaitement égalitaire du patrimoine. Rappelons que la loi prévoit un abattement de 100 000 € par enfant tous les quinze ans en cas de donation ou de succession.

DES REVENUS POTENTIELS

Mieux, vous pouvez choisir de garder l'usufruit de vos parts de SCPI CORUM afin de continuer à en percevoir les revenus potentiels jusqu'à votre décès et n'en donner que la nue-propriété à vos héritiers. Côté fiscalité, ce mécanisme du « démembrement viager » offre une décote sur la valeur des parts transmises ; ceci permet de réduire encore les droits de donation dus par les bénéficiaires et/ou d'entamer dans une moindre proportion l'abattement de 100 000 € auquel ont droit vos enfants. De plus, lorsqu'ils récupèrent la pleine propriété des parts au moment de la succession, les héritiers n'ont pas de fiscalité supplémentaire à payer. À partir de ce jour-là, ils percevront à leur tour les revenus potentiels de la SCPI.

TRANSMETTRE VIA L'ASSURANCE VIE

Il est également possible de souscrire les parts de SCPI dans le cadre d'un contrat d'assurance vie. L'intérêt est à la fois fiscal et successoral. D'une part, tant que votre épargne reste investie, elle ne subit pas l'impôt sur le revenu. D'autre part, chaque bénéficiaire a notamment droit à un abattement de 152 500 € pour les versements effectués sur le contrat avant vos 70 ans. Accessible à partir de 50 €, le contrat d'assurance vie CORUM Life vous donne accès en exclusivité aux trois SCPI CORUM (à hauteur de 55 % maximum du contrat), sans autres frais que ceux que vous payeriez si vous achetiez les parts de SCPI en direct.

! PRÉCAUTIONS AVANT D'INVESTIR

Les produits commercialisés par CORUM L'Épargne sont des investissements long terme qui n'offrent aucune garantie de rendement ou de performance et présentent un risque de perte en capital et de liquidité. Les revenus ne sont pas garantis et dépendront de l'évolution du marché immobilier et financier et du cours des devises. **Les performances passées ne préjugent pas des performances futures.**

100 000

C'est le nombre d'épargnants qui font confiance à CORUM ; ils ont placé plus de **6 Mds €** d'épargne depuis 2012.

6%

C'est l'objectif de rendement⁽²⁾ de la SCPI CORUM Origin, atteint ou dépassé depuis 2012.

(1) Source : statistiques de l'Association française des sociétés de placement immobilier (Aspim) et de l'Institut de l'épargne immobilière et foncière (IEIF), novembre 2022. (2) Rendement : taux de distribution, défini comme le dividende brut, avant prélèvements français et étrangers (payés par le fonds pour le compte de l'associé), versé au titre de l'année N (il y compris les acomptes exceptionnels et quote-part de plus-values distribuées, 0,94 % et 0,12 % pour CORUM XL en 2022) divisé par le prix de souscription au 1^{er} janvier de l'année N de la part. (3) Taux de rentabilité interne (TRI) : mesure la rentabilité de l'investissement sur une période donnée. Il tient compte de l'évolution de la valeur de la part, des dividendes distribués sur la période ainsi que des frais de souscription et de gestion supportés par l'investisseur.

Votre interlocuteur
dédié disponible au
01 70 82 20 91

Pour prendre rendez-vous
avec un conseiller



COMMUNIQUÉ

CORUM L'Épargne, SAS au capital social de 1 000 000,00 €, RCS Paris n° 851 245 183, siège social situé 1 rue Euler 75008 Paris, inscrite auprès de l'ORIAS sous le numéro 20002932 (www.oriass.fr) en ses qualités de conseiller en investissements financiers, membre de la CNCFE, chambre agréée par l'AMF, de mandataire en opérations de banque et services de paiement, de mandataire d'intermédiaire d'assurance et d'agent général d'assurance sous le contrôle de l'ACPR, 4, place de Budapest CS 92459 75436 Paris Cedex 9. Les SCPI CORUM Origin, visa SCPI n° 12-17 de l'AMF du 24 juillet 2012 ; CORUM XL, visa SCPI n° 19-10 de l'AMF du 28 mai 2019 ; CORUM Eurion, visa SCPI n° 20-04 de l'AMF du 21 janvier 2020 sont gérées par CORUM Asset Management, société de gestion de portefeuille, SAS au capital social de 600 000 €, RCS Paris n° 531 636 544. Siège social 1 rue Euler 75008 Paris. Agrément AMF GP-10000102 du 14 avril 2011. CORUM Life est un contrat en unités de compte géré par la compagnie d'assurance CORUM Life, SA à directeur et conseil de surveillance au capital social de 20 000 000 € régie par le Code des assurances, RCS Paris n° 852 246 332. Siège social 1 rue Euler 75008 Paris. Société soumise au contrôle de l'ACPR, 4, place de Budapest 75436 Paris Cedex 9.

Les outils pour organiser sa succession

PAGES 18 À 22

Vous ne souhaitez pas vous en remettre aux seules dispositions légales, mais vous désirez au contraire répartir vos biens à votre manière ? Il existe deux solutions très simples à mettre en œuvre pour parvenir à cet objectif : le testament et la donation. Avec un testament, que vous l'ayez rédigé seul ou avec l'aide d'un notaire, vous pouvez préparer votre succession en fonction de vos souhaits personnels, par exemple en favorisant un frère ou une sœur, voire un

ami de longue date, puisque aucun lien familial n'est requis pour l'attribution d'un legs. Avec une donation, le principe est identique (vous donnez à qui vous voulez), mais le bénéficiaire n'a pas à attendre votre décès pour profiter de votre générosité : il est servi tout de suite. Parmi la panoplie d'outils existants, il ne faut pas oublier l'assurance vie et ses extraordinaires atouts fiscaux. Dans tous les cas, certaines précautions sont indispensables : les intérêts des héritiers réservataires (vos enfants, ou votre conjoint si vous n'avez pas d'enfants), qui ont des droits légaux sur votre patrimoine successoral, devront être respectés au centime d'euro près.

860 €

Niveau de rémunération du notaire qui participe à l'acte de donation d'une somme d'argent de 100 000 euros

2/3

C'est la fraction de votre patrimoine qui doit obligatoirement revenir à vos enfants si vous en avez deux

136 €

Montant des frais à payer pour vous faire assister par un notaire lors de la rédaction de votre testament



RÉSERVE Une fraction de son patrimoine va obligatoirement être attribuée aux enfants

Afin d'éviter que la loi se charge de régler votre succession, il suffit de prendre certaines dispositions. Mais vous n'êtes jamais totalement libre de transmettre votre patrimoine à qui vous voulez. Une partie de vos biens, appelée la «réserve», revient forcément à vos proches. Qui sont ces héritiers «réservataires»? Il s'agit d'abord de vos enfants et, en l'absence de descendants (enfants ou petits-enfants), du conjoint. L'autre partie de votre succession s'appelle la «quotité disponible»: vous pouvez en disposer librement, donc la donner ou la léguer aux personnes de votre choix.

RÉSERVE DES ENFANTS C'est la loi qui détermine son montant et vous ne pouvez rien y changer

Calculer le montant de la réserve de vos enfants n'est pas compliqué: avec un enfant, cette réserve est égale à la moitié de la succession. Avec deux enfants, elle est égale aux deux tiers. Avec trois enfants ou plus, elle atteint les trois quarts (à répartir à parts égales). En reprenant ces trois cas, la quotité disponible du parent est donc égale à la moitié, au tiers ou au quart de sa succession. En résumé, plus il y a d'enfants, plus la réserve augmente et plus la quotité disponible du parent diminue. Si l'un des enfants décède avant le parent et si cet enfant avait des enfants, la réserve est calculée comme s'il était

encore vivant, les petits-enfants du défunt se partageant alors sa part (c'est le système de la «représentation»). Si l'un des enfants renonce à la succession (lire page 67) et qu'il n'a pas d'enfants, sa part s'ajoute à celle de ses frères et ses sœurs. Mais s'il a des enfants, ce sont eux qui se partageront son héritage.

RÉSERVE DU CONJOINT Elle est réduite à néant en présence d'enfants ou de petits-enfants

Concernant le conjoint survivant, deux situations distinctes peuvent se présenter: soit le défunt n'a pas de descendants (enfants, petits-enfants...), soit il en a. Dans le premier cas, le conjoint devient un héritier «réservataire», et percevra obligatoirement, à ce titre, un quart de la succession (à condition de ne pas être divorcé, ce qui lui retirerait tous ses droits à hériter). Dans le second cas, il n'a aucun droit automatique, autrement dit pas de réserve: il peut être entièrement exclu de la succession si le défunt a légué son patrimoine à ses héritiers ou à des tierces personnes, ou s'il a déclaré par testament vouloir déshériter son conjoint. Aucun recours en justice n'est possible contre cette décision.

DROIT DE RETOUR DES PARENTS Les biens donnés peuvent parfois être récupérés

La loi de 2006 ayant supprimé la réserve des ascendants, ces derniers

n'héritent automatiquement de leur enfant que s'il n'a laissé aucun descendant ni donné ou légué tous ses biens à d'autres personnes (conjoint, pacsé, concubin...). Pour améliorer le sort des parents, la loi leur permet toutefois, en l'absence de tout descendant, de récupérer les biens de famille (logement, terrain, meubles, bijoux...) qu'ils ont donnés à leur enfant, et cela à hauteur du quart de la succession pour chacun des parents. C'est le droit de retour. Si le retour en nature est impossible, parce que les biens ont été vendus, donnés, ou sont indivisibles, il s'applique en valeur (somme d'argent), dans la limite du montant de l'actif de la succession. Pas question toutefois de cumuler le droit de retour avec une part de la succession, la valeur des biens s'imputant sur la part d'héritage revenant aux parents. A noter: les biens sont récupérés en totale franchise de droits de succession.

DROIT DE RETOUR DES FRÈRES ET SŒURS Il ne vise que 50% des biens de famille

Si leurs parents sont décédés, les frères et les sœurs du défunt peuvent également faire valoir un droit de retour. Il s'exerce sur la moitié seulement des biens de famille qui avaient été donnés ou légués au défunt par les parents. Ce droit de retour, soumis aux droits de succession, ne s'applique qu'en nature (pas d'argent versé si les biens ont disparu). Et il peut être supprimé par un acte de donation entre époux (lire page 26). ♦

On peut exclure son conjoint de la succession au profit de ses enfants

TYPE D'HÉRITIERS EXISTANT AU JOUR DE SON DÉCÈS	PART QUI LEUR EST ATTRIBUÉE OBLIGATOIREMENT (RÉSERVE)	PART POUVANT ÊTRE TRANSMISE À QUI L'ON VEUT (QUOTITÉ DISPONIBLE)
1 enfant*	50% de ses biens	50% de ses biens
2 enfants*	2/3 de ses biens	1/3 de ses biens
3 enfants ou plus*	3/4 de ses biens	1/4 de ses biens
Conjoint (pas d'enfants)	1/4 de ses biens	3/4 de ses biens
Parents ou grands-parents	Aucune	100% de ses biens

* Ou, en cas de décès de l'un de ces héritiers, ses descendants éventuels (qui se partagent alors sa part de réserve).

LA PART DE SUCCESSION QUI REVIENDRA FORCÉMENT À VOS HÉRITIERS ET CELLE QUE VOUS POUVEZ TRANSMETTRE LIBREMENT

Certains membres de la famille peuvent aller contre les volontés du défunt, et ainsi percevoir obligatoirement une part du patrimoine composant sa succession. Il y a les enfants et, le cas échéant, le conjoint survivant. Les parents, eux, ne disposent que d'un simple droit de retour des biens transmis par donation ou succession à leur enfant (lire ci-dessus). Quant aux frères et sœurs, où à défaut leurs enfants, ils n'ont aucun droit réservataire, pas plus que les oncles, les tantes et les cousins.



Bexley

BEXLEY.FR

Mon père disait toujours :

“QUAND TU TROUVES
CHAUSSURE
À TON PIED,
PRENDS LA PAIRE.”

Et il n'avait pas forcément tort...

Sneakers cuir

99€

La 2ème paire au choix

79€

BEXLEY,
BON CHIC
BON SENS

31 boutiques en France, Belgique et Luxembourg

TESTAMENT A rédiger impérativement si l'on veut garantir la paix au sein de sa famille

Le meilleur moyen d'assurer l'avenir de ses proches, en évitant tout conflit, est de faire son testament : on y indique qui recevra quoi, du logement à la voiture, en passant par les comptes bancaires (lire les limites légales page 18). Par sécurité, mieux vaut passer par un notaire : pour 136 euros, il validera le testament et le gardera en son étude.

CATÉGORIES **Olographe, mystique ou authentique, vous avez trois formules à disposition**

Le testament olographe, le plus simple à faire, doit être écrit de votre main (le site Testamento.fr peut vous livrer un modèle, adapté à votre cas, pour 40 euros). Le testament authentique, lui,

exige l'intervention de deux notaires (un seul s'il est assisté de deux témoins). Vous dictez votre testament au notaire, qui le vérifie et vous le fait signer. Quant au testament mystique, il doit être remis sous enveloppe cachetée. Dans tous les cas, faites enregistrer le testament par un notaire au fichier central des dispositions de dernières volontés. Moyennant 18 euros, vos héritiers pourront ainsi connaître son existence, par simple demande à une étude notariale ou par Internet (Adsn.notaires.fr).

CONDITIONS REQUISES **Etre âgé de plus de 16 ans et avoir toutes ses facultés mentales**

Pas question de rédiger son testament avant 16 ans, c'est interdit. Et de 16 à

18 ans, on peut seulement léguer 50% de ses biens. Les adultes «protégés» sont aussi soumis à un régime spécial : un majeur placé sous tutelle ne peut faire son testament qu'avec l'accord du juge des tutelles (ou du conseil de famille).

ANNULATION **Modifier votre testament ou en rédiger un autre est possible à tout moment**

Les testaments sont aisément révoquables. Vous pouvez en changer les dispositions à tout moment. Le plus simple est alors d'écrire un nouveau testament en indiquant en haut de la première page que vous révoquez ainsi tout testament antérieur. Un testament peut aussi être annulé. C'est le cas si le bénéficiaire du legs décède avant le testateur, ou si ce dernier avait rédigé l'acte sous l'emprise évidente d'un trouble mental. Sans parler de ceux qui sont toujours exclus d'un testament : les médecins ou prêtres qui ont assisté le défunt, le tuteur du mineur, et toute personne susceptible d'avoir influencé le mourant.

EXPATRIÉS **Depuis 2015, vous êtes soumis à la législation de votre dernier pays de résidence**

Vous êtes installé à l'étranger ou prévoyez de le faire ? Depuis août 2015, une directive européenne a bouleversé les règles du jeu : tout votre patrimoine, incluant les biens immobiliers détenus en France, sera par défaut soumis à la loi successorale du pays de résidence à l'heure du décès (jusqu'ici, seuls les comptes bancaires y étaient soumis). Or attention, certains pays, tels que les Etats-Unis, l'Italie ou l'Espagne, n'ont pas les mêmes atouts que le nôtre concernant la protection des enfants ou du conjoint. Parfait si vous voulez avantager ou punir un de vos héritiers (aux Etats-Unis, enfants et conjoint peuvent être exclus de la succession), mais si vous souhaitez continuer à faire profiter vos proches de notre régime protecteur, il vous faudra impérativement rédiger un testament et y indiquer que vous placez votre succession «sous la loi française». ♦

Ceci est mon testament.

Je soussigné Marc Giraud, né le 6 mars 1947 à Caen, déclare révoquer par ce testament tout testament antérieur.

Je lègue à ma sœur Gisèle, née le 10 avril 1953 à Montauban, l'appartement de 24 mètres carrés situé 18, rue Saint-Paul, à Strasbourg, ainsi que tous les meubles qui garnissent cet appartement.

Je lègue à mon cousin Jacques, né le 8 décembre 1950 à Boulogne, le terrain constructible de 760 mètres carrés situé 11, rue de la Mer, à Brest.

Si ma sœur Gisèle ou mon cousin Jacques décèdent avant moi, ces legs reviendront à leurs enfants existant au jour de mon décès, qui se les partageront à parts égales.

Fait et écrit en entier à la main, à Lyon, le 16 mars 2022.

Signature

CINQ BONS CONSEILS POUR ÉVITER TOUTE CONTESTATION

- 1 La mention «révoque toutes dispositions antérieures» est à bannir : elle annulerait aussi une donation au dernier vivant faite au profit du conjoint.
- 2 Préférez la formule «Je lègue» au lieu de «Je souhaiterais léguer», qui pourrait faire douter de votre réelle volonté.
- 3 Veillez à désigner très précisément les personnes concernées et les biens légués afin d'éviter toute erreur d'interprétation.
- 4 L'acte doit être écrit à la main : tapé sur un ordinateur ou une machine à écrire, même partiellement, il sera invalidé.
- 5 N'oubliez pas de signer tous les feuillets que vous utilisez, et numérotez-les clairement (1/2 et 2/2, par exemple) afin de certifier le nombre de pages total.

DONATION Un coup de pouce accordé aux héritiers, doté de gros avantages fiscaux

Transmettre une partie de vos biens de votre vivant, en recourant donc à une donation, évite à vos héritiers d'attendre votre décès pour être gratifiés. Cette solution, exception faite des dons «manuels», doit faire l'objet d'un acte notarié (pour 50 000 euros transmis, comptez 1% de frais). Pour les bénéficiaires, c'est une excellente affaire fiscale, puisqu'ils pourront recevoir, tous les quinze ans, un joli pécule en franchise d'impôts.

DONATION PARTIELLE Garder l'usufruit d'un logement donné permet de continuer à y vivre

Pour ne pas vous retrouver totalement privé d'un bien, donnez-en seulement la nue-propriété et gardez-en l'usufruit (le droit d'usage). On parle alors d'une donation «démembrée». S'il s'agit d'un logement, vous pourrez continuer d'y vivre jusqu'à la fin de vos jours ou en percevoir les loyers. Certes, le nu-propriétaire ne pourra ni habiter son bien, ni le vendre, il devra payer les gros travaux (sauf à stipuler dans l'acte notarié qu'ils seront à votre charge), et il n'en deviendra vraiment propriétaire qu'à votre décès. Mais il bénéficiera d'un énorme avantage à ce moment-là : aucuns droits de succession à payer sur le bien recueilli.

CONDITIONS Il est possible d'interdire au bénéficiaire de vendre le bien qui lui est donné

Utilisez votre droit de retour «conventionnel» si vous ne voulez pas que le bien donné soit ensuite transmis à n'importe qui. Il suffit pour cela de préciser dans l'acte notarié que, si le donataire décède avant vous, le bien n'ira pas à ses héritiers, mais retournera dans votre patrimoine. Vous pouvez adoucir cette disposition en acceptant que le droit de retour ne soit appliqué que si le donataire et ses propres enfants (s'il en a) décèdent avant vous. La clause «d'inaliénabilité» est plus restrictive : vous interdisez au donataire de vendre

100 000 EUROS D'ABATTEMENT FISCAL POUR L'ENFANT QUI REÇOIT UNE DONATION DE SON PARENT

BÉNÉFICIAIRE	ABATTEMENT
Enfant	100 000 euros*
Parent	100 000 euros
Petit-enfant	31 865 euros*
Conjoint	80 724 euros
Partenaire de Pacs	80 724 euros
Frère ou sœur	15 932 euros
Neveu ou nièce	7 967 euros
Arrière-petit-enfant	5 310 euros*

* Plus un abattement de 31 865 euros en cas de don d'argent (renouvelable tous les quinze ans), à condition que le donateur ait moins de 80 ans et que le bénéficiaire soit majeur.

ou de donner le bien (à quiconque ou à des personnes désignées). Vous pouvez toutefois vous contenter d'indiquer que la transmission du bien ne pourra s'effectuer sans votre accord. Attention, une clause d'inaliénabilité doit être temporaire (vingt ans, au plus) et légitime, donc dictée par un intérêt matériel, moral ou sentimental. Elle peut aussi être supprimée, par une modification de l'acte de donation, si elle n'est plus justifiée.

REVOCATION Trois situations précises permettent de faire annuler la donation consentie

Impossible, en théorie, d'annuler une donation. Il existe toutefois trois exceptions à ce principe. D'abord, l'arrivée d'un enfant dans votre foyer. La raison est que vous n'auriez sans doute jamais fait cette donation si vous étiez déjà parent. Cette révocation ne joue néanmoins que si vous l'avez prévue dans l'acte. Deuxième exception, l'ingratitude du donataire, qui suppose qu'il a tenté à votre vie, vous refuse l'aide alimentaire ou soit coupable d'injures graves envers vous. Cette révocation n'est pas automatique non plus, c'est au

les proches du donateur ne bénéficient pas tous du même abattement (montant de donation totalement exonéré de droits), mais chacun d'eux peut néanmoins profiter de cet abattement tous les quinze ans. D'où l'intérêt de donner le plus tôt possible afin de minimiser leur imposition finale. A signaler : lorsque le donateur n'a pas de descendance (enfants, petits-enfants...), il peut donner à chacun de ses neveux ou nièces une somme d'argent (en espèces, par chèque ou virement) de 31 865 euros, tous les quinze ans, sans qu'ils aient à reverser au fisc un centime de droits de donation.

tribunal de la décider. Troisième exception, l'inexécution des charges (l'entretien d'un logement, par exemple) imposées au donataire en contrepartie de la donation. Là encore, c'est un tribunal qui apprécie la situation au cas par cas.

DON MANUEL Mieux vaut le déclarer aux impôts afin d'éviter les litiges entre vos cohéritiers

Par définition, un don manuel est la remise de la main à la main d'un objet ou d'argent (espèces, chèque ou virement). Il n'exige pas d'acte notarié. En cas de litiges entre héritiers, il peut néanmoins être difficile pour le donataire de prouver que le bien détenu n'est pas un prêt qu'il doit rembourser à la succession. Autre souci possible : un don manuel n'est pas taxable tant qu'il n'est pas déclaré au fisc. Grande est alors la tentation de le passer sous silence. Mais gare au retour de bâton en cas de révélation (suite à un contrôle ou une dénonciation). Car pour calculer les droits, on retiendra la valeur du don au jour de sa révélation, laquelle peut avoir beaucoup augmenté ! Mieux vaut donc toujours déclarer le don (via le site Impots.gouv.fr), d'autant que les cas d'exonération sont légion (lire le tableau ci-dessus). ♦

ASSURANCE VIE La clause bénéficiaire doit être rédigée avec la plus grande attention

Considérée avant tout comme un extraordinaire produit d'épargne à long terme (pas d'impôts après huit ans), l'assurance vie possède aussi de gros atouts successoraux. Le capital restant sera transmis aux personnes de son choix (héritiers ou non), qui recevront jusqu'à 152 500 euros, sans droits à payer. Mieux, les héritiers qui s'estiment floués n'auront aucun recours, sauf si le contrat a été «exagérément» alimenté (lire page 31). Pensez d'abord à vous, en prenant un contrat performant. Il en existe autant chez les assureurs traditionnels (Allianz, Axa, Macif, Carac, La France mutualiste...) que chez ceux opérant sur Internet (Placement-direct.fr, Linxea, Boursorama Vie, Corum Life...). Veuillez toutefois à rédiger avec soin la «clause bénéficiaire», afin qu'à votre décès l'argent parvienne bien aux personnes voulues.

DÉSIGNATION Selon votre situation de famille, la clause standard devra être aménagée

Tous les contrats ont une clause standard, qui désigne «votre conjoint, à

défaut vos enfants, à défaut vos héritiers» comme bénéficiaires. Mais cette clause doit souvent être adaptée. Si vous n'êtes pas marié, il faut désigner votre partenaire de Pacs ou votre concubin à la place du «conjoint».

Sinon, ce sont vos enfants qui recevront le capital et, à défaut, vos parents, frères et sœurs. Si vous voulez gratifier d'autres personnes, nommez-les avec précision (nom, prénoms, date de naissance) afin d'écarter tout risque de confusion, ce qui pourrait conduire un juge à invalider la clause. Enfin, ne désignez jamais une seule personne : ajoutez au moins un bénéficiaire de second rang, ou laissez la mention «à défaut, mes héritiers». Cela évitera, en cas de décès du premier bénéficiaire, que le capital soit réintégré dans la succession, donc imposable.

CONTRATS Il vaut souvent mieux en souscrire autant qu'il existe de bénéficiaires à gratifier

Si vous voulez que plusieurs personnes se partagent l'épargne accumulée sur le

contrat, il suffit de désigner plusieurs bénéficiaires de même rang, par exemple «votre conjoint et vos enfants». Sans autre indication de votre part, l'assureur répartira l'argent à égalité entre

tous. Mais on peut prévoir un partage inégal, du style : «70% du capital ira à mon conjoint et 30% à mes enfants.» A signaler : dans ce cas, afin de ne pas créer de sentiment de jalousie entre ses différents héritiers, il est parfois préférable de rester discret et de souscrire autant de contrats qu'il existe de bénéficiaires.

PROTECTION DE LA FAMILLE Une rédaction imprécise peut avoir de graves conséquences

Pour les enfants désignés comme bénéficiaires, il peut être utile de préciser qu'il s'agit de ceux «nés ou à naître, vivants ou représentés». De la sorte, tous les enfants existant au jour de votre décès seront concernés (et pas seulement ceux existant au jour de la rédaction de la clause). Et si l'un d'eux est déjà décédé, ce sont ses propres enfants, s'il en a, qui, par «représentation» de ses parents, percevront sa part du contrat. S'agissant du conjoint, mieux vaut ne pas le désigner par son état civil (nom, prénoms...), mais plutôt par sa qualité de «conjoint», comme dans la clause standard. A défaut, en cas de divorce, c'est votre ex, nommément désigné sur le contrat, qui touchera votre argent !

INTERDICTIONS Impossible de faire figurer sur la clause votre médecin ou votre infirmière

Afin d'éviter les abus de confiance, certaines personnes, de par leur profession, ne peuvent pas être désignées bénéficiaires d'un contrat d'assurance vie (une clause rédigée en leur faveur serait frappée de nullité). Il en va ainsi des médecins, des infirmières, des auxiliaires médicaux et autres personnes qui s'occupent d'un patient en fin de vie, du personnel des maisons de retraite ou encore des membres des institutions religieuses. ♦

PLAN D'ÉPARGNE RETRAITE : MOINS AVANTAGEUX QUE L'ASSURANCE VIE POUR SES HÉRITIERS

ÂGE DU SOUSCRIPTEUR DU PER À SON DÉCÈS	RÉGIME D'IMPOSITION APPLICABLE SUR LES SOMMES D'ARGENT RECVUES PAR LES BÉNÉFICIAIRES DU PER
Moins de 70 ans	Abattement de 152 500 euros, puis 20% de taxation jusqu'à 700 000 euros de capitaux perçus (31,25% au-delà)
Plus de 70 ans	Abattement de 30 500 euros sur les capitaux reçus, qui sont ensuite soumis aux droits de succession classiques

Au niveau successoral, le plan d'épargne retraite (PER), lancé fin 2019, n'est pas sans atouts. Si le souscripteur décède avant 70 ans, le capital suit les règles de l'assurance vie : aucuns droits à payer au fisc jusqu'à 152 500 euros reçus par bénéficiaire.

En revanche, si le décès a lieu après 70 ans, l'abattement est plafonné à 30 500 euros, et le solde soumis aux droits de succession. C'est moins bien que l'assurance vie, dont les conditions d'exonération sont exclusivement liées à l'âge du souscripteur à l'heure des versements : on

peut disparaître à 95 ans et ne rien faire payer à ses héritiers jusqu'à 152 500 euros au titre des versements faits avant 70 ans. Reste un avantage pour le PER : les versements sont déductibles des revenus. Moralité : il s'avère souvent judicieux de souscrire les deux produits.

Pas la peine d'épargner pour pouvoir épargner.

Chez Boursorama Banque, notre assurance vie est accessible à partir de 300 € seulement, et sans frais de versement.⁽¹⁾



La banque qu'on a envie de recommander.

CE CONTRAT PRÉSENTE UN RISQUE DE PERTE EN CAPITAL

Document non contractuel à caractère publicitaire.

(1) Le contrat comporte des frais annuels de gestion précisés dans la Notice d'Information valant Conditions Générales du contrat Boursorama Vie. Le contrat d'assurance vie Boursorama Vie est un contrat d'assurance vie de groupe, libellé en euros et/ou en unités de compte et/ou en engagements Croissance donnant lieu à la constitution d'une provision de diversification (fonds croissance), assuré par Generali Vie, entreprise régie par le Code des assurances. Le document d'information clé du contrat contient les informations essentielles du contrat. Obtenez ce document auprès de Boursorama ou sur le site www.generali.fr. Boursorama est immatriculée auprès de l'Organisme pour le Registre des Intermédiaires en Assurance sous le n° 07 022 916 en tant que courtier en assurance. **BUZZMAN** BOURSORAMA – Société Anonyme au capital de 51 171 597,60 € – RCS Nanterre 351 058 151 – TVA 69 351 058 151 – 44, rue Traversière 92100 Boulogne-Billancourt.

Comment protéger son conjoint

PAGES 26 À 31

De nos jours, le conjoint survivant bénéficie d'un traitement à peu près convenable, même en présence d'enfants ou des parents du défunt. Malgré tout, il s'avère souvent nécessaire d'améliorer son sort afin de le mettre définitivement à l'abri du besoin. Pour cela, il y a d'abord la donation au dernier vivant, simple formalité à effectuer devant notaire (et peu coûteuse), qui permet aux époux de se consentir une donation réciproque d'une partie de leurs biens, sans avoir à se préoccuper

de l'ordre des disparitions : au premier décès, l'autre sera automatiquement gratifié. Une autre solution envisageable, même si elle est plus onéreuse (1 000 euros de frais de notaire au minimum), consiste à faire aménager son régime matrimonial. Le but est de remplacer un contrat de mariage passe-partout (ou l'absence de contrat) par du sur-mesure plus protecteur. Opter pour la communauté universelle avec clause d'attribution intégrale permet à chaque époux de s'adjuger la totalité du patrimoine du ménage, y compris les biens propres du défunt. Il reste, enfin, l'assurance vie, idéale pour transmettre une somme d'argent au survivant.

33%

Transmettre plus d'un tiers de son patrimoine à son conjoint à travers un contrat d'assurance vie peut être contesté

50%

Part d'héritage que peut recevoir le conjoint via une donation au dernier vivant, en présence d'un seul enfant

1 000 €

Montant minimal de frais de notaire à régler pour modifier son contrat de mariage et mieux protéger son conjoint



DONATION AU DERNIER VIVANT

La solution à privilégier pour doper la part d'héritage du conjoint en présence d'enfants

Peu coûteuse (moins de 140 euros de frais de notaire), la donation entre époux, ou donation au dernier vivant, permet au conjoint d'augmenter sa part d'héritage, sans aucuns droits à payer puisque les époux en sont exonérés. Elle est particulièrement conseillée en présence d'enfants, qui sont toujours avantagés si aucune mesure n'a été prise. Notez que cette donation ne prend effet qu'au décès de celui qui l'a consentie, ou de celui qui disparaît le premier si la donation est réciproque, cas le plus fréquent.

OPTIONS Le législateur laisse le conjoint choisir l'avantage qui convient le mieux à ses besoins

Trois options sont proposées au survivant : recueillir soit 100% de l'usufruit de la succession, soit un quart de la

succession en toute propriété plus les trois quarts de l'usufruit, soit la quotité disponible, qui varie de 25 à 50% selon le nombre d'enfants (lire le tableau). L'option «tout usufruit» est conseillée aux époux âgés, car elle permet au survivant, même s'il bénéficie déjà d'un droit d'occupation du logement, d'en avoir le plein usage, par exemple le louer afin d'en tirer des revenus. L'option «quotité disponible» est à éviter si le nombre d'enfants est élevé (car cette quotité s'en trouve alors réduite).

CANTONNEMENT Pour céder une partie des biens recueillis aux autres héritiers du défunt

En prenant cette disposition, le bénéficiaire de la donation limitera ses droits à une partie seulement de ce qu'il est autorisé à recevoir. Il peut agir ainsi s'il

pense n'avoir pas besoin pour vivre de tous les biens qui lui sont transmis. Une autre motivation est de vouloir favoriser les héritiers du défunt : les biens dont on ne veut pas réintégrer dans ce cas la succession du conjoint décédé, et sont répartis entre les autres héritiers.

FRÈRES, SŒURS, PARENTS Leur part sera réduite, voire supprimée, au profit du conjoint

Il est bon de le savoir : la donation entre époux permet de supprimer le droit de retour sur les biens de famille des frères ou des sœurs du défunt (lire page 18), qui sont alors définitivement exclus de la succession. Elle permet aussi de déshériter totalement ses parents au profit de son conjoint. Elle ne peut toutefois pas leur retirer leur droit de retour sur les biens donnés à leur enfant décédé (à moins d'avoir consenti eux-mêmes à y renoncer dans l'acte de donation).

FRACTION DE SA SUCCESSION POUVANT ÊTRE TRANSMISE À SON CONJOINT GRÂCE À UNE DONATION ENTRE ÉPOUX

HÉRITIERS DU DÉFUNT EXISTANT À SON DÉCÈS	CE QUE PEUT RECEVOIR LE CONJOINT SURVIVANT SELON LA COMPOSITION DE LA FAMILLE
1 enfant	Au choix : 100% des biens du défunt en usufruit, ou 1/4 en pleine propriété et 3/4 en usufruit, ou 50% en pleine propriété
2 enfants	Au choix : 100% des biens du défunt en usufruit, ou 1/4 en pleine propriété et 3/4 en usufruit, ou 1/3 en pleine propriété
3 enfants ou plus	Au choix : 100% des biens du défunt en usufruit, ou 1/4 en pleine propriété et 3/4 en usufruit, ou 1/4 en pleine propriété
Père, mère, frères ou sœurs, neveux ou nièces	100% des biens du défunt*
Autre membre de la famille	100% des biens du défunt

* Sauf les biens que le défunt a reçus de ses parents par donation ou succession et qui leur reviennent (droit de retour).

Se consentir réciproquement une donation entre époux n'a que des avantages en présence d'enfants : cette donation spéciale augmente la part d'héritage du conjoint survivant,

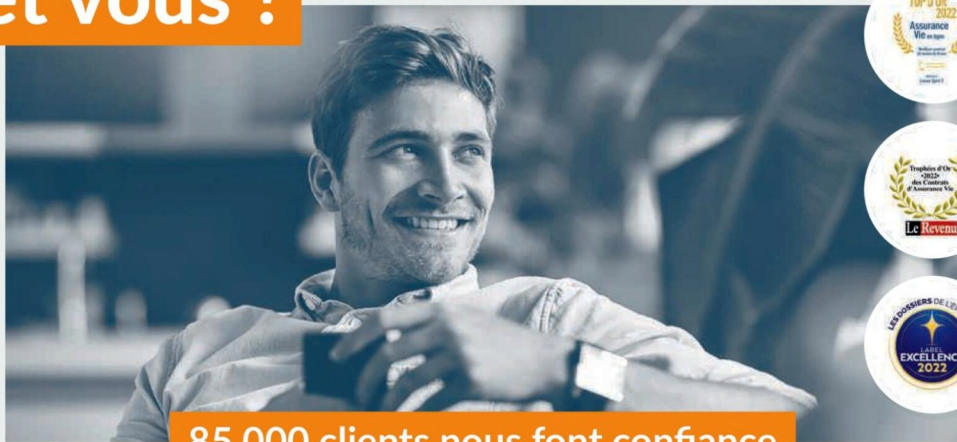
lui laisse le choix entre trois options, et l'autorise, s'il le souhaite, à ne conserver qu'une partie des biens transmis (le reste étant alors attribué aux héritiers du défunt, et en premier lieu à ses enfants),

ce que la loi interdit habituellement. Notez qu'il est possible de conférer exactement les mêmes droits à son conjoint en rédigeant un testament, même si cette pratique est beaucoup moins courante.

ANNULATION Possible à tout moment, à la demande de l'un ou de l'autre des deux conjoints

Une donation entre époux peut être annulée à tout moment par l'un ou l'autre des conjoints (y compris lorsqu'il s'agit d'une donation réciproque, consentie pour avantager celui qui survivra à l'autre). Nul besoin de fournir un justificatif à qui que ce soit ni d'avertir l'autre de sa décision. L'annulation de l'acte s'opère le plus souvent via un acte notarié (tenu par le secret professionnel, le notaire ne préviendra pas l'autre conjoint de la perte de ses avantages), mais elle peut aussi se faire par testament. Il suffira d'indiquer en première page «Ceci est mon testament, qui révoque toutes les dispositions antérieures» pour que tout soit réglé : quoi qu'il arrive, la donation entre époux ne s'appliquera plus. Signalons enfin qu'en cas de divorce une donation entre époux est automatiquement annulée. ♦

Je choisis Linxea pour mon épargne, et vous ?



85 000 clients nous font confiance

Plus de conseil et moins de frais pour votre épargne

0%
de frais d'entrée,
de versement et
d'arbitrage**

Expertise
assurance vie,
retraite et
immobilier

Un conseil
financier
disponible 5j/7

Souscription
et gestion
100% en ligne

 **LINXEA** | Leader indépendant de l'épargne en ligne


Filiale à 100% de
CREDIT AGRICOLE ASSURANCES

 **SURAVENIR**
UNE FILIALE DU CREDIT MUTUEL ARKEA

 **GENERALI**

 **APICIL**

LINXEA Siège social : 58 avenue Hoche 75008 PARIS SAS au capital de 106 200 € RCS PARIS 478 958 762. Linxea est immatriculée à FORIAS (N°07031073) en tant que COA et CIF Membre de la CNCGP, association professionnelle agréée par l'Autorité des Marchés Financiers (AMF). Linxea est placée sous le contrôle de l'ACPR.

*Ces distinctions ont été attribuées en 2022 par les journalistes de la publication en fonction de leurs propres critères d'analyse. La durée des récompenses est d'un an à compter de sa date d'attribution.

**Hors SCPI, SCI, trackers et actions. D'autre frais peuvent s'appliquer.

Document publicitaire dépourvu de valeur contractuelle.

LINXEA.com

CONTRAT DE MARIAGE L'aménager permet de tenir les autres héritiers à l'écart

Favoriser son conjoint grâce à des clauses spécifiques ajoutées dans le contrat de mariage, c'est possible ! L'objectif étant que le survivant recueille plus de 50% des biens de la communauté conjugale, part qui lui revient de droit. Ces avantages matrimoniaux ne sont pas gratuits (comptez au moins 1 000 euros de frais de notaire), mais ils ont le mérite de ne pas être imposés et de ne pas pouvoir être contestés par les enfants du couple. Attention quand même : si le défunt a eu des enfants d'une précédente union, ceux-ci pourront toujours mener en justice une action « en retranchement » afin de faire respecter leurs droits légaux sur la succession (lire l'encadré ci-contre).

PARTAGE INÉGAL Pour que le survivant recueille plus que la moitié des biens communs

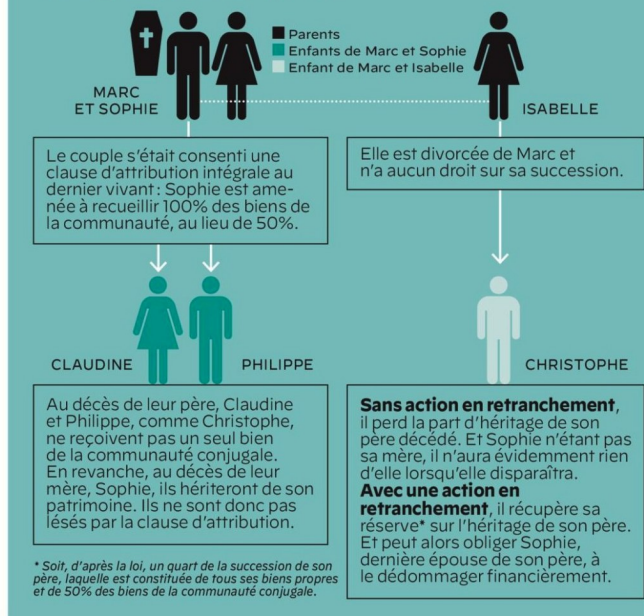
Avec cette disposition, les époux pourront déroger au partage des biens à 50% prévu par la loi et, par exemple, attribuer au survivant 60, 70 ou 80% de la communauté conjugale. Celle-ci peut même être attribuée à 100%, auquel cas il s'agit d'une clause d'attribution « intégrale ». Les biens communs (logement, mobilier...) peuvent être transmis seulement en usufruit, situation où les enfants, alors nus-propriétaires, en deviendront entièrement propriétaires à son décès. A signaler : la clause de partage inégal est annulée en cas de divorce.

PRÉCIPUT Pour qu'un bien précis de votre succession puisse être transmis à l'autre

Cette clause permet au conjoint survivant de recueillir, en plus de sa part légale d'héritage, certains biens de la succession appartenant en propre au défunt, par exemple une habitation, des meubles, des bijoux... Les contrats d'assurance vie sont aussi concernés. La clause de préciput s'applique en franchise totale de droits de succession et sans aucune contrepartie pour les cohéritiers (contrairement à la clause de « prélèvement »),

ENFANTS ISSUS D'UNE PRÉCÉDENTE UNION : ATTENTION AUX RISQUES D'UNE ACTION EN RETRANCHEMENT !

Le cas : Marc vient de décéder. Il a eu un enfant (Christophe) avec Isabelle, dont il est divorcé, et deux enfants (Claudine et Philippe) avec Sophie, sa dernière épouse.



similaire dans son principe, mais qui impose de leur verser une indemnité). Le préciput peut être octroyé en pleine propriété ou en usufruit. Le reste des biens communs est partagé à 50%, sauf si une clause de partage inégal est prévue. Là encore, la disposition ne joue plus en cas de divorce du couple.

COMMUNAUTÉ UNIVERSELLE Pour attribuer au conjoint l'intégralité des biens existants

Grâce à ce régime conjugal, les époux peuvent mettre en commun l'ensemble de leurs biens personnels, qu'ils aient

été acquis avant ou pendant le mariage. Adopter ce régime est donc une excellente protection pour le conjoint ayant peu de patrimoine : au décès de l'autre, il recevra 50% des biens du ménage, voire 100% si une clause d'attribution intégrale a été prévue (les enfants doivent alors attendre le décès du second parent pour hériter). Mais attention, car les dettes de chacun sont également mises en commun. Voilà pourquoi ce régime est vivement déconseillé quand l'un des époux a une activité commerciale : en cas de faillite de son affaire, tout l'argent du couple pourrait partir en fumée... ♦

ACTIVESEED

L'assurance-vie nouvelle génération

*Les Fintechs bouleversent le marché de l'assurance-vie avec des solutions numériques transparentes, performantes et sans frais cachés.
Rencontre avec l'équipe ActiveSeed.*



Les solutions Fintech ou le renouveau d'une épargne de qualité à moindre frais ?

L'émergence de solutions indépendantes et digitales révolutionne un marché dominé par les institutionnels. Les acteurs digitaux du CIF proposent des solutions d'épargne adaptées à tous les profils, pour une stratégie d'investissement dynamique, diversifiée et mondialisée. L'indépendance du conseil apporte efficacité, sincérité dans les arbitrages et performance. De plus, la gestion privée traditionnelle est grignotée par une série de coûts en cascade. La gestion pilotée d'ActiveSeed supprime frais d'entrée, frais de sortie, rétrocessions, comprime les frais de gestion dans une structure minimaliste et transparente : 1,5 % de frais maximum dont seulement 0,3 % pour les frais des supports, soit jusqu'à 20 fois moins qu'un fonds traditionnel.

	ActiveSeed	Banques en ligne (moyenne)	Offres classiques (moyenne)
Coût client annuel	1.50% max	2.51%	2.85%

Élue meilleure assurance vie 2022

en gestion pilotée !



Quels profils d'épargnants attirent ces solutions ?

Tous les publics se retrouvent dans ces offres et plus particulièrement les millenials primo épargnants séduits par un modèle digital, modulable et éthique, assuré par Generali, garantissant pour le client une certaine sécurité. Les jeunes retraités y trouveront un levier de dynamisation de leur patrimoine. Les retraits partiels sont disponibles en 72h pour l'offre assurance-vie. 5 profils de risque sont déclinés sur 3 villages d'investissement thématiques reliés à l'économie réelle. Les épargnants suivent en temps réel l'allocation de leur épargne et son rendement suivant une stratégie long terme adossée aux dernières technologies financières.

"VICTOIRE DE LA MEILLEURE ASSURANCE-VIE 2022 EN GESTION PILOTÉE"

Le prix Le Figaro-Le Particulier distingue ActiveSeed parmi les meilleures assurances-vie du marché. Les performances cumulées nettes du village ISR sur 7 ans (+116,25% en gestion audacieuse et +82,22% en gestion dynamique) ont hissé ActiveSeed en tête du podium.

L'économie à impact, eldorado des investisseurs ?

ActiveSeed a construit trois villages d'investissement attentifs aux critères ESG, aux innovations et à la transition de l'économie. L'orientation indépendante de l'épargne sur des actifs ISR est une demande des épargnants, mais est aussi très pragmatique. Les actifs ISR et les valeurs bénéficiant de bonnes notations extra-financières ESG sur-performent à long terme le marché et sont les plus résilients aux crises. En sélectionnant les acteurs de l'économie de demain, ActiveSeed fait, aussi, le choix de la performance.

LES TROIS VILLAGES D'INVESTISSEMENT ACTIVESEED :

Village Pure ActiveSeed : une combinaison d'ETFs mondialement diversifiée

Village ISR : des supports qui favorisent les entreprises socialement responsables

Village Santé-biotechnologies : des supports qui soutiennent les acteurs de la Santé et des Biotechs

100% Digital
100% Personnalisé
0 Frais cachés
+100 % de clients en 2022



www.activeseed.fr

ASSURANCE VIE L'épargne transmise s'ajoute aux biens déjà reçus par le conjoint

Entrée époux, la souscription d'une assurance vie n'a guère d'intérêt fiscalement, puisque le conjoint est exonéré de droits de succession. Mais elle présente un avantage pour lui transmettre un capital. En effet, les sommes revenant au bénéficiaire du contrat ne faisant pas partie de la succession de l'assuré décédé (même si l'argent utilisé pour alimenter le contrat appartenait aux deux époux), il n'est pas question de soumettre le capital reçu à un quelconque partage avec d'autres héritiers. Autrement dit, l'assurance vie permet de transformer un bien commun en un bien propre (le

conjoint recueillera l'épargne en plus de sa part légale d'héritage), solution bien plus économique qu'un changement de régime matrimonial (lire page 28). Tout n'est cependant pas permis : les sommes versées sur le contrat ne doivent pas être excessives par rapport aux revenus du souscripteur, sinon les enfants du couple pourraient s'opposer à la manœuvre.

NOMBRE DE CONTRATS Il faut en ouvrir plusieurs pour garder la faculté de gratifier vos enfants

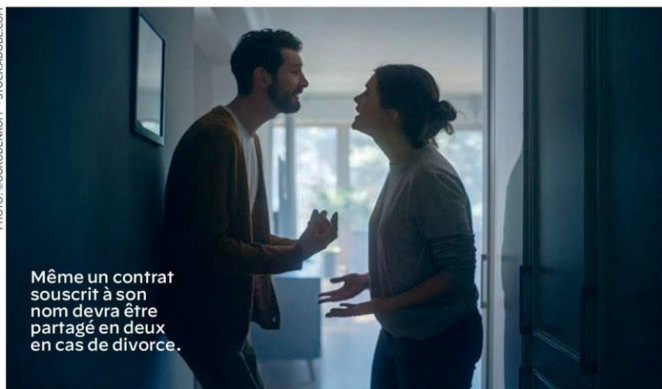
A condition de disposer de sommes relativement importantes à placer, souscrire plusieurs assurances vie permet de

diversifier sa mise sur des contrats distincts et, donc, de diluer le risque. En plus de contrats de banques (BNP Paribas, Caisse d'épargne, HSBC, La Banque postale, Société générale...) ou d'assureurs (Axa, GMF, Maaf, MIF, SMAvie...), on peut ouvrir un contrat géré par une association d'épargnants indépendante (Afer, Agipi, Asac-Fapes, Gaipare...) ou pilotable à 100% sur Internet (Assurancevie.com, Bourse Direct, Boursorama, Fortuneo, Linxea, Placement-direct.fr, Yomoni...). Détenir trois ou quatre contrats, voire plus (la loi n'impose aucune limite), c'est aussi faciliter la tâche du conjoint survivant si celui-ci désire favoriser ses enfants. Explication : pour chaque contrat souscrit, le conjoint est désigné comme bénéficiaire de premier rang et les enfants comme bénéficiaires de second rang (lire page 22). Au décès du souscripteur, le conjoint a alors toute latitude pour accepter le bénéfice de tel contrat mais pas de tel autre, sachant qu'en cas de renoncement le capital investi revient automatiquement aux bénéficiaires de second rang, donc ici les enfants.

DÉCÈS DU BÉNÉFICIAIRE Le souscripteur est réputé être le seul détenteur du contrat

Lorsque le souscripteur d'un contrat décède, on sait que le conjoint bénéficiaire recueille l'épargne hors règlement successoral (rien à partager avec les héritiers, sauf en cas d'abus de droit) et sans aucun impôt à payer. Mais qu'arrive-t-il si c'est le conjoint bénéficiaire qui décède avant le souscripteur ? Jusqu'à fin 2015, le contrat, considéré comme un bien commun du couple, était réintégré à hauteur de 50% de sa valeur dans la succession. Le conjoint survivant était ainsi privé d'une bonne partie de l'argent du ménage, puisque la moitié du contrat était reversée aux héritiers. Le législateur est venu mettre un terme à cette anomalie : depuis janvier 2016, dans une telle situation, le contrat n'est plus clôturé ni réintégré

PHOTO : © GORDONWOLF - STOCKADOBEE.COM



Même un contrat souscrit à son nom devra être partagé en deux en cas de divorce.

DIVORCE : TOUT CONTRAT DOIT ÊTRE PARTAGÉ À PARTS ÉGALES

Un divorce entraîne toujours la liquidation de la communauté conjugale, donc le partage en deux parts égales des biens réputés communs. Mais que se passe-t-il avec un contrat d'assurance vie souscrit par l'un des époux et alimenté avec les revenus du ménage ? Selon la loi,

cet époux doit reverser au conjoint la moitié de la valeur du contrat, même si cette épargne a été constituée en puisant sur les seuls revenus tirés de son travail. En outre, si le contrat doit être en partie vidé et qu'il a moins de huit ans d'âge, des impôts seront dus sur les gains réalisés (en plus des 17,2% de prélèvements

sociaux). Seul cas de figure où l'époux souscripteur ne devra rien à l'autre : si le contrat a été alimenté avec ses fonds propres (argent n'appartenant pas à la communauté conjugale). Soit, selon l'article 1434 du Code civil, si cet argent provient d'une donation, d'une succession, ou a été gagné avant le mariage.

pour partie dans la succession du défunt, mais perdue au nom exclusif du conjoint survivant, comme dans le cas d'une «coadhésion» (lire ci-dessous).

COADHÉSION Une formule intéressante pour le survivant, mais qui défavorise les enfants

Quand on souscrit un contrat en coadhésion, au premier décès, le capital n'est pas versé à l'époux survivant, mais continue de fructifier sur le contrat à son profit. Il est alors libre d'effectuer des retraits d'argent tout en bénéficiant d'une fiscalité dorée si le contrat a plus de huit ans d'âge (gains soumis à 17,2% de prélèvements sociaux, puis taxés, selon les cas, entre 7,5% et 12,8%, après un abattement de 4600 euros par an pour un célibataire et de 9200 euros pour un couple marié ou pacsé). Seul souci, les enfants sont défavorisés : ils doivent attendre le décès du second parent pour hériter, et ne peuvent alors profiter qu'une seule fois de l'abattement fiscal de 100 000 euros (lire le tableau page 88). La coadhésion est donc plutôt conseillée aux couples sans enfants.

REQUALIFICATION Vos enfants peuvent remettre en cause un contrat qui a été trop alimenté

L'assurance vie ne fait pas partie de la succession, dit la loi... sauf si les versements ont été «exagérés» (article L. 132-13 du Code des assurances), auquel cas les héritiers peuvent agir en justice afin de faire réintégrer le contrat dans la succession. Problème : le caractère «exagéré» est laissé à l'appréciation des juges. Plusieurs éléments peuvent les inciter à donner raison aux héritiers. Notamment lorsque le capital excède le tiers du patrimoine du souscripteur. Ou que ce dernier alimentait son contrat par des dépôts supérieurs à 50% de ses revenus annuels. De gros versements faits à plus de 60 ans peuvent ajouter à la suspicion des juges et faire pencher la balance du côté des héritiers. Surtout si le conjoint était à l'abri du besoin. Un conseil : respectez toujours la réserve des héritiers, en particulier en présence d'enfants d'une précédente union, car ces derniers n'hésiteront pas à exercer une action en retranchement pour faire valoir leurs droits (lire l'encadré page 28). ♦

LEXIQUE

A VANTAGES MATRIMONIAUX

Ensemble de dispositions insérées dans un contrat de mariage (concubins et pacsés n'y ont donc pas droit) qui visent à attribuer un privilège successoral au conjoint survivant, lequel disposera ainsi d'une part plus importante que prévu sur l'héritage. Ce privilège peut s'appliquer sur les biens communs du ménage comme sur les biens appartenant en propre à l'un des époux. Selon l'option choisie, le conjoint survivant peut être amené à indemniser financièrement les autres héritiers ou pas.

B ÉNÉFICIAIRE DÉSIGNÉ

C'est la personne qui percevra le capital placé sur une assurance vie au décès de son souscripteur. Cette personne, librement choisie par le souscripteur, peut être un membre de sa famille ou être étrangère à celle-ci, par exemple un ami d'enfance. Il est vivement conseillé de désigner plusieurs bénéficiaires dans la clause prévue sur le contrat, et cela par ordre de priorité : en cas de décès du premier bénéficiaire (qui aurait perçu 100% du capital s'il était encore en vie), c'est le deuxième sur la liste qui prendra sa place. Autre avantage du système : au décès du souscripteur, le premier bénéficiaire peut se désister au profit du deuxième (cas classique du conjoint qui préfère avantager ses enfants).

C OMMUNAUTÉ

Représente l'ensemble des biens communs du couple, qui, à moins d'avoir pris des dispositions spécifiques (lire les «Avantages matrimo-

niaux» plus haut), seront partagés en deux parts égales à l'ouverture de la succession. Dans une communauté réduite aux acquêts (régime appliqué aux époux mariés sans contrat depuis le 1^{er} février 1966), les biens communs se limitent à ceux qui ont été acquis durant le mariage. Un régime de communauté universelle, en revanche, englobe tous les biens passés et présents de chacun des deux conjoints.

D ONATION AU DERNIER VIVANT

Acte notarié, encore appelé «donation entre époux», portant effet seulement au décès du donateur (celui qui consent la donation) et qui permet au conjoint survivant de recevoir sensiblement plus que la part d'héritage à laquelle il aurait eu normalement droit sans cette gratification spéciale. A signaler : une donation au dernier vivant peut être «simple» (effectuée d'un époux vers l'autre) ou «réciproque» (elle bénéficiera dans ce cas à celui des deux époux qui survivra à l'autre).

P LAN D'ÉPARGNE RETRAITE

Produit d'épargne spécifiquement dédié à la préparation de ses vieux jours, le plan d'épargne retraite (PER) s'est substitué depuis la fin de l'année 2020 aux autres dispositifs existants, tels que les Perp, Préfon et contrats Madelin. Avantages du PER : il est transférable d'un établissement à l'autre, et autorise à terme, c'est-à-dire au moment du départ à la retraite, la sortie à 100% en capital, et pas seulement en rente. Côté fiscalité, il permet de déduire les versements de son revenu imposable.

Les mesures pour avantager sa compagne (ou son compagnon)

PAGES 34 À 37

Malheureusement pour eux, les partenaires d'un Pacs ne peuvent pas hériter automatiquement l'un de l'autre. Même si l'un d'eux ne laisse aucune famille derrière lui à sa disparition, le pacsé survivant ne touchera pas un euro de sa succession. Il est toutefois possible de remédier à cette situation, soit en rédigeant un testament en sa faveur, soit en incluant certaines clauses dans la convention de Pacs signée lors de l'union du couple. Par

exemple, grâce au régime de l'indivision, chacun peut devenir propriétaire pour moitié des biens du ménage et le rester ensuite. Faute de testament, les concubins n'ont droit, eux non plus, à aucun avantage successoral. Sauf pour l'habitation dont ils acquièrent la propriété, mais à condition que des clauses très spécifiques (prélèvement, tontine...) soient insérées dans l'acte notarié d'acquisition ou qu'une société civile immobilière (SCI) soit créée à l'occasion. Sachez enfin que, dans tous les cas, offrir le bénéfice d'un contrat d'assurance vie à son partenaire de Pacs ou à son concubin peut s'avérer une solution de secours à la fois simple et efficace.

0 €

Conformément à la loi, le partenaire d'un Pacs gratifié par testament n'aura aucuns droits de succession à payer

2017

Depuis fin 2017, il est possible de faire enregistrer un Pacs en mairie (plus besoin de se rendre au tribunal)

60%

Pourcentage des droits qu'un concubin doit régler au fisc, en cas de donation comme en cas de succession



PACSÉ Convention d'indivision, assurance vie, usufruit... les solutions ne manquent pas

Voté en 1999, le Pacs (pacte civil de solidarité) a vite séduit les foules : 190 000 unions de ce type ont été signées en 2021, à peine moins que les mariages (214 000, dont 6 000 entre personnes de même sexe). Destiné avant tout à organiser la vie commune des partenaires, ce contrat exige peu de formalités (depuis fin 2017, une simple inscription en mairie remplace la procédure d'enregistrement au tribunal) et impose peu d'obligations, seulement une aide dans la gestion quotidienne du ménage. Par contre, il ne prévoit aucun avantage successoral. En effet, contrairement aux époux, les pacsés n'héritent pas automatiquement l'un de l'autre : même si le défunt ne laisse aucune famille derrière lui, le survivant n'a droit à rien. D'où la nécessité pour le couple de prendre les dispositions adéquates et, pour le moins, d'opter pour le régime de l'indivision.

INDIVISION L'ensemble des biens achetés appartiendra pour moitié à chacun des pacsés

Depuis janvier 2007, si rien n'est prévu à l'enregistrement du pacte, les partenaires d'un Pacs sont soumis d'office au régime de la séparation de biens. De sorte que chacun est le seul propriétaire

des biens (appartement, voiture, épargne...) qu'il acquiert en cours de pacte. À fortiori, chaque partenaire est aussi seul propriétaire des biens possédés avant la conclusion du Pacs, ou de ceux reçus par donation ou succession en cours d'union. L'avantage de l'indivision (option qu'il suffit d'inclure dans la convention de Pacs à signer), c'est que chacun des partenaires devient propriétaire à 50% des biens acquis séparément ou ensemble en cours d'union, et le restera en cas de décès ou de séparation, même si l'un a payé moins que l'autre. Ce régime est donc idéal pour favoriser un partenaire peu fortuné. Attention toutefois, recourir systématiquement à ce principe pour avantager son partenaire pourra être considéré comme un abus de droit si l'objectif est de léser les enfants nés d'un autre lit ou d'échapper à la fiscalité des donations.

QUOTITÉ DISPONIBLE Vous pouvez lui léguer 100% de votre héritage en l'absence d'enfants

Si une partie du patrimoine du défunt est destinée aux héritiers réservataires, à savoir les enfants, l'autre, appelée «quotité disponible» (de 25 à 50% de

ses biens selon le nombre d'enfants existants), n'est soumise à aucune restriction de transmission : chacun en fait ce qu'il veut. Elle peut donc être léguée par testament au partenaire de Pacs. Celui-ci ne devra rien payer au fisc, car, depuis 2007, les pacsés sont entièrement exonérés de droits de succession. Autant dire qu'ils ont intérêt à rapidement rédiger leur testament après l'enregistrement de leur Pacs, faute de quoi, en cas de décès prématuré de l'un, l'autre

n'aura droit qu'à récupérer ses biens et affaires personnelles. Notez qu'une personne sans enfant peut léguer à son partenaire de Pacs 100% de ses biens, le seul risque étant que les parents ou frères et sœurs du défunt réclament le retour dans leur patrimoine des biens de famille qui lui avaient été donnés ou légués (lire l'explication du mécanisme page 18). Sachez aussi qu'un pacsé peut renoncer à une partie de ses legs s'il estime être trop avantagé par rapport aux autres héritiers, à charge pour ces derniers de payer des droits de succession, dont le montant sera établi en fonction du degré de parenté qu'ils ont avec le défunt (lire le tableau de la page 88).

USUFRUIT DU LOGEMENT Un toit jusqu'à la fin de sa vie, sans aucuns droits à régler au fisc

À la disparition de l'un des deux partenaires du Pacs, la loi prévoit que la résidence principale du couple peut être occupée gratuitement par le survivant, mais, petite mesquinerie, seulement pendant une année (pour le conjoint survivant, c'est sans limitation de durée). S'il n'a pas les moyens financiers de racheter ce logement aux héritiers ou d'habiter ailleurs, le malheureux risque donc de se retrouver à la rue. Pour éviter cette mésaventure, la solution la plus simple est qu'il se fasse léguer par testament l'usufruit de la résidence, ce qui ne devrait poser aucun problème si la valeur de cet usufruit demeure

ÂGE DE L'USUFRUITIER	VALEUR DE L'USUFRUIT	VALEUR DE LA NUE-PROPRIÉTÉ
Moins de 21 ans	90%	10%
De 21 à 30 ans	80%	20%
De 31 à 40 ans	70%	30%
De 41 à 50 ans	60%	40%
De 51 à 60 ans	50%	50%
De 61 à 70 ans	40%	60%
De 71 à 80 ans	30%	70%
De 81 à 90 ans	20%	80%
Plus de 91 ans	10%	90%

POUR ALLÉGER LES TAXES, NE DONNEZ QUE LA NUE-PROPRIÉTÉ

Se réserver l'usage d'un bien (son usufruit) et donner la nue-propriété (les murs d'un logement) est économique, surtout si l'on s'y prend tôt : le barème montre que plus l'usufruitier est jeune, plus son espérance de vie est élevée, et plus son usufruit vaut cher. C'est l'inverse pour la nue-propriété, sur laquelle s'appliquent les droits : elle est d'autant moins élevée que l'usufruitier est jeune.

Attention, l'argent ou le bien donné à son partenaire ne peut jamais être récupéré, même si le Pacs est rompu.

PHOTO : © ANDREY POPOV - STOCK.ADOBE.COM



inférieure à la part de réserve des enfants du défunt, comme c'est généralement le cas. Le pacsé survivant pourra ainsi rester dans le logement du couple jusqu'à la fin de ses jours, gratuitement, tandis que les enfants, seulement nuspropriétaires du bien, n'en récupéreront la pleine propriété qu'à son décès.

RÉVERSION D'USUFRUIT **Une mesure très efficace lorsqu'on ne veut pas léser ses enfants**

Il y a une solution toute trouvée quand on veut récompenser ses enfants de son vivant sans se dépouiller : leur consentir une donation avec réserve d'usufruit. S'il s'agit d'un logement, les enfants en reçoivent la nue-propriété (les murs) et on conserve l'usufruit (on peut occuper le bien ou le mettre en location). Pour protéger aussi son partenaire de Pacs, il suffit alors d'inclure dans l'acte notarié une clause de «réversion» de l'usufruit. A son décès, ce droit usufruitier est alors transmis au partenaire survivant, qui peut profiter à son tour de l'usage du bien. Les enfants nus-propriétaires n'auront pas d'autre choix que d'attendre le second décès pour récupérer (gratuitement) l'entière propriété du bien. Notez que la réversion de l'usufruit ne

donne pas lieu au paiement de droits de succession par le survivant (les pacsés en sont totalement exonérés). Seul souci possible : cette disposition sera impossible à annuler, même en cas de rupture du Pacs. A moins d'un accord amiable entre les partenaires.

BÉNÉFICE D'UNE ASSURANCE VIE **Pas de remise en cause possible de la part des héritiers**

Puisque aucuns droits de succession ne sont dus entre pacsés, faire du survivant le bénéficiaire d'une assurance vie ne lui procure aucun avantage fiscal particulier. L'intérêt de l'opération est ailleurs : les sommes ainsi transmises ne sont pas considérées comme faisant partie de la succession du souscripteur. Elles s'ajoutent donc à la part d'héritage que le pacsé peut recevoir par testament.

Pas question d'en tenir compte pour calculer la part revenant aux héritiers du défunt, lesquels ne peuvent pas prétendre que leurs droits ont été amputés. Attention tout de même : l'opération peut être contestée si les primes versées par le souscripteur étaient excessives. Les enfants peuvent, dans ce

DONATION : PAS D'IMPÔTS À PAYER AU FISC JUSQU'À 80 274 EUROS TRANSMIS

Consentir une donation peut être un bon moyen pour gratifier son partenaire : on peut lui donner 80 724 euros, tous les quinze ans, sans droits à payer. Au-delà de cette limite, il faut passer à la caisse (lire le tableau page 88), mais on peut optimiser la manœuvre en donnant uniquement la nue-propriété du bien. Le donateur n'est pas totalement démuné puisqu'il garde l'usufruit (le droit d'habiter le logement, par exemple), tandis que le bénéficiaire ne paie des droits que sur la nue-propriété reçue,

dont la valeur dépend de l'âge de l'usufruitier : elle est de 30% du prix du bien s'il a entre 31 et 40 ans, de 40% entre 41 et 50 ans (lire le tableau page ci-contre). Mais gare aux abus : pas question de faire une donation l'année où le Pacs prend fin, l'administration y verrait un détournement de la loi et supprimerait le bonus fiscal. Le bénéficiaire serait alors soumis au régime des concubins, le plus sévère, avec un taux de taxation de 60%. Sachez aussi que la donation accordée est irrévocable, même si le Pacs est rompu.

cas, dénoncer une atteinte à leur réserve et exiger d'un juge la réintégration du contrat dans la succession (lire page 31).

CONTRAT DE CAPITALISATION **Pour transmettre au partenaire un placement très facile à gérer**

Proche d'une assurance vie, le contrat de capitalisation possède néanmoins quelques spécificités intéressantes. La plus importante est qu'il peut être transmis en l'état par donation ou succession (avec une assurance vie, le contrat est fermé et le capital récupéré par le bénéficiaire). Pratique, dès lors que l'on n'a aucune compétence financière : il

n'y a pas besoin de se creuser la tête pour savoir sur quel placement on devra recycler l'argent perçu, puisque le contrat continue de fructifier pour son compte. Autre caractéristique, le contrat de capitalisation fait partie de la succession du souscripteur. Alors, pourquoi ne pas lui préférer une assurance vie, qui, elle, en est exclue jusqu'à 152 500 euros de capital transmis ? En fait, cela n'est aucunement un inconvénient, puisque le pacsé est entièrement exonéré de l'impôt sur la succession. ♦

Le capital d'une assurance vie vient grossir la part d'héritage déjà recueillie

CONCUBIN Rien de mieux que l'assurance vie ou l'achat d'une habitation via une SCI

Statut matrimonial depuis 1999, le concubinage n'exige aucune démarche officielle, et rien ne l'assortit de droits ou d'obligations, sauf à vivre à deux. Au niveau successoral, les concubins n'ont aucun avantage. Si le défunt n'a pas fait de testament, ce sont ses enfants qui recueilleront ses biens. Et faute d'enfants, c'est sa famille qui héritera de tout, y compris du logement : même s'il en est copropriétaire, le survivant ne pourra pas toujours y rester. Il existe toutefois des solutions pour lui assurer une protection de base, sans qu'il se ruine en droits de succession (ils s'élèvent normalement à 60%).

ACHAT IMMOBILIER AVEC CLAUDE DE PRÉLÈVEMENT Il faudra indemniser les héritiers

Le concubin survivant, même s'il a payé une partie de la résidence du couple, va se retrouver en indivision avec les héritiers du défunt : si ces derniers veulent vendre, et le cas est fréquent, il ne pourra pas s'y opposer. Sauf si – sage précaution – une clause dite « de prélèvement » a été prévue dans la convention d'indivision signée par les concubins lors de l'achat de leur logement. En effet, cette clause permet au survivant de reprendre à son nom les parts d'indivision du concubin décédé. A condition, naturellement, de dédommager

les héritiers, sur la base de la valeur estimée du bien à l'ouverture de la succession. Encore faut-il qu'il dispose alors des sommes suffisantes sur son compte.

ACHAT IMMOBILIER VIA UN PACTE TONTINIER **Gare au montant des droits de donation**

A l'image de la clause de prélèvement, le pacte tontinier (ou « tontine ») permet au concubin survivant de reprendre les parts immobilières du disparu. Il suffit pour cela que le notaire insère dans l'acte d'achat une clause « d'accroissement », qui stipule que le survivant deviendra propriétaire du bien à 100%. Les héritiers n'auront pas leur mot à dire.

Mais attention, la tontine étant considérée comme une donation entre concubins, elle est taxée comme telle, donc à 60%. Une exonération est toutefois prévue si l'habitation servait de résidence habituelle aux acquéreurs et que sa valeur est inférieure à 76 000 euros.

SOCIÉTÉ CIVILE IMMOBILIÈRE 2000 euros de frais de notaire, mais une protection complète

Constituer une société civile immobilière (SCI) à l'occasion de l'achat de sa résidence principale est l'un des moyens les plus efficaces pour per-

mettre au concubin de rester dans le logement, sans jamais être ennuyé par les héritiers. Cette société, dont l'objet social est d'acquiescer et de gérer un bien immobilier, est divisée en parts sociales que se répartissent les associés (ici, les deux concubins). Ces derniers ont, selon la loi, toute latitude pour rédiger les statuts juridiques de la SCI, et donc déterminer le mode d'acquisition des parts entre eux deux. A la constitution de la société, il leur suffit alors de s'en

répartir les parts à égalité, puis de procéder aussitôt à leur « démembrement croisé ». Concrètement, chacun des partenaires achète la nue-propriété de la moitié des parts et l'usufruit de

l'autre moitié. La disparition de l'un des concubins met gratuitement fin à son propre usufruit, le survivant se retrouvant dans ce cas entier propriétaire de la moitié des parts (dont il ne détenait jusqu'ici que la nue-propriété), tout en conservant l'usufruit sur l'autre moitié. Résultat : exonération de la taxe habituelle de 60% sur les transmissions entre concubins, et impossibilité, pour les héritiers du défunt, de mettre le survivant dehors, puisque sa part usufruitière est désormais de 100%. Une opération ultraprotectrice, mais un peu compliquée à réaliser : elle implique de

**Le concubin
n'a strictement
aucun droit sur
la succession
de l'autre**

AUCUNS DROITS À PAYER GRÂCE À L'ASSURANCE VIE JUSQU'À 152 500 EUROS DE CAPITAUX REÇUS

DATE DE SOUSSION TION DU CONTRAT	ÂGE DE L'ASSURÉ LORS DES VERSEMENTS	RÉGIME APPLICABLE À CHAQUE BÉNÉFICIAIRE SUR LES VERSEMENTS EFFECTUÉS...	
		... AVANT LE 13 OCTOBRE 1998	... APRÈS LE 13 OCTOBRE 1998*
Avant le 20 novembre 1991	Moins de 70 ans	Exonération totale de droits de succession	Abattement de 152 500 euros, puis 20% de taxation jusqu'à 700 000 euros de capitaux transmis (31,25% au-delà de ce montant)
	Plus de 70 ans		
Après le 20 novembre 1991	Moins de 70 ans	Exonération totale de droits de succession	Abattement de 152 500 euros, puis 20% de taxation jusqu'à 700 000 euros de capitaux transmis (31,25% au-delà de ce montant)
	Plus de 70 ans	Abattement de 30 500 euros sur tous les versements effectués après 70 ans, qui sont ensuite soumis aux droits de succession classiques (les gains accumulés sur le contrat sont intégralement exonérés)	

Le régime d'exonération fiscale applicable au conjoint et au pacsé ne vaut pas pour les concubins, soumis à 60% de taxe sur tous les biens recueillis. Mais la note peut être adoucie avec l'assurance vie : pour les versements d'argent effectués avant 70 ans, ils n'auront rien à payer au fisc jusqu'à 152 500 euros de capital perçu.

* Pour les décès intervenus avant le 1^{er} juillet 2014, le taux de taxation de 20% s'appliquait jusqu'à 202 838 euros (700 000 euros depuis le 1^{er} juillet 2014) et, au-delà de ce montant, la taxe n'était que de 25% (31,25% actuellement).

se faire conseiller par un notaire ou un avocat spécialisé en droit immobilier (prévoyez 2 000 euros de frais pour un montage clés en main).

DROIT D'USAGE ET D'HABITATION **Pour rester chez soi à moindre coût fiscal**

Si le conjoint et le pacsé bénéficient de certains droits leur garantissant le maintien dans le logement appartenant au seul défunt, rien de tel pour le concubin : les héritiers peuvent exiger qu'il décampe sans délai. Le propriétaire prévoyant peut toutefois léguer à son concubin un «droit d'usage et d'habitation» qui lui permettra d'occuper le bien à vie (mais pas de le louer ni de le vendre). Certes, il devra payer des droits de succession, mais le montant reste acceptable : seulement 60% de la valeur de l'usufruit qui, elle, varie selon l'âge du bénéficiaire (lire page 34). Ainsi, un concubin de 72 ans n'aura à payer que 27 000 euros de droits pour un bien de 250 000 euros. Attention : les héritiers pourront exiger un dédommagement en cas d'empiètement sur leur part.

CONTRAT D'ASSURANCE VIE **La stratégie la plus simple pour sécuriser l'avenir du survivant**

Premier atout de l'assurance vie en matière de succession : le choix du bénéficiaire des capitaux en cas de décès est totalement libre. Peu importe qu'il s'agisse d'un parent proche ou d'un étranger à la famille. Ce peut donc être son concubin. Second atout : selon le Code des assurances, l'ensemble des sommes en compte (le capital placé plus les intérêts engrangés) ne fait pas partie de la succession. Les héritiers ne pourront donc pas réclamer leur part, sauf, dit la loi, si les versements effectués par le souscripteur ont été «exagérés» par rapport à l'importance de ses revenus ou de son patrimoine (lire les précisions à la page 31). Quant aux droits dus au fisc, le concubin bénéficie là aussi d'un régime de faveur : rien à payer jusqu'à 152 500 euros de capitaux transmis, et un barème allégé au-delà de ce montant, à la seule condition que les versements sur le contrat aient été effectués avant les 70 ans du souscripteur (lire le tableau récapitulatif ci-contre). ♦

LEXIQUE

C LAUSE DE PRÉLÈVEMENT

Disposition pouvant être prise par deux concubins qui achètent un bien immobilier ensemble, à parts égales ou pas. Cette clause de «prélèvement», inscrite dans la convention d'indivision par le notaire, autorise le concubin survivant à s'attribuer les parts de l'autre, et donc à devenir l'entier propriétaire du logement. A charge pour lui, bien évidemment, d'indemniser les héritiers du défunt à hauteur du prix des parts récupérées.

D ÉMEMBREMENT Action consistant à séparer en deux les droits de propriété d'un bien (souvent une habitation) entre l'usufruitier et le nu-propriétaire. Le premier détient «l'usage» du bien et peut en tirer les fruits (occuper l'habitation ou le louer et en percevoir les loyers), le second possède les «murs», mais n'a en réalité qu'un droit virtuel sur le bien jusqu'au décès de l'usufruitier. A ce moment-là, il récupérera d'office l'entière propriété du bien, sans aucuns droits de succession. A noter : lorsque le démembrement est «croisé», chacun s'attribue 50% de l'usufruit du bien et 50% de la nue-propriété, de manière à protéger celui qui survivra à l'autre.

I NDIVISION Situation dans laquelle plusieurs personnes disposent d'un droit de propriété collectif (donc «indivisible») sur les biens d'une succession. Cas classique : celui des héritiers et du conjoint (ou du concubin) survivant et copropriétaire du logement du couple, qui sont tous indivisaires de ce

logement, et le resteront jusqu'à ce que le partage de l'ensemble des biens du défunt soit réalisé.

P ERSONNE MORALE Désigne un groupe de personnes, réunies via une association ou une entreprise, à qui la loi confère des droits semblables en tous points à ceux des personnes physiques. La personne morale a ainsi la possibilité d'acquérir, de gérer et de vendre un patrimoine (immobilier dans le cas d'une société civile immobilière) selon les règles qu'elle a elle-même établies.

S ÉPARATION DE BIENS Régime matrimonial dans lequel chacun des deux membres du couple conserve l'entière propriété de ses biens personnels (achetés avant ou durant l'union). Seules exigences requises par ce régime : participer aux charges quotidiennes du ménage (loyer, nourriture...). La séparation de biens est le régime auquel sont soumis les partenaires de Pacs depuis 2007, à moins qu'ils n'en décident autrement, par convention, lors de l'enregistrement du pacte.

T ONTINE Convention notariée établie entre deux personnes qui achètent un bien immobilier en commun (à parts égales ou pas), qui prévoit qu'au premier décès le survivant se retrouve entièrement propriétaire du logement, mettant à l'écart tous les héritiers du défunt. Attention quand même, car la tontine entre concubins, assimilée par l'administration fiscale à une donation, entraîne de lourds droits à payer pour le survivant : 60% sur la part reçue.

Les dispositifs pour favoriser ses enfants

PAGES 40 À 44

En matière de succession, la loi a fait de vos enfants des héritiers extrêmement privilégiés, puisqu'ils passent en priorité sur les autres membres de la famille, y compris votre conjoint. Mais, si vous le souhaitez, vous pouvez favoriser encore davantage l'un ou plusieurs d'entre eux. Le moyen le plus commode pour le faire est, comme son nom l'indique, la donation simple. Si vous la complétez par un «don familial» d'argent, chacun de vos enfants (ou un seul d'entre eux) peut recevoir de ses deux

parents jusqu'à 263 730 euros tous les quinze ans, sans payer un centime de droits au fisc. La donation-partage, plus complexe à mettre en œuvre, concerne obligatoirement tous vos enfants. Mais comme, par définition, ceux-ci doivent être traités à égalité, l'avantage est qu'il n'y a aucune dispute à craindre, même après votre disparition. Autre formule équitable, le testament-partage, qui ne prend effet qu'à votre décès, et ne vous oblige donc pas à vous démunir de votre vivant, mais entraîne des taxes supplémentaires. Reste l'irremplaçable assurance vie, sachant que, pour profiter de sa fiscalité dorée, il faut effectuer vos versements avant vos 70 ans.

15 ans

Délai pour que l'abattement fiscal de 100 000 euros sur les donations faites à vos enfants soit renouvelé

2,5%

Taxe à régler en plus des droits de succession si un testament-partage a été réalisé au profit de vos enfants

80 ans

Age au-dessus duquel il n'est plus possible de consentir un don familial d'argent à vos enfants sans payer d'impôts



TRANSMETTRE SES BIENS DE SON VIVANT PERMET AUX ENFANTS DE RÉDUIRE LES DROITS À PAYER

Le cas : Lionel K., veuf âgé de 57 ans, deux enfants, possède un logement familial de 350 000 euros, un bien locatif de 150 000 euros, 30 000 euros d'épargne bancaire et

70 000 euros investis en Bourse. En donnant à ses enfants la nue-propriété de son logement (il en conserve l'usufruit), il divisera par plus de 10 le montant des droits de succes-

sion. A noter : à son âge, la valeur de la nue-propriété est égale à 50% de la pleine valeur du bien (lire le tableau page 34), soit 175 000 euros (350 000 divisés par deux). Chaque

enfant recueille 50% de ce montant, soit 87 500 euros : compte tenu de l'abattement de 100 000 euros dont chacun bénéficie, cette donation ne génère aucuns droits à payer.

CALCUL DES DROITS À PAYER POUR CHACUN DES DEUX ENFANTS DE LIONEL...	... SANS AVOIR ANTICIPÉ LA TRANSMISSION DE SON PATRIMOINE DE SON VIVANT	... EN AYANT DONNÉ À SES ENFANTS LA NUE-PROPRIÉTÉ DU LOGEMENT FAMILIAL ⁽¹⁾	COMMENTAIRES
Patrimoine soumis à taxation lors du décès	600 000 euros (la totalité des biens)	250 000 euros (600 000 - 350 000)	La donation en nue-propriété de l'habitation familiale diminue l'assiette des droits de succession de la valeur entière du bien ⁽²⁾ .
Part d'héritage reçue par chaque enfant	300 000 euros (600 000 ÷ 2)	125 000 euros (250 000 ÷ 2)	Chacun des deux enfants reçoit 50% des biens du parent, montant qui constitue leur assiette de taxation aux droits de succession.
Montant taxable pour chaque enfant	200 000 euros (300 000 - 100 000)	25 000 euros (125 000 - 100 000)	L'abattement légal de 100 000 euros, renouvelable tous les quinze ans, permet à chacun des enfants de réduire sa base de taxation.
Droits de succession à payer par chaque enfant	38 194 euros (200 000 x 20% - 1806) ⁽³⁾	3 194 euros (25 000 x 20% - 1806) ⁽³⁾	Grâce à la donation en nue-propriété faite de son vivant, le parent allège de 35 000 euros la facture des droits de succession à payer.

⁽¹⁾ Par hypothèse, au moins quinze ans avant son décès, afin de faire profiter chaque enfant d'un nouvel abattement de 100 000 euros sur les droits de succession. ⁽²⁾ Au décès de leur parent, les enfants nus-propriétaires récupèrent automatiquement l'usufruit du logement, sans droits à payer, devenant ainsi entiers copropriétaires du bien. ⁽³⁾ Lire le calcul détaillé des droits de succession page 88.

DONATION SIMPLE Exonérée de droits à hauteur de 100 000 euros tous les 15 ans

Logement, terrain, argent, voiture, mobilier de valeur... Sur le plan légal, rien ne vous empêche de consentir un don de votre vivant à votre enfant. Mais si vous voulez que l'opération soit exonérée de taxes, il faut respecter certaines limites et ne pas être trop généreux. Ainsi, depuis 2012, le montant de donation parentale qui échappe au fisc (appelé «abattement») est de 100 000 euros. Chaque enfant peut donc recevoir 100 000 euros de votre part et 100 000 euros de son autre parent, sans payer d'impôts. Vous pouvez même renouveler l'opération tous les quinze ans. Sauf dans un cas particulier, validé par les tribunaux en 2015, ces donations devront toutefois être réintégrées dans la succession afin de ne pas léser vos autres héritiers.

DON FAMILIAL D'ARGENT

Possible si vous avez moins de 80 ans et que l'enfant est majeur

La donation exonérée de 100 000 euros peut parfois être complétée par un «don familial» d'argent de 31 865 euros, lui aussi sans aucuns droits à reverser au

fisc. Il suffit pour cela que vous ayez moins de 80 ans à la date du don et que votre enfant, lui, soit majeur. Son autre parent peut faire de même, et aux mêmes conditions. Par conséquent, en cumulant les donations classiques et les dons familiaux d'argent (ces derniers peuvent être consentis en espèces, chèque ou virement), chaque enfant peut ainsi recevoir jusqu'à 263 730 euros tous les quinze ans, sans être taxé !

DONATION EN «AVANCEMENT DE PART» Le bon choix pour ne pas pénaliser vos autres enfants

Si vous ne souhaitez pas avantager un de vos enfants par rapport aux autres héritiers, mais au contraire l'aider à un moment précis de sa vie, le mieux est de lui faire une donation «en avancement de part successorale». A votre décès, elle sera «rapportée», autrement dit, réintégrée dans la succession, afin que l'égalité entre héritiers soit respectée (lire page 80). A l'inverse, si vous voulez favoriser un enfant par rapport aux autres, il faut lui faire une donation «hors part successorale» (aussi appelée

«préciput»). Dans un arrêt du 1^{er} avril 2015, la Cour de cassation a confirmé que ce type de donation n'était pas rapportable : l'enfant la reçoit en plus de la part à laquelle il a légalement droit. Cela dit, si le montant donné excède la quotité disponible (part de patrimoine dont vous disposez librement), ses cohéritiers pourront exiger de lui une compensation au moment de votre décès.

DONATION «CONJOINTE» Elle permet, par exception, de doubler l'abattement légal

Mariage, naissance, installation professionnelle... A l'occasion d'un grand événement, vous pouvez avoir envie de donner à votre enfant un bien n'appartenant qu'à vous (pas à votre conjoint). Sa valeur ne devra pas excéder 100 000 euros, sous peine d'être taxé. Et si elle est de 200 000 euros ? Présentez le don comme étant fait «conjointement» par les deux parents, comme pour un bien commun. Vous bénéficierez de deux abattements de 100 000 euros chacun au lieu d'un seul, soit 200 000 euros au total. Il n'y aura dans ce cas aucun impôt à payer. ♦

UNION DES GÉNÉALOGISTES DE FRANCE

Professionnalisme certifié

L'union des Généalogistes de France a bientôt vingt ans. Depuis sa fondation, le métier ne cesse d'approfondir ses exigences en matière de certifications, de satisfaction, d'éthique et de sécurité. Explications avec Cédric Dolain, président de Généalogistes de France.



Quelle est l'activité d'un généalogiste ?

Les généalogistes œuvrent principalement aux côtés de leurs partenaires notaires pour régler des successions mais investiguent également pour le compte de particuliers. L'intervention d'un tel professionnel s'avère souvent nécessaire et apporte des garanties : véracité des informations, accès à des bases privées, enquêtes de terrain, analyse de données et de situations.



Quel est l'avenir de votre profession ?

A l'image de notre société, les schémas familiaux évoluent : la mobilité nationale ou internationale s'accroît, les familles se composent et se

recomposent. De fait, il est parfois ardu de localiser les héritiers. Nous adaptons constamment notre métier à ces changements et aux nouvelles problématiques, comme la question des assurances-vie en déshérence.

La loi Eckert dispose que les compagnies d'assurances ont l'obligation d'effectuer des recherches lorsque les sommes ne sont pas réclamées. Dans le cadre de ces recherches, l'expertise des généalogistes est encore insuffisamment utilisée. Nous avons fait valoir l'intérêt de notre profession et celui des Français afin que ceux-ci puissent disposer des fonds déposés par les assureurs à la Caisse des Dépôts et Consignations.



Généalogistes
de France

Qu'apporte votre organisation aux généalogistes et à leurs clients ?

L'Union des Généalogistes de France a été créée en 2004 dans le but de représenter et professionnaliser ce métier. Nous représentons désormais près de 95% des acteurs de la profession, réunis notamment autour de valeurs communes et d'une charte de déontologie. Cette exigence partagée par tous nos membres permet d'apporter des garanties aux notaires mais aussi et surtout aux héritiers.

www.genealogistes-france.org - [Twitter](#) GenealogistesFR

CHAUVEAU MULON & ASSOCIÉS

Le grand cabinet d'avocat français, spécialiste du droit de la famille et du patrimoine



« L'évolution croissante des familles et leur mobilité commandent anticipation et stratégie patrimoniale. Le cabinet CM&A est présent pour les accompagner et les conseiller »

La complexification des patrimoines et l'évolution de la structure familiale commandent d'anticiper les difficultés souvent nées de choix insuffisamment éclairés. L'expertise du cabinet CM&A lui confère une place privilégiée pour accompagner les personnes, les conseiller au mieux de leurs intérêts en tenant compte de la spécificité de leur situation familiale et professionnelle. CM&A définit et anticipe la stratégie patrimoniale la plus adaptée.

Ainsi, le cabinet conseille ses clients sur le choix initial ou post-mariage de leur régime matrimonial, la rédaction de leur contrat de mariage ou contrat prénuptial en présence d'un élément international ainsi que la planification de leur projet d'expatriation ou d'impatriation. Et si la crise survient, avec une disponibilité sans faille, CM&A assiste ses clients en privilégiant les solutions négociées ou en assurant, le cas échéant, leur défense avec éthique et un maître mot : « Nous sommes à vos côtés ; quoi qu'il arrive. »

CM&A est le cabinet de référence en droit de la famille et du patrimoine, avec plus de 20 avocats dont 6 associées, qui placent la confiance, l'éthique et l'expertise au cœur de la relation avec leurs clients.

Le cabinet CM&A est né en janvier 2023 de la fusion entre deux cabinets, dirigés par des avocats de renom Véronique Chauveau et Elodie Mulon qui présentent chacune un parcours professionnel très impressionnant. Le cabinet CM&A est fier que l'expertise et l'engagement de leurs cabinets aient été récompensés par plusieurs prix nationaux et internationaux prestigieux. Conscient que la réussite et la performance ne se réalisent que dans un travail d'équipe, le cabinet CM&A travaille avec un réseau national et international d'experts et d'avocats en tous domaines.



www.cm-associes.com

DONATION-PARTAGE

Pour tout régler à l'avance et éviter les litiges entre ses héritiers

A la différence de la donation simple, la donation-partage concerne tous vos enfants, chacun percevant au moins sa part de réserve. Le but est donc de répartir tout ou partie de votre patrimoine entre vos enfants, et ainsi de régler par avance votre succession. Notez que deux époux peuvent consentir conjointement une donation-partage afin de transmettre à la fois des biens personnels et des biens communs (on parle alors de donation «conjunctive»). Dans tous les cas, c'est le notaire qui se charge, en accord avec vous, d'établir les lots puis de les délivrer aux enfants, en tenant compte des éventuelles donations qui ont été faites dans le passé. Sachez enfin qu'une donation-partage ne peut pas être remise en cause, sauf dans certains cas, dont, depuis une récente décision de justice, celui d'un logement donné en indivision (lire l'explication à la page suivante).

VALEUR DES BIENS Elle est figée définitivement, excluant tout conflit futur entre héritiers

Rien de tel que la donation-partage pour faire régner la paix entre vos enfants. En effet, ici les choses sont claires : plus question, comme avec la donation simple, que les biens donnés soient «rapportés» à la succession

(lire page 40). Il faut savoir que la règle du rapport successoral est très délicate à appliquer, et source de litiges entre les héritiers puisqu'elle impose de prendre en compte l'évolution de la valeur du bien entre la date de la donation et celle du décès. En revanche, avec la donation-partage, la répartition est définitive : les enfants n'ont pas à se soucier du fait que les biens ont pris ou perdu de la valeur. Il est toutefois conseillé au donateur de s'informer des préférences des uns et des autres avant de procéder au partage. Afin de ne léser personne, mieux vaut aussi répartir avec prudence les biens spéculatifs (immobilier, portefeuille boursier...), qui sont très dépendants de la conjoncture économique.

DONATIONS ANTÉRIEURES Vous pouvez les faire réintégrer dans l'acte de donation-partage

Vous pouvez réintégrer dans une donation-partage les biens transmis dans le passé à vos enfants. Avantage : toute donation ainsi réintégrée ne sera plus «rapportable» à l'ouverture de la succession. Les enfants n'auront donc plus à se soucier des éventuelles variations de la valeur des biens reçus, qui sera estimée une fois pour toutes au jour de la donation-partage. Plus question que quiconque, le jour du décès, en conteste

le montant. Par simplicité, le bien réintégré est généralement réattribué à son bénéficiaire initial, sans droits de donation, puisqu'ils ont déjà été payés, mais avec néanmoins un droit dit «de partage», égal à 2,5% de la valeur du bien évalué au jour de la donation-partage.

DONATION CUMULATIVE A envisager lorsque l'un des deux conjoints vient à décéder

Si l'un des conjoints décède, le survivant a la possibilité, afin de faciliter la transmission des biens du couple, de consentir à ses enfants une donation-partage incluant les biens provenant de la succession de son conjoint et ceux lui appartenant. Cette donation, dite «cumulative», a l'avantage de s'établir en un seul acte notarié. En pratique, les biens provenant de la succession du défunt et ceux donnés par le survivant sont réunis en une masse unique qui sera partagée entre les enfants, sans considération de l'origine (maternelle ou paternelle) de ces biens. Apparemment simple, cette opération est complexe, car elle comporte une donation-partage pour les biens du survivant et un partage successoral classique pour ceux du disparu. De fait, le donateur ne peut pas de lui-même inclure dans la donation-partage l'ensemble des biens existants.

EFFECTUER UNE DONATION-PARTAGE : LE MODE DE TRANSMISSION IDÉAL POUR GARANTIR L'ÉQUITÉ ENTRE SES ENFANTS

Le cas : Christine H., 66 ans, deux enfants (Myène et Pascal), possède le patrimoine suivant : une maison de 500 000 euros, un appartement locatif de 80 000 euros et un portefeuille d'actions de 80 000 euros. En octroyant une donation-partage (réunissant son épargne boursière et son bien

locatif) au profit de ses deux enfants, elle leur permet de gérer le patrimoine reçu comme bon leur semble, sans que les gains ou les pertes d'un des enfants soient à partager avec l'autre à l'ouverture de sa propre succession. Ce ne serait pas le cas avec des donations simples, comme le démontre le tableau chiffré publié ci-contre.

LES ÉTAPES DU RÉGLEMENT DE LA SUCCESSION DE CHRISTINE	AVEC L'OCTROI DE SON VIVANT DE DEUX DONATIONS SIMPLES	
	PASCAL	MYÈNE
Montant de donations accordées aux deux enfants durant l'année 2023	80 000 euros (appartement locatif)	80 000 euros (portefeuille boursier)
Valeur des donations réintégrées à la succession au décès du parent, en 2043	200 000 euros (120 000 euros de plus-values)	350 000 euros (270 000 euros de plus-values)
Part de la succession du parent devant revenir à chacun des deux enfants	525 000 euros (500 000 + 200 000 + 350 000) ÷ 2	525 000 euros (500 000 + 200 000 + 350 000) ÷ 2
Part attribuée à chaque enfant sur le patrimoine restant (500 000 euros)	325 000 euros (525 000 - 200 000)	175 000 euros (525 000 - 350 000)

Si personne ne s'y oppose, le partage peut être inégal et privilégier l'un des enfants, par exemple s'il est handicapé.



AVANTAGER UN ENFANT : L'ACCORD ÉCRIT DE SES FRÈRES ET SŒURS EST INDISPENSABLE

Rompre avec le principe d'égalité, c'est possible. Vous pouvez même écarter purement et simplement l'un de vos enfants de la donation-partage. Mais pas question de diminuer ses droits sur la réserve, à moins, pour rétablir l'équilibre avec ses frères et sœurs, de le dédommager en lui attribuant tout ou partie de votre quotité disponible. Vous

souhaitez, au contraire, avantager un enfant au-delà de sa part de réserve, par exemple s'il est handicapé ? C'est possible aussi, mais avec l'accord de ses frères et sœurs, qui doivent renoncer par avance, et devant deux notaires, à exercer leur action en «réduction» (lire page 70). Notez qu'en cas de décès du renonçant ses propres enfants sont liés par sa renonciation.

Les enfants, en tant que copartageants de biens issus d'une succession, doivent tous donner leur accord. Et s'il y a un mineur parmi eux, c'est le conseil de famille, sous l'autorité du juge des tutelles, qui devra prendre la décision.

REMISE EN CAUSE Prenez vos précautions si vous transmettez un bien immobilier en indivision

Comme pour une donation simple, une donation-partage peut, dans certains cas spécifiques, être annulée. Ainsi, l'arrivée d'un enfant (né ou adopté) du donateur, postérieurement à la donation, entraînera son annulation si cet enfant en fait la demande auprès d'un juge au moment de la succession. L'inexécution des charges inscrites dans l'acte par un des enfants (entretenir la maison, par exemple) fait aussi partie des cas d'an-

nulation si le parent en informe le tribunal. Il y a encore l'ingratitude d'un enfant, qui se serait livré à des sévices ou aurait proféré des injures envers ses parents. Dans ce cas, l'annulation de l'acte n'est pas systématique (le juge décide au cas par cas, selon la gravité de la situation) et ne remet pas en cause la donation à l'égard des frères et sœurs, qui conserveront donc leurs biens. Ultime cas d'annulation possible : lorsque les enfants reçoivent un bien en indivision, souvent un logement, chacun détenant alors une quote-part indéfinie de ce bien. La Cour de cassation, dans un arrêt du 20 novembre 2013, a considéré qu'il n'y avait pas là de réel partage opéré, puisqu'aucun bien distinct n'était donné. En conséquence de quoi l'ensemble de la donation-partage risque d'être requalifiée en donation simple, donc rappor-

table à la succession, obligeant ainsi les enfants dont les biens reçus ont pris de la valeur à indemniser financièrement les autres. Certes, il faudrait pour cela que l'un des enfants mène une action en justice. Mais pour ne courir aucun risque, mieux vaut insérer dans l'acte de donation-partage une clause prévoyant que, en cas de requalification, «l'augmentation de la valeur des biens s'imputera sur la quotité disponible de la succession et non sur la réserve des héritiers». Dès lors, les enfants qui se sont enrichis ne devront rien aux autres.

TESTAMENT-PARTAGE Très pratique pour le parent, mais plus coûteux pour les enfants

Par rapport à la donation-partage, le testament-partage – dont l'objectif est strictement identique – possède deux gros avantages : vous ne vous démunissez pas de votre vivant (un testament ne prend effet qu'au décès) et pouvez rédiger l'acte sans l'intervention d'un notaire, ce qui vous permet de le modifier ensuite à votre guise (lire nos conseils de rédaction à la page 20). Du côté des inconvénients : impossible de le faire à deux (chaque parent doit écrire son propre testament-partage), et les impôts, dus au décès du testateur, sont plus lourds qu'habituellement. En plus des ponctions habituelles opérées par le fisc, les enfants doivent en effet régler un droit de partager égal à 2,5% de la valeur des biens légués (droit qui n'existe pas avec la donation-partage, sauf en cas de donations antérieures réintégrées). ♦

AVEC UNE DONATION-PARTAGE		COMMENTAIRES
PASCAL	MYLÈNE	
80 000 euros (appartement locatif)	80 000 euros (portefeuille boursier)	Egalité parfaite, a priori, quel que soit le type de donation : les deux enfants reçoivent le même montant, l'un via un logement, l'autre à travers un portefeuille d'actions.
0 euro (pas de réintégration)	0 euro (pas de réintégration)	Alors que la donation-partage n'a pas à être réintégrée dans la succession, les donations simples doivent l'être, et leur valeur réévaluée à la date du décès du parent.
250 000 euros (500 000 ÷ 2)	250 000 euros (500 000 ÷ 2)	Les biens existant au décès (la maison, au prix stable par hypothèse), plus les donations simples à réintégrer, constituent la succession, à partager entre les enfants.
250 000 euros (500 000 ÷ 2)	250 000 euros (500 000 ÷ 2)	Avec la donation-partage, chacun reçoit la même part d'héritage restant. Avec les donations simples, Mylène doit faire profiter son frère Pascal de son enrichissement.

ASSURANCE VIE Indispensable si l'on est à la tête d'un important patrimoine financier

Pour transmettre une grosse somme d'argent à vos enfants, rien ne vaut l'assurance vie : à condition d'alimenter le contrat avant 70 ans, ils ne paieront souvent aucuns droits (lire page 36). Et comme le capital en compte ne fait pas partie de la succession, on peut, dans de larges limites (lire page 30), définir librement la répartition entre ses enfants.

TAXES Jusqu'à 568 730 euros d'exonération en comptant les abattements liés aux donations

Joli cadeau du fisc : tous les versements effectués sur le contrat avant 70 ans seront transmis hors impôts à hauteur de 152 500 euros par enfant. En ajoutant l'abattement de 100 000 euros sur les donations et celui de 31 865 euros lié au don familial (lire page 40), chaque enfant pourra recevoir 284 365 euros sans aucune taxe à régler. Et dans le cas où l'autre parent ferait pareil, le total « exonérable » atteindrait 568 730 euros.

VERSEMENTS APRÈS 70 ANS Le fisc est nettement moins généreux avec les bénéficiaires

L'assujettissement du contrat aux droits de succession dépend de sa date

d'ouverture, mais aussi de l'âge du souscripteur (lire le tableau page 36). Pour les versements réalisés avant vos 70 ans, on a vu que le paiement de droits ne s'applique, pour chaque bénéficiaire, qu'après un abattement de 152 500 euros. Par contre, une fois vos 70 ans passés, l'abattement tombe à 30 500 euros. Certes, il ne concerne que les versements (les gains sont exonérés de droits après 70 ans), mais cet abattement est unique : les bénéficiaires doivent se le répartir au prorata des capitaux reçus. En conclusion, si vous voulez que vos enfants paient le minimum de droits, dépêchez-vous de souscrire un contrat et de l'alimenter avant vos 70 ans.

ENFANTS BÉNÉFICIAIRES Par prudence, inscrivez également leur nom dans votre testament

Les bénéficiaires d'un contrat n'ont en principe rien à faire pour récupérer leur dû. C'est aux assureurs de les contacter au décès du souscripteur. Mais certains traînant les pieds (on compte plus de 5 milliards d'euros non reversés !), une récente loi est venue préciser leurs obligations. Ils doivent désormais contacter chaque année le RNIPP, le registre permettant de savoir si un assuré est encore

en vie. Et doivent déclarer leurs contrats au fichier central des assurances vie (Ficovie), document consultable par le notaire chargé de régler la succession. En théorie, le problème est donc réglé soit par l'assureur, soit par le notaire. Par sécurité, nous conseillons toutefois aux assurés de continuer à inscrire le nom des bénéficiaires dans leur testament. Et à ceux qui pensent figurer sur une clause d'un contrat de contacter l'association Agira (lire l'encadré ci-dessous).

ASSURANCE DÉCÈS A votre disparition, le capital prévu sera versé aux enfants hors impôts

Si vous n'avez pas un gros patrimoine, votre décès risque de poser de sérieux problèmes à votre famille, et notamment à vos jeunes enfants. En plus d'une assurance vie, un bon moyen de garantir leur avenir est d'ouvrir un contrat décès. En échange des cotisations versées (à 55 ans, comptez 65 euros par mois pour 80 000 euros de capitaux assurés), la compagnie s'engage, si le décès – et parfois l'invalidité – survient durant la période couverte (10, 15 ou 20 ans...), à leur verser la somme prévue, hors impôts. Parmi les contrats de qualité : celui de la Maif, de MMA ou de MAE. ♦

SERIEZ-VOUS BÉNÉFICIAIRE D'UN CONTRAT SANS LE SAVOIR ?

Et si vous aviez été désigné comme bénéficiaire d'une assurance vie sans jamais en avoir été informé par l'assureur ? Pour lever le doute, il ne faut pas hésiter à s'adresser à l'Agira (Association pour la gestion des informations sur le risque en assurance), qui effectue gratuitement les recherches auprès des compagnies. L'association est joignable par courrier (1, rue Jules-Lefebvre, 75431 Paris Cedex 09) ou, sur Internet (Agira.asso.fr). Pour valider une demande,

il suffit d'indiquer son état civil, celui du défunt, et d'y joindre l'acte officiel de décès. Une réponse n'est envoyée que si elle est positive (sous un mois et directement de la part de l'assureur concerné). A noter : si l'assuré est décédé depuis plus de dix ans, c'est vers le site Ciclade.fr qu'il faut s'orienter, sachant que les fonds ne vous seront plus versés si la demande intervient plus de trente ans après le décès (l'argent du contrat revient alors à l'Etat, sans recours possible).



Grâce à l'association Agira, vous saurez si vous êtes bénéficiaire ou non d'une assurance vie.

FAITES FAIRE DES ÉCONOMIES D'IMPÔTS À VOS CLIENTS !



Choisir Financ'île,

c'est réduire le montant de ses impôts tout en participant au **développement économique des Outre-mer**.



Financ'île, votre expert en **Girardin Industriel**

vous accompagne depuis **plus de 10 ans** dans le montage de vos opérations de défiscalisation.

Devenez partenaire pour profiter d'une **rentabilité de 15 à 21%**



Plus d'informations sur www.financile.com



Financ'île Paris
49, avenue Hoche – 75008 Paris
Tél. : 01 56 68 35 00 – Fax : 01 56 68 35 01

Financ'île Réunion
313 E, rue du Général Lambert – 97436 Saint-Leu
Tél. : 02 62 91 94 00 – Fax : 02 62 91 94 01

Mode d'emploi pour aider ses petits-enfants

PAGES 48 À 53

Effectuer des donations simples constitue, comme avec vos enfants, un excellent moyen d'avantager vos petits-enfants. S'ils s'agit de leur transmettre une somme relativement modeste, il y a toutefois mieux à faire : le don manuel, autrement dit la remise d'argent «de la main à la main» (en fait, l'opération peut être réalisée sous forme d'espèces, de chèques ou de virements bancaires). Inutile, dans ce cas, de passer par un notaire et, selon la loi, aucuns droits ne seront réclamés par l'administration

fiscale si le montant transmis à chaque petit-enfant est inférieur à 31 865 euros. Si des sommes plus importantes sont en jeu, il est néanmoins préférable de rédiger un testament en bonne et due forme, ou bien de transmettre, via un pacte adjoint, un contrat d'assurance vie. Et si vous craignez que votre petit-enfant dilapide les fonds que vous vous apprêtez à lui donner, rassurez-vous : dans tout acte notarié de donation, vous avez la faculté d'inclure des clauses permettant de contrôler l'usage qui sera fait de votre argent. Par exemple, vous pourrez obliger vos petits-enfants à l'utiliser pour acquérir une voiture ou un logement.

18 ans

Age minimal que doit avoir le petit-enfant pour qu'il puisse recevoir un «don familial d'argent» exonéré

100%

Avec la clause de retour, tous les biens donnés vous seront rendus si le petit-enfant décède avant vous

25 ans

Via un pacte adjoint, on peut empêcher son petit-enfant de dépenser l'argent donné tant qu'il n'a pas atteint cet âge



DONATION SIMPLE

Attention à ne pas empiéter sur la part réservée à ses enfants

Pour gratifier vos petits-enfants, la donation est tout indiquée, notamment en raison de ses avantages fiscaux. Pour éviter les frais de notaire, vous pouvez même opter pour le don manuel, en leur remettant un objet ou de l'argent (lire page 21). Plus simple encore, le présent d'usage, souvent des espèces destinées à marquer un événement (anniversaire, Noël...). Il échappe à tout impôt si son montant reste raisonnable. Dans tous les cas, gare à ne pas léser, parmi vos enfants, ceux qui ne sont pas encore parents.

MONTANT EXONÉRÉ Jusqu'à 31 865 euros par grand-parent, renouvelable tous les quinze ans

Une donation faite à son petit-enfant bénéficie d'un abattement de 31 865 euros tous les quinze ans. Et comme les

grands-parents des deux branches peuvent être mis à contribution, chaque petit-enfant peut ainsi empocher 127 460 euros (31 865 x 4) hors impôts, voire le double si chacun des quatre grands-parents âgé de moins de 80 ans consent aussi un «don familial d'argent» (lire plus bas). Ces dons ne doivent cependant pas écorner la réserve, c'est-à-dire la part légale dévolue à vos enfants. Sinon, à votre décès, ceux-ci pourraient exiger un dédommagement financier.

DON D'ARGENT Si vous avez moins de 80 ans, un abattement supplémentaire est possible

Comme vos enfants, vos petits-enfants peuvent, sous certaines conditions d'âge, bénéficier d'une donation d'argent en franchise de taxes. Ce «don familial», cumulable avec une donation

simple, peut se faire sous forme d'espèces, de chèque ou de virement. Il est exonéré de droits, pour chaque petit-enfant et chaque grand-parent, dans la limite de 31 865 euros tous les quinze ans. Conditions requises : le grand-parent doit avoir moins de 80 ans et le petit-enfant être majeur. En donnant 50 000 euros à un petit-fils, 31 865 euros échapperont ainsi au fisc au titre du don familial, et les 18 135 euros restants, inférieurs à l'abattement sur les donations simples, seront également exonérés.

ARRIÈRE-PETITS-ENFANTS Ils ont aussi droit au don familial d'argent exonéré de tout impôt

Avec l'allongement de l'espérance de vie, il n'est plus rare que des grands-parents côtoient leurs arrière-petits-enfants, parfois au-delà de leurs 18 ans. Pour leur donner un coup de pouce, ils peuvent leur consentir un don familial d'argent, lequel sera exonéré d'impôts jusqu'à 31 865 euros. Là encore, cet abattement, renouvelable tous les quinze ans, n'est valable que sous conditions d'âge (moins de 80 ans pour l'arrière-grand-parent, plus de 18 ans pour l'arrière-petit-enfant). Comme toute donation, celle-ci devra être déclarée aux services fiscaux dans le mois qui suit le transfert d'argent. A noter : cette largesse fiscale est cumulable avec la faculté pour tout arrière-grand-parent de faire à ses arrière-petits-enfants 5 310 euros de donation tous les quinze ans en franchise de droits.

NEVEUX ET NIÈCES Les services fiscaux ont aussi pensé à ceux qui n'ont pas eu d'enfants

Les personnes sans descendance ne sont pas oubliées. Dans ce cas, le don familial d'argent de 31 865 euros pourra être accordé à un neveu ou une nièce (ou à défaut, à un petit-neveu ou une petite-nièce), sans impôts à payer. Une gratification cumulable avec la franchise fiscale de 7 967 euros (renouvelable tous les quinze ans) liée aux donations simples consenties aux neveux et nièces. ♦

DES CLAUSES POUR CONTRÔLER L'USAGE DU BIEN DONNÉ

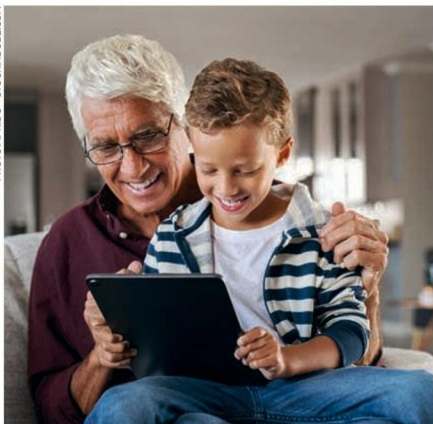
Au moment de réaliser votre donation, libre à vous de faire insérer dans l'acte notarié des clauses spécifiques vous permettant de

contrôler l'usage qu'en fera le bénéficiaire. Il y a ainsi la clause «d'interdiction d'aliéner et d'hypothéquer», une limitation du droit de propriété qui prive le

petit-enfant de la possibilité de vendre, sans votre accord, le bien que vous lui avez transmis. La clause «d'emploi», elle, concerne les donations d'argent. Elle stipule que le bénéficiaire doit obligatoirement employer les sommes reçues pour acheter tel ou tel bien (souvent une habitation). La clause de «retour conventionnel» est d'une nature un peu particulière : elle permet de faire revenir le bien donné dans votre patrimoine si le petit-enfant décède avant vous sans laisser de descendants.

Une clause «d'emploi» obligera le petit-enfant à utiliser l'argent pour acheter un bien précis, par exemple un logement.

PHOTO : I. RIDD - STOCKADOBEE.COM





FAIRE UN LEGS AUX RESTOS, C'EST AVANT TOUT NOURRIR UN IDÉAL.



Grâce à vous,
le cœur des Restos va battre encore longtemps.

Complétez votre demande de **documentation gratuite et sans engagement**
et retournez-la sous enveloppe affranchie au service Libéralités & Philanthropie

SERVICE LIBÉRALITÉS & PHILANTHROPIE

Pour être contacté de manière confidentielle et personnalisée, nous sommes à votre disposition.

ANGÉLIQUE BILLAUT
LES RESTAURANTS DU CŒUR
SERVICE LIBÉRALITÉS & PHILANTHROPIE
42, rue de Clichy 75009 PARIS
Téléphone : 01 53 32 23 13
Mail : servicelegs@restosducoeur.org

www.restosducoeur.org

DEMANDE DE DOCUMENTATION

Je souhaite recevoir votre documentation sur :

☐ Le legs ☐ La donation ☐ L'assurance-vie

☐ Je désire être contacté(e) personnellement par le service Libéralités & Philanthropie

☐ M ☐ Mme ☐ Mlle

Nom

Adresse

Code Postal

Email

Téléphone

Nous répondrons à votre demande sans délai, en toute confidentialité et sans aucun engagement de votre part.

Protection des données personnelles

En transmettant ce bulletin, vous acceptez le traitement informatisé des données nominatives qui vous concernent en conformité avec le Règlement (UE) 2016/679, la directive (UE) 2016/80 du 27 avril 2016 et les dispositions de la loi n°2004-801 du 6 août 2004 relative à la protection des personnes et modifiant la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés. Comme indiqué dans notre politique de protection des données personnelles (www.restosducoeur.org/ confidentialité), vous pourrez exercer votre droit d'accès et de rectification garanti par les articles 39 et 40 de cette loi en vous adressant à : relations.donneurs@restosducoeur.org

Avantage de la donation graduelle :
le patrimoine transmis par les grands-parents
est assuré de rester dans le giron familial.



PHOTO: © MONKEY BUSINESS - STOCK.ADOBE.COM

DONATION GRADUELLE ET RÉSIDUELLE : UNE TRANSMISSION DES BIENS EN DEUX TEMPS

Ces dispositions d'un genre particulier vous permettent de donner des biens de votre vivant en désignant dans l'acte deux bénéficiaires successifs. Avec la donation graduelle, le premier bénéficiaire (votre enfant, par exemple) doit conserver les biens, lesquels, à son décès, sont automatiquement transmis au second bénéficiaire (ici,

votre petit-enfant). Une manière de s'assurer que le patrimoine reste dans la famille. La donation résiduelle est sensiblement plus souple : le premier bénéficiaire n'est pas forcé de conserver les biens (il peut les vendre). A sa disparition, c'est donc seulement ce qu'il restera de ces biens qui sera transmis au second bénéficiaire désigné.

DONATION TRANSGÉNÉRATIONNELLE

Privés d'une partie de leurs droits, les enfants peuvent toujours s'opposer à la manœuvre

Si votre souhait est d'aider à la fois vos enfants et vos petits-enfants (voire vos arrière-petits-enfants), le mieux à faire est de recourir à la donation-partage transgénérationnelle. La règle de départ est la suivante : les biens donnés aux petits-enfants sont prélevés sur la part de réserve des enfants. A l'intérieur de ce schéma, vous pouvez répartir vos biens à votre guise et privilégier (ou exclure) certains de vos enfants ou de vos petits-enfants. Avec un avantage supplémentaire : contrairement aux donations classiques, les biens ainsi transmis ne sont pas « rapportables » à la succession (lire page 70). A votre disparition, les bénéficiaires n'auront donc pas de comptes à rendre aux autres héritiers. Signalons enfin qu'une donation-partage transgénérationnelle ne peut pas être consentie à vos seuls petits-enfants, elle doit concerner au moins l'un de vos enfants.

ACCORD DES ENFANTS Il vous faudra nécessairement l'obtenir avant de procéder à la donation

Une donation-partage transgénérationnelle ne peut pas être librement réalisée par des grands-parents, car en gratifiant ses petits-enfants, on risque également de mécontenter ses enfants. Avec une

telle donation, en effet, tout ce qui est transmis aux petits-enfants est retranché de la part de succession revenant normalement aux enfants. Pour éviter de mettre ces derniers devant le fait accompli, la loi précise qu'ils gardent la possibilité de s'opposer à ce que leurs propres enfants soient avantagés à leur détriment. Concrètement, il est donc impossible d'imposer à l'un de vos enfants de renoncer à ses droits d'héritier réservataire au profit de ses descendants. Son accord écrit est indispensable à la validation de l'acte notarié.

PARTAGE DES BIENS Vous pouvez avantager l'un de vos enfants ou de vos petits-enfants

Vous n'êtes absolument pas obligé d'inclure dans la donation-partage tous vos enfants et tous vos petits-enfants. Au contraire, vous pouvez choisir le type de répartition qui vous convient. Rien ne vous empêche donc d'avantager par ce biais certains de vos descendants, et cela même s'ils appartiennent à la même fratrie. En supposant que vous ayez trois enfants, dont deux garçons et une fille, vous pouvez, par exemple, consentir une donation-partage transgénérationnelle au profit de tous vos enfants et de tous vos petits-enfants, ou

bien de vos deux fils et de tous les enfants de votre fille (avec l'accord de cette dernière), ou encore de votre premier fils et des enfants du deuxième (avec son accord), le tout en écartant délibérément votre fille et ses enfants de l'opération réalisée. A votre disparition, le notaire chargé de régler la succession devra quand même vérifier que chacun de vos enfants a bien recueilli sa part de réserve, compte tenu des biens que leurs propres enfants ont reçus, et qui s'imputent d'office sur cette réserve.

IMPÔTS DUS Dans certains cas, un petit-enfant peut bénéficier de deux abattements fiscaux

Le régime fiscal des donations-partages transgénérationnelles est identique à celui des donations ordinaires (lire le tableau récapitulatif publié à la page 88). L'abattement sur les droits applicables entre le grand-parent donateur et ses petits-enfants est donc de 31 865 euros par bénéficiaire. Demeure le cas particulier du petit-enfant gratifié à la place de sa mère ou de son père décédé prématurément, qui bénéficie d'un double abattement fiscal : l'un de 100 000 euros, applicable entre le parent et son enfant, l'autre de 31 865 euros, applicable entre le grand-parent et son petit-enfant. ♦

LA FINANCIÈRE DU PHARE

Une approche novatrice de la gestion du patrimoine familial

Société de services indépendante, fondée par Olivier Noraz, La Financière du Phare traite tous les sujets inhérents à l'organisation, la croissance ou cession du patrimoine des familles entrepreneuriales. Son fondateur a conçu de toutes pièces une méthode originale fondée sur la compréhension des valeurs familiales et des comportements générationnels.



Ce Family Office accompagne en particulier ses clients dans le développement, la gestion puis la transmission ou cession des entreprises familiales. Un sujet particulièrement sensible avec l'arrivée d'une nouvelle génération aux aspirations et aux comportements souvent très différents de ceux de leurs parents, ce qui peut déclencher des divergences générationnelles et de gouvernance.

" De façon générale, les parents sont dans une optique de construction progressive du patrimoine familial quand leurs enfants s'inscrivent dans une dynamique et une temporalité beaucoup plus immédiate " - Olivier Noraz.

Une approche centrée sur l'humain

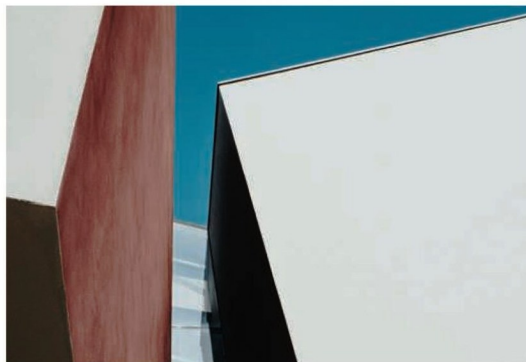
Olivier Noraz a vite établi ce constat : le sujet patrimonial au sein des familles n'est plus uniquement d'ordre fiscal ou juridique. Les relations transgénérationnelles prennent désormais une place prépondérante et sont régulièrement occultées par les professionnels. Il les a donc intégrées pleinement dans son approche du métier.

Après un parcours de formations poussé, il a ainsi enrichi au fil du temps l'offre de services de sa société en lui intégrant des outils et des enseignements tirés du management, du développement personnel et de la communication. En filigrane, ce sont les individus et leur rapport au patrimoine qui l'intéressent.

" J'entends par patrimoine, ce qui est relatif aux biens mais aussi aux valeurs intrinsèques du groupe familial et aux individus qui le composent " - Olivier Noraz.



L'objectif d'une organisation réussie ? Comprendre les interactions entre générations, identifier les schémas comportementaux positifs et ceux qui doivent être travaillés pour assurer le pérennité du patrimoine, tout en réunissant les conditions juridiques, économiques et fiscales.



Trois pôles distincts

La Financière du Phare est structurée en trois pôles distincts : gouvernance, ingénierie et services. Gouvernance, qui se concentre sur la relation parent-enfant, est la porte d'entrée aux autres départements. Ce temps dédié à l'écoute des motivations des membres de la famille permet de donner du sens aux valeurs familiales et ainsi de valoriser des stratégies avec des objectifs à fort potentiel de réussite.

Sur la base de ses constats, Ingénierie apporte des réponses techniques sur tous les sujets de droit et de finance.

Enfin, Services accompagne au quotidien les clients dans la mise en œuvre des préconisations d'Ingénierie dans une démarche proactive, personnalisée selon la feuille de route définie.

Une approche novatrice et originale que son créateur a l'ambition de pérenniser en créant un jour une école de formation pour professionnels de la gestion de patrimoine. En attendant, la Financière du Phare recrute pour étoffer son équipe composée à l'heure actuelle d'une dizaine de collaborateurs.



www.lafinanciereduphare.com

PACTE ADJOINT À L'ASSURANCE VIE

L'âge auquel le petit-enfant pourra percevoir l'argent du contrat peut être fixé à l'avance

Le meilleur moyen d'avantager vos petits-enfants reste l'assurance vie. Vous pouvez les gratifier en souscrivant un contrat à leur nom avant même qu'ils aient atteint l'âge de la majorité, et prévoir de différer le versement du capital en compte au moment où cela leur sera le plus utile, c'est-à-dire lors de leur entrée dans la vie active. Il faudra dans ce cas leur consentir un don d'argent assorti d'un « pacte adjoint », document qui les obligera à placer ces fonds dans une assurance vie. Sinon, vous pouvez en faire les bénéficiaires d'un contrat souscrit à votre nom, mais ils percevront seulement le capital placé à votre disparition.

BÉNÉFICE D'UN CONTRAT Aucuns droits de succession jusqu'à 152 500 euros transmis

En désignant un petit-enfant comme bénéficiaire d'un contrat d'assurance vie, vous pouvez lui transmettre, à votre

Le pacte, à travers ses clauses, doit vous permettre de garder le contrôle sur l'argent donné jusqu'à ce que le petit-enfant ait au moins 18 ans.

décès, une somme d'argent allant jusqu'à 152 500 euros, sans qu'il ait aucun impôt à régler à l'administration fiscale (lire le tableau de la page 36). Autre atout du placement : le capital accumulé (les versements plus les gains réalisés) ne faisant légalement pas partie du patrimoine composant votre succession, il n'est pas soumis au respect de la réserve héréditaire de vos enfants. Mais répétons-le : en cas de versements excessifs sur le contrat, c'est-à-dire allant au-delà du raisonnable eu égard au montant de vos revenus annuels ou de votre patrimoine global, vos enfants pourront mener une action devant les tribunaux afin d'exiger la réintégration de la totalité du contrat dans l'actif de la succession (lire les détails à la page 31).

DON MANUEL AVEC PACTE ADJOINT Choisissez le contrat dans lequel l'argent sera investi

Cette opération, relativement simple à effectuer, suppose que vous consentiez un don manuel d'argent à votre petit-enfant. Ce don sera accompagné d'un pacte écrit (lire l'encadré ci-dessous) dans lequel sera insérée une clause qui contraindra le bénéficiaire à investir les

sommes données en assurance vie (par prudence, mieux vaut sélectionner vous-même le contrat). Le don va bénéficier de l'abattement de 31 865 euros applicable entre grand-parent et petit-enfant, mais ce dernier ne pourra recevoir l'argent, au mieux, qu'à ses 18 ans. Rappel : ce n'est que huit ans après la souscription du contrat que la fiscalité de l'assurance vie devient attractive.

ADMINISTRATION Insérez des clauses dans le pacte pour avoir la main sur la gestion des fonds

Vous pouvez renforcer votre contrôle sur le contrat en ajoutant dans le pacte adjoint une clause de gestion qui vous permettra de l'adapter à l'évolution des marchés. En effet, une assurance vie n'est pas figée, elle doit être suivie de près, ce qui exige quelques compétences. Dès lors, ce sera à vous – ou à un expert de la compagnie qui agira par délégation – de choisir les types de support (prudent, équilibré ou dynamique) qui vous paraîtront les plus appropriés. Vous pouvez aussi inclure une clause d'inaliénabilité prévoyant que le bénéficiaire ne pourra pas disposer du capital avant un âge défini (25 ans au maximum). ♦

LES CINQ POINTS CLÉS D'UN PACTE ADJOINT À UN DON MANUEL

- 1 Mieux vaut déclarer le don au fisc (l'enregistrement est gratuit et aucun droit ne sera dû si le don n'excède pas l'abattement légal de 31 865 euros). Cela vous permettra de bénéficier à nouveau de l'abattement quinze ans après.
- 2 Désignez précisément le contrat d'assurance vie, ouvrez-le au nom de votre petit-enfant (l'accord des parents est requis s'il est

mineur) et faites-y virer l'argent qui a été donné.

- 3 Cette clause vous permet, jusqu'à 18 ans de votre petit-enfant, de procéder librement aux arbitrages entre les compartiments du contrat (fonds en euros sécurisés, fonds obligations, fonds actions...) selon vos anticipations des marchés financiers.
- 4 Toute demande de sortie d'argent, d'avance ou de mise en garantie

du contrat sera soumise à votre consentement jusqu'à l'âge que vous indiquez. À signaler : cet âge doit être compris entre 18 et 25 ans.

- 5 Clause qui garantit que, si votre petit-enfant décède avant l'âge indiqué dans la clause précédente, vous récupérez l'argent donné. Par contre, les gains du contrat seront transmis à ses héritiers légaux (enfants ou parents).

Le document est une formule de « Pacte adjoint au don manuel » de Generali Vie. Elle est structurée en sections numérotées de 1 à 5, correspondant aux cinq points clés du pacte :

- 1** : Informations personnelles et coordonnées du Donateur et du Bénéficiaire.
- 2** : Choix de l'assurance vie (assurance vie ou capitalisation) et désignation du contrat.
- 3** : Clause de gestion des fonds (arbitrages, gestion prudente, équilibrée ou dynamique).
- 4** : Clause d'inaliénabilité temporaire (choix de l'âge de sortie d'argent, entre 18 et 25 ans).
- 5** : Désignation des bénéficiaires (héritiers légaux ou autres).

LEXIQUE

ABATTEMENT Part d'héritage qui échappe aux droits de donation ou de succession. Le calcul des droits s'effectue sur la fraction de biens recueillie par l'héritier, déduction faite de l'abattement dont il bénéficie. Son montant dépend du lien de parenté avec le défunt. Par exemple, un enfant peut recevoir jusqu'à 100 000 euros de son père ou de sa mère sans droits à payer.

CLAUSE D'EMPLOI Disposition prise par une personne qui fait une donation d'argent. Cette clause, insérée dans l'acte, oblige le bénéficiaire à employer l'argent pour acquérir un bien précis (généralement un logement), ou l'investir sur un placement défini (une assurance vie dans le cas du pacte adjoint au don manuel).

DON MANUEL Remise de la main à la main d'un objet, d'un chèque ou d'espèces (un virement bancaire entre aussi dans la catégorie des dons manuels), sans qu'un notaire soit obligé de valider l'acte. Néanmoins, le don manuel doit normalement être déclaré aux impôts. L'avantage de cette déclaration est qu'elle permet de dater le don, et ainsi de pouvoir profiter d'un nouvel abattement fiscal au bout de quinze ans.

INALIÉNABILITÉ Clause insérée dans un acte de donation visant à interdire au bénéficiaire de vendre (ou de donner) le bien transmis sans l'accord du donateur. Cette disposition permet de faire jouer le droit de retour conventionnel (lire plus loin). A noter : inséré



DON MANUEL
La remise d'argent de la main à la main (en espèces, par chèque ou virement bancaire) n'exige pas de faire intervenir un notaire.

dans un pacte adjoint, la clause d'inaliénabilité peut aussi interdire temporairement au bénéficiaire du don d'utiliser cet argent.

LIBÉRALITÉ Acte par lequel une personne va transmettre un avantage ou un bien à une autre personne, cela sans aucune contrepartie (on parle dans ce cas de transmission à titre «gratuit»). Une libéralité peut se consentir par voie de donation ou par voie testamentaire. Elle peut aussi être faite en pleine propriété, en nue-propriété ou en usufruit, et inclure éventuellement des charges (assurer l'éducation d'un enfant mineur, par exemple).

MUTATION Opération par laquelle un bien change de propriétaire. Elle est assujettie au paiement de taxes (généralement dues par le nouveau propriétaire du bien), appelées «droits». Il faut distinguer deux cas : les droits de mutation à titre «gratuit» (transfert de propriété par donation ou

succession) et les droits de mutation à titre «onéreux» (la vente d'un bien immobilier, par exemple).

RETOUR CONVENTIONNEL Clause pouvant être insérée dans un acte de donation, qui permet au donateur d'un bien de le récupérer si le bénéficiaire venait à décéder avant lui sans laisser de descendance. Cette réintégration du bien donné dans le patrimoine du donateur s'opère sans aucuns droits à payer.

SOUCHE Lorsque des petits-enfants héritent de leur grand-parent à la place de leur propre parent décédé, ils constituent une «souche». Quand, dans une succession, se trouvent plusieurs souches, le partage des biens du défunt s'opère d'abord par souche (à égalité, quel que soit le nombre de petits-enfants par souche), puis, au sein de chaque souche, le partage se fait par tête (là encore, à égalité de parts).

Les solutions adaptées aux familles recomposées

PAGES 56 À 60

Selon le recensement de la population réalisé en 2021, on compte en France plus de 725 000 familles «recomposées», c'est-à-dire formées d'un couple (marié ou non) vivant avec au moins un enfant né d'une liaison précédente. Près d'une famille avec enfants sur dix est concernée, et pourtant le cadre juridique des successions, qui n'a pas été prévu pour gérer ces situations, ne s'y est toujours pas adapté. Ainsi, si les droits héréditaires de vos enfants (issus de l'union actuelle ou passée) sont depuis

longtemps garantis par la loi, votre nouveau partenaire de vie, qu'il soit pacsé ou concubin, et ses propres enfants ne toucheront rien de votre succession sans mesure de protection prise à leur profit de votre vivant. Le mariage – doublé au besoin d'une donation entre époux – et l'adoption des enfants de l'autre sont les solutions les plus efficaces pour sécuriser l'avenir de sa famille recomposée, mais il en existe d'autres, moins radicales, comme le choix du régime de l'indivision, les legs «croisés», le pacte de famille, les donations-partages «conjonctives» ou, encore plus simple à mettre en œuvre, la souscription d'un contrat d'assurance vie.

75%

Pourcentage de la succession que recueilleront les enfants si leur parent s'est marié en séparation de biens

0 €

Aucuns droits sur les 100 000 premiers euros de biens transmis aux enfants du partenaire si le défunt les a adoptés

50%

Proportion des biens du couple que le survivant aura le droit de recevoir s'il est pacsé sous le régime de l'indivision



SÉCURISER L'AVENIR DU NOUVEAU PARTENAIRE

Parmi les solutions mises à disposition, le mariage reste la plus efficace

Le plus sûr moyen de protéger son nouveau partenaire quand on décide de se remettre en couple et de fonder une famille recomposée, c'est de s'unir par les liens du mariage. Encore que cela ne suffira pas toujours à apporter la sécurité voulue au conjoint survivant, notamment en présence d'enfants du défunt issus d'une précédente liaison. Récapitulatif des mesures de précaution qu'il est possible de prendre, y compris pour les couples qui ne souhaitent pas se marier.

MARIAGE Vous lui donnez droit à percevoir une part d'héritage, plus une pension de réversion

Se passer la bague au doigt constitue une solution très efficace pour garantir l'avenir de l'autre. Une classique union sans contrat de mariage, donc de la communauté «réduite aux acquêts», lui permettra de recueillir, hors impôts, 100% de la succession en usufruit ou 25% en pleine propriété (seul choix possible si son conjoint a eu des enfants d'un autre lit). Il aura aussi le droit de percevoir 50% des biens acquis par le

couple durant le mariage, même si le défunt a tout payé de sa poche, sans que ses enfants puissent le contester. En prime, contrairement aux concubins et pacsés, il pourra prétendre à une pension de réversion (à partir de 55 ans).

AVANTAGES MATRIMONIAUX La donation entre époux n'est pas contestable par les enfants

Insérer dans son contrat de mariage des dispositions particulières (par exemple, une clause de partage inégal) permet d'accroître la part d'héritage du conjoint survivant. Mais gare : les enfants du disparu pourront faire réduire ces avantages en justice s'ils les estiment excessifs (lire page 28). Mieux vaut lui consentir une donation entre époux, qui est incontestable. Outre l'usufruit de la succession, elle offre deux options supplémentaires : soit 25% des biens en pleine propriété et 75% en usufruit, soit toute la quotité disponible (lire page 26). Lorsque le conjoint à favoriser est à peine plus âgé que les enfants de l'autre, la donation entre époux est toutefois à manier prudemment : ces derniers, si le

survivant opte pour l'usufruit, risquent de ne jamais percevoir leur héritage...

INDIVISION Les biens acquis par un des pacsés deviennent la propriété de l'autre pour moitié

Le Pacs autorise le survivant à rester un an dans le logement du couple. Rien de plus. Le minimum de protection à lui apporter est donc d'opter, à la signature du pacte, pour le régime d'indivision, grâce auquel tous les biens achetés par l'un ou l'autre durant l'union seront réputés appartenir aux deux pour moitié. Exemple : une habitation, payée à 100% par l'un, reviendra à 50% à l'autre en cas de décès, au lieu d'être intégralement transmise aux héritiers du défunt.

ASSURANCE VIE Aucun impôt à régler pour le survivant, ni de comptes à rendre aux héritiers

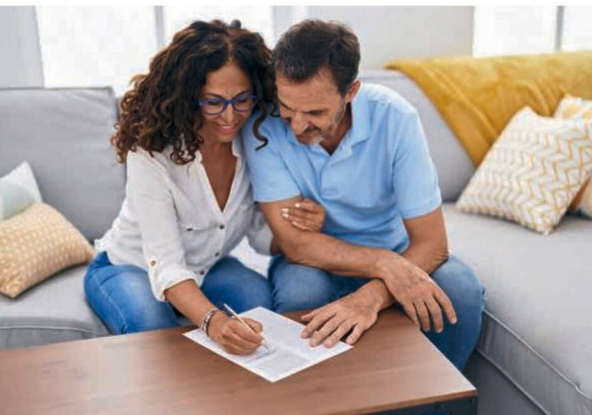
Que l'on soit marié, pacsé ou concubin, l'assurance vie est la solution idéale pour léguer de l'argent à son nouveau partenaire de vie. Pas de souci du côté des enfants : dès lors que les montants octroyés ne sont pas exagérés (lire page 30), ils n'auront aucun recours. Pour le concubin survivant, soumis d'ordinaire à de très lourds droits de succession (60%), l'affaire est encore plus rentable, puisque les 152 500 premiers euros reçus échapperont totalement au fisc. ♦

Les partenaires de Pacs peuvent se léguer l'un à l'autre certains biens pour s'assurer une protection mutuelle.

TESTAMENTS CROISÉS : UNE MESURE DE SÉCURITÉ SUPPLÉMENTAIRE POUR LES PACSÉS

Le gros défaut de l'indivision entre pacsés est que la part d'héritage du défunt (50% des biens du couple) est transmise à ses enfants, réduisant la protection du survivant. La solution ? Faire deux testaments «croisés», où chacun lègue à l'autre sa part de communauté ou un bien propre. Ces legs ne devant pas empiéter

sur la réserve des enfants, il suffira de léguer l'usufruit du bien, par exemple de sa part du logement si l'objectif est que le survivant ait un toit jusqu'à la fin de ses jours. A noter : les concubins, à l'inverse des pacsés, paient des droits de succession sur les legs reçus. En guise de protection, il vaut mieux qu'ils utilisent l'assurance vie.



GROUPE MAGELLIM

Acteur global et intégré de l'investissement

Fondé en 2018, le Groupe Magellim est en phase de croissance accélérée depuis 2021. Il contrôle aujourd'hui les sociétés de gestion A Plus Finance, Turgot Capital, Foncière Magellan, société historique du Groupe, ainsi que Baltis et Proxima (crowdfunding immobilier). Son ambition ? Apporter à ses clients des projets d'investissements immobiliers durables, responsables et porteurs de sens pour les territoires. Rencontre avec Guillaume Hilaire, Directeur développement du Groupe Magellim.



En quoi la croissance externe du groupe apporte-t-elle des réponses aux investisseurs ?

La stratégie du Groupe Magellim est d'être un acteur global de l'investissement engagé pour les entreprises et les territoires de demain. La structuration du Groupe

permet de proposer des stratégies d'investissements à tous les profils d'investisseurs, depuis le particulier à travers la plateforme de crowdfunding gérée par Baltis aux investisseurs professionnels ou assimilés plus avertis (Foncière Magellan, Turgot, A Plus Finance...) et aux institutionnels avec l'offre d'A Plus Finance. Nous intégrons l'ensemble des savoir-faire en investissement immobilier et offrons un point d'entrée pour une diversité d'actifs au service des stratégies patrimoniales et des ambitions des territoires. Le Groupe Magellim dispose d'une liberté unique pour construire les projets d'investissement offrant les meilleures opportunités pour ses clients, sans frontière entre les savoir-faire spécifiques à chaque actif.

Qu'est-ce qu'un investissement porteur de sens pour les territoires ?

Le Groupe Magellim analyse les besoins des territoires pour proposer le projet immobilier qui répondra aux enjeux de demain. C'est cette vision à long terme qui assure à nos véhicules d'investissements des rentabilités moins vulnérables aux soubresauts conjoncturels et affichant de très belles performances. Le Groupe Magellim travaille ainsi des thématiques comme le renouvellement urbain et propose pour y répondre de nouveaux lieux hybrides mixant les usages (commerces, habitat, médical, activités...) pour calibrer parfaitement le projet aux besoins du territoire. Cette vision se couple bien évidemment à des ambitions fortes en matière d'ESG. Le Groupe propose ainsi des fonds d'investissement engagés sur des thématiques sociétales

et environnementales comme l'éducation, le voyage, la santé, la restructuration d'actifs...et labellisés ISR (Investissement Socialement Responsable).



Un groupe en forte croissance externe

2021 : rapprochement avec A Plus Finance (société de gestion agréée par l'AMF) et Baltis
2022 : le Groupe Magellim rachète Turgot Asset Management (société de gestion agréée par l'AMF) et Proxima

Quelles sont les ambitions du fonds de fonds à impact lancé fin janvier ?

Lancé le 23 janvier 2023 avec le groupe SOS, leader de l'entrepreneuriat social en Europe, le fonds de fonds à impact Impact Source évalue, accompagne et finance des fonds à impact à vocation française et européenne. Son objectif est de réunir 300 millions d'euros d'ici mi-2024 et de renforcer la présence européenne du Groupe. L'expertise rigoureuse du Groupe Magellim garantit l'impact réel des investissements alloués tout en réservant de belles opportunités de rentabilité.

Chiffres clés

2018 : Création du Groupe
par Steven Perron
+ 120 collaborateurs
3,5 mds € d'actifs sous gestion



Créé en 2017 par Turgot AM, le SCI ViaGénération est le premier fonds voyage du marché accessible au grand public en UC via l'assurance-vie et le PER.

GROUPE
MAGELLIM

www.magellim.fr

Pour préserver les intérêts des enfants issus d'une union passée, mieux vaut signer un contrat de mariage en séparation de biens.



PHOTO : © GOODLUZ - STOCK.ADOBE.COM

LES ATOUTS DU MARIAGE SOUS LE RÉGIME DE LA SÉPARATION DE BIENS

Lorsqu'on a un peu de patrimoine et qu'on désire le transmettre en priorité à sa progéniture, le mariage en séparation de biens présente un gros avantage : puisqu'il n'y a pas de biens communs à partager avec l'autre conjoint, ce sont ses propres enfants qui reçoivent le gros de sa succession. Et ceux d'un premier lit sont favorisés,

car, à l'inverse des enfants communs du couple, ils n'auraient jamais hérité du conjoint survivant (ils n'ont aucun lien de parenté avec lui). Notez que ce dernier ne sera pas totalement démuné : sauf à le déshériter (lire ci-dessous), il pourra toujours, en présence d'enfants d'une autre liaison, recueillir 25% de la succession.

PRIVILÉGIER SES PROPRES ENFANTS

Il est possible de leur attribuer par testament l'intégralité de son patrimoine

Renforcer la protection de ses propres enfants au sein d'une famille recomposée est toujours une opération délicate à mener. Selon les cas de figure, on peut chercher à avantager ceux d'une précédente union si on les juge mal lotis, ou les petits derniers, issus du couple actuel, si leur destinée paraît moins sûre. On peut également vouloir répartir 100% de ses biens entre tous ses enfants, ou bien ménager les intérêts financiers des autres membres du foyer, à commencer par son nouveau partenaire de vie. Voici quatre manières de parvenir à vos fins.

DONATION-PARTAGE Pour rétablir l'équité avec vos enfants issus d'une précédente union

Vous avez commencé à bâtir un joli patrimoine avec votre nouveau conjoint ? Si vous êtes marié avec lui sous le régime classique de la communauté légale, alors vos enfants nés d'un premier lit, non héritiers de ce conjoint, seront pénalisés par rapport à ceux de votre couple actuel (les seuls à hériter de vous deux). Pour rétablir l'équité, vous pouvez effectuer une donation-partage (lire page 42) : vous répartissez tout ou partie de vos biens entre tous vos enfants, en octroyant, comme la loi le permet,

une part plus grande à certains d'entre eux (ici, vos aînés). Il faudra seulement être attentif à ne pas priver les cadets de leurs droits légaux sur la succession.

DONATION GRADUELLE Conjoint et enfants hériteront de vos biens successivement

Si votre objectif est de favoriser vos enfants sans pour autant déposséder votre nouveau conjoint, pensez à la donation « graduelle » : vous donnez ou léguerez un bien à ce dernier, dont il profitera de son vivant, mais qui, à sa disparition, reviendra automatiquement à vos enfants. Le bien en question (logement, mobilier...) restera ainsi à votre famille d'origine et ne bénéficiera jamais aux enfants du conjoint. Attention : une variante, appelée donation « résiduelle », permet au conjoint de vendre le bien en cas de besoin. Tant pis pour vos enfants, qui ne recueilleront alors plus rien.

ASSURANCE VIE Vous n'êtes pas obligé d'attribuer les mêmes sommes à chacun des enfants

Pour avantager ses enfants, l'assurance vie reste un modèle de souplesse. Nul besoin de respecter un quelconque équilibre entre les bénéficiaires désignés : vous pouvez, par exemple, attri-

buer un capital de 75 000 euros à chacune de vos deux filles nées de votre actuel mariage, et rien à votre fils âgé de 35 ans, issu d'une liaison passée et déjà largement comblé professionnellement. Le seul risque encouru est d'empiéter sur leur réserve légale (25% de vos biens par enfant avec trois enfants), ce qui pourrait les inciter à demander à un juge la réintégration des contrats dans votre succession (lire page 30).

TESTAMENT La loi vous permet de déshériter totalement votre conjoint au profit de vos enfants

Selon la loi, le conjoint survivant devient héritier « réservataire », et a droit à ce titre à 25% de la succession de son défunt conjoint, si ce dernier n'a aucune descendance. À l'inverse, s'il laisse des enfants (communs ou pas), il a le droit de déshériter son conjoint et de léguer 100% de ses biens à ses enfants. Il lui suffit pour cela de faire son testament (seul ou devant notaire) et d'y indiquer cette volonté. Une solution moins radicale consistera à substituer aux droits légaux du conjoint des droits inférieurs. Par exemple, seulement l'usufruit d'un portefeuille d'actions. De quoi permettre, à son décès, aux enfants nus-propriétaires de récupérer les titres, hors impôts. ♦

ABONNEZ-VOUS À **Capital** AU MEILLEUR PRIX !



PRIX DU MAGAZINE
8€15 PAR MOIS

FRAIS DE LIVRAISON
1€19 PAR MOIS

NOTRE OFFRE

7€30
/ MOIS
au lieu de 9€34

12 numéros par an + 6 hors-série

BON D'ABONNEMENT RESERVÉ AUX LECTEURS DE **Capital**

CHOISISSEZ VOTRE ABONNEMENT

☐ OFFRE ANNUELLE⁽¹⁾ 12NOS + 6HS

79€90 par an
au lieu de 112,10€

Mon abonnement annuel sera renouvelé à date anniversaire sauf résiliation de ma part

☐ OFFRE MENSUELLE⁽²⁾

7€30 par mois
au lieu de 9,34€

Abonnement sans engagement, arrêté à tout moment

@ EN LIGNE SUR **PRISMASHOP.FR**

-15%
supplémentaires

✉ **PAR COURRIER**

Directement via l'url suivante :

www.prismashop.fr/HCPSPN17



Traitement immédiat
de votre commande



Un paiement
sécurisé



Version digitale offerte
+ ses archives

1 Je renseigne mes coordonnées* ☐ M^{me} ☐ M.

Nom* :

Prénom* :

Adresse* :

Code Postal* :

Ville* :

2 Je joins un chèque à l'ordre de Capital

À renvoyer sous enveloppe affranchie à :

Capital - Service Abonnement - 62066 ARRAS CEDEX 9



PAR TÉLÉPHONE 0 826 963 964

Service 0,20 € / min
+ prix appel

*Informations obligatoires, à défaut votre abonnement ne pourra être mis en place. (1) Abonnement annuel automatiquement reconduit à date anniversaire. Le Client peut ne pas reconduire l'abonnement à chaque anniversaire. PRISMA MEDIA informera le Client par écrit dans un délai de 3 à 1 mois avant chaque échéance de la faculté de résilier son abonnement à la date indiquée, avec un préavis avant la date de renouvellement. A défaut, l'abonnement à durée déterminée sera renouvelé pour une durée identique. (2) Offre sans engagement : je peux résilier mon abonnement à durée indéterminée à tout moment par appel (voir CGV sur le site prismashop.fr), les prélèvements seront aussitôt arrêtés. Délai de livraison du 1er numéro, 8 semaines environ après enregistrement du règlement dans la limite des stocks disponibles. Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique par PRISMA MEDIA à des fins de gestion des abonnements, fidélisation, études statistiques et prospection commerciale. Conformément à la loi informatique et libertés du 6 janvier 1978 modifiée, vous pouvez consulter les mentions légales concernant vos droits sur les CGV de prismashop.fr ou par email à dpo@prismamedia.com. Offre réservée aux nouveaux abonnés de France métropolitaine. Photos non contractuelles. Les archives numériques sont accessibles durant la totalité de votre abonnement.

HCPSPN17



GRATIFIER LES ENFANTS DU PARTENAIRE

Il y a mieux à faire que de leur donner ou de leur léguer des biens

Ne faisant pas partie de la liste de vos héritiers légaux, les enfants de votre nouveau partenaire de vie sont considérés par la loi comme des étrangers à votre famille : non seulement vous ne pourrez pas leur transmettre ce que vous voulez (la part de réserve héréditaire de vos enfants doit être respectée à l'euro près), mais ils subiront une très lourde ponction fiscale sur les biens et sommes d'argent qu'ils ont reçus. Il y a cependant moyen d'échapper en bonne partie à ces contraintes, et pas seulement à travers la solution radicale de l'adoption.

DONATIONS ET LEGS **La part de réserve due à vos propres enfants ne doit pas être écornée**

Il faut bien en avoir conscience : sauf en cas de donation dite « conjonctive », qui exige l'implication des deux membres du couple (lire plus loin), les enfants de l'autre paieront une taxe exorbitante de 60% sur la valeur des biens que vous leur transmettez, que ce soit par donation ou par testament (un simple abattement de 1 594 euros est accordé sur le montant des legs effectués). Certes, en conservant l'usufruit d'un bien donné, donc en attribuant seulement sa nue-propriété, vous diminuerez le montant des droits à régler, par exemple de 50% si vous avez entre 51 et 60 ans (lire le tableau page 34). Mais la facture fiscale restera salée. Et encore faudra-t-il veiller à ne pas entamer la part d'héritage de vos propres enfants, ou, à défaut, à leur demander d'y renoncer officiellement (lire le paragraphe ci-dessous).

PACTE DE FAMILLE **Pour vous arranger, vos enfants peuvent renoncer à leur part d'héritage**

Vous envisagez de consentir des donations ou des legs aux enfants de votre partenaire, et cela malgré une fiscalité dissuasive ? Dans ce cas, vous avez tout intérêt à demander à vos propres en-

ASSURANCE VIE : UN OUTIL TRÈS SIMPLE ET ÉCONOMIQUE



Un contrat d'assurance vie s'avérera un outil infiniment plus précieux qu'une donation ou qu'un legs pour aider les enfants de votre nouveau partenaire. En les désignant bénéficiaires du capital en cas de décès, et à condition de ne pas priver vos propres enfants de leurs droits d'héritiers réservataires (lire les explications page 30), vous pourrez leur transmettre tout l'argent que vous voulez, sans un centime de droits de succession à payer jusqu'aux 152 500 premiers euros transmis par bénéficiaire, et cela dès lors que les versements sur le contrat auront été effectués avant votre soixante-dixième anniversaire.

PHOTO : © RICCOH164 - STOCK.ADOBE.COM

fants de renoncer à leurs droits légaux sur votre succession, en leur faisant signer un « pacte de famille ». Dans ce document, qui doit être certifié par deux notaires, ils déclareront qu'au cas où vos donations et vos legs empièteraient sur leur part de réserve, ils n'engageront aucune procédure devant un juge (on parle d'action en « réduction » pour récupérer leur dû. Si vos enfants accèdent à votre requête (nul ne peut les y obliger), ceux de votre partenaire pourront dormir tranquille : personne ne viendra jamais leur demander des comptes.

DONATION-PARTAGE « CONJONCTIVE » **Des biens attribués avec des droits allégés**

L'avantage d'une donation-partage faite en même temps par les deux parents (appelée dans ce cas « conjonctive ») au profit de tous leurs enfants ? Tous les biens du couple étant alors réputés être communs, les enfants de l'autre vont pouvoir recevoir une part égale à celle

de vos propres enfants, et cela sous couvert d'une fiscalité dorée : ils vont d'abord bénéficier de 100 000 euros d'abattement sur le patrimoine que vous leur donnez (contre une taxation au premier euro dans le cas d'une donation simple), puis du barème allégé des donations consenties entre parents et enfants (contre 60% de taxe entre enfants et beaux-parents).

ADOPTION **La procédure leur procure les mêmes droits que ceux dont disposent vos enfants**

Il n'est pas simple d'adopter les enfants du partenaire (lire les conditions requises à la page 14), mais c'est la plus efficace des solutions pour les aider. Elle leur permet de devenir vos héritiers légitimes, à égalité avec vos enfants biologiques, donc de bénéficier des mêmes avantages : un abattement de 100 000 euros sur les biens reçus par testament ou donation (renouvelable tous les quinze ans en cas de donation), ainsi qu'une part incompressible sur votre héritage. ♦

BIENPRETER.COM

Investissement attractif et porteur de sens dans l'économie réelle

Bienpreter.com propose aux particuliers un investissement financier très attractif et porteur de sens dans l'économie réelle. Grâce à un système de financement participatif sécurisé et novateur, la Fintech offre aux entreprises une solution de financement de leurs projets et de leurs développements.



Bienpreter.com permet à des particuliers d'investir leur épargne pour financer l'économie réelle : des menuiseries, des artisans, des PME du bâtiment, des prestataires de services... qui cherchent à investir, à se développer et à créer des emplois dans les territoires. « Nous donnons du sens à l'épargne des Français », souligne Michaël Martin, le fondateur et Président de cette plateforme de crowdlending.

Bienpreter.com offre aux entreprises une solution réactive, facile et efficace pour le financement de leur trésorerie et de leurs projets grâce aux fonds prêtés par des particuliers. Bienpreter.com propose donc un système alternatif à l'affacturage et au système bancaire, en s'appuyant sur un mode de financement participatif rapide et sécurisé. « Nous répondons à un vrai besoin des entreprises qui ont souvent un carnet de commandes fourni, mais des besoins en trésorerie, pour réussir à les honorer. En France, 11 000 entreprises déposent le bilan chaque année, alors que leur carnet de commandes est plein. En cause, des solutions bancaires inadaptées pour les accompagner dans leurs besoins en fonds de roulement. Dans un contexte d'allongement des délais de commandes, notre solution est d'autant plus utile à toutes ces PME », explique Michaël Martin.

EN QUELQUES MOTS

- Fondateur et Président : Michaël Martin
- Création : 2018
- Montant des projets financés : 34 millions d'euros depuis 2018
- Nombre d'investisseurs inscrits sur la plateforme : 16 000



Une solution gagnant-gagnant

Pour les investisseurs, le placement financier est intéressant, tout en offrant des niveaux de risques maîtrisés. L'emprunt est en général réalisé sur de courtes durées : entre 6 et 24 mois. Les taux sont compris entre 8 et 12 %. Les risques sont réduits au maximum grâce à une série de garanties classiques (nantissement, hypothèque conventionnelle...) « Nous avons à cœur de sécuriser le portefeuille des investisseurs en procédant à des analyses et des vérifications complètes qui nous permettent de proposer des financements aux risques maîtrisés », souligne Michaël Martin.

Pour prêter son épargne, il suffit de s'inscrire sur la plateforme en ligne, de consulter les dossiers. Ils sont rigoureusement sélectionnés par des analystes. On investit une somme, dès 20 euros, dans le projet de son choix. Une solution accessible qui séduit les entreprises comme les investisseurs. Bienpreter.com double ainsi tous les ans le montant de ses financements de l'année précédente.



www.bienpreter.com

Les formalités à effectuer au décès

PAGES 64 À 70

Un grand nombre de démarches sont requises quand survient la disparition d'un proche. Et il faut faire vite : préparation des obsèques, déclaration à la mairie, envoi de l'acte de décès aux organismes concernés (banques, compagnies d'assurances, Sécurité sociale, mutuelle santé...), on a seulement quelques jours pour agir. Vient ensuite l'heure de l'ouverture de la succession, qui obéit, elle aussi, à des règles très précises : inventaire du patrimoine, liquidation

du régime matrimonial si le défunt était marié, recherche des héritiers et des éventuels légitimes, évaluation des usufruits, recensement des dettes fiscalement déductibles... Autant de formalités compliquées qui exigent la plupart du temps l'intervention d'un notaire. De l'organisation minutieuse de ces différentes étapes va dépendre le bon déroulement de la succession, mais aussi la tranquillité des familles, sachant que, sauf exception, les héritiers n'ont que quatre mois à partir de la date du décès pour se décider à accepter ou non l'héritage, et six mois au maximum pour déposer la déclaration au centre des impôts et régler les droits dus.

100%

Les derniers soins prodigués et le coût des obsèques sont entièrement déductibles de la succession

30%

Selon le barème établi par l'administration fiscale, c'est la valeur à retenir pour le bien d'un usufruitier âgé de 75 ans

0,2%

Taux d'intérêt par mois de retard appliqué sur les droits dus en cas de dépassement du délai de paiement (6 mois)



MESURES URGENTES Pas plus de six jours pour organiser les funérailles du défunt

Particulièrement désagréables en cette période de deuil, les démarches administratives à effectuer après le décès d'un proche sont pourtant indispensables pour organiser les obsèques et préparer l'ouverture de la succession. Il faut faire vite car les délais impartis par la loi sont courts : vingt-quatre heures, maximum, pour la déclaration de décès en mairie et six jours pour procéder à l'inhumation ou à la crémation du corps.

DÉCLARATION DE DÉCÈS Les formalités sont effectuées par l'hôpital ou la maison de retraite

On décède de plus en plus souvent à l'hôpital (65% des cas) ou en maison de retraite (20% des cas), et c'est mieux ainsi : c'est là que sont faites la constatation du décès et sa déclaration en mairie, deux formalités obligatoires qui, si le décès avait eu lieu ailleurs, auraient exigé l'intervention d'un médecin et, dans les vingt-quatre heures qui suivent, le déplacement d'un proche à la mairie de la commune du décès. Dans les deux cas, ces opérations donnent lieu à la remise d'un acte officiel de décès : conservez-le et faites-en

une bonne quinzaine de photocopies, elles vous seront très utiles par la suite.

REPOS DU CORPS Si le décès a lieu au domicile, le corps peut y rester jusqu'aux obsèques

La loi stipule que les obsèques ne peuvent avoir lieu moins de vingt-quatre heures ni plus de six jours après le décès. S'il est survenu à l'hôpital ou en maison de retraite, le repos du corps est, en attendant, assuré gratuitement durant trois jours (100 euros par jour ensuite). Si le décès a eu lieu au domicile, le corps peut y rester jusqu'aux obsèques, y compris après sa mise en bière (placement dans le cercueil). Sur demande de la famille, il peut être transporté à ses frais en chambre funéraire.

TYPE DE SÉPULTURE Lorsque le défunt n'a rien précisé, c'est la famille qui prend la décision

Le type d'obsèques voulues (inhumation ou crémation, cérémonie...) peut avoir été indiqué dans un contrat de prévoyance ou un testament. Sinon, la décision reviendra à la famille ou, en cas de conflit, à un juge (il validera souvent le choix du conjoint survivant).

Le défunt pourra être inhumé dans le cimetière de sa ville de résidence, dans celle de son décès ou dans celle où il a acquis une concession funéraire. La crémation, elle, implique l'autorisation du maire de la commune du décès ou de la mise en bière. A noter : il est interdit de conserver l'urne chez soi. Elle peut être gardée durant un an maximum au crématorium, puis, si la famille n'a pas pris de décision (dépôt en caveau, au columbarium, dispersion des cendres en pleine nature), les cendres seront répandues dans l'espace dédié du cimetière de la commune du décès.

ENTREPRISE FUNÉRAIRE Entre deux opérateurs voisins, les tarifs peuvent varier de 50%

Si l'on veut être dans les délais, l'entreprise funéraire doit être choisie au plus tard deux jours après le décès. Les tarifs pouvant varier de 50% entre deux opérateurs voisins (3 500 euros en moyenne), il n'est pas inutile de demander deux ou trois devis par téléphone, sachant que de plus en plus d'entreprises proposent des formules à moins de 2 000 euros, excluant toute option (soins de conservation, faire-part...) pour se concentrer sur les prestations obligatoires : cercueil, transport, inhumation ou crémation. ♦

NOTRE SÉLECTION DE CONTRATS D'ASSURANCE POUR ÉVITER À SES HÉRITIERS DE PAYER LA FACTURE DES OBSÈQUES

ASSUREUR	COTISATIONS MENSUELLES À VERSER...			COTISATIONS MENSUELLES À VERSER...			DÉLAI DE CARENCE *	ÂGE LIMITE D'ADHÉSION
	... JUSQU'AU DÉCÈS	... PENDANT DIX ANS	... PENDANT QUINZE ANS	... JUSQU'AU DÉCÈS	... PENDANT DIX ANS	... PENDANT QUINZE ANS		
	À L'ÂGE DE 50 ANS, POUR UN CAPITAL DE 4 000 EUROS			À L'ÂGE DE 65 ANS, POUR UN CAPITAL DE 6 000 EUROS				
Aviva	17 euros	42 euros	28 euros	41 euros	70 euros	52 euros	Aucun	79 ans
Gan Prévoyance	18 euros	54 euros	37 euros	38 euros	74 euros	53 euros	1 an	85 ans
Mutac	16 euros	41 euros	28 euros	36 euros	64 euros	46 euros	1 an	75 ans

* Période durant laquelle, si l'on décède de maladie ou par suicide, les garanties ne jouent pas (l'assureur rembourse seulement les cotisations perçues aux bénéficiaires du contrat).

C'est sur la succession que sont prélevés en priorité les frais d'obsèques : les proches peuvent faire débiter la somme par la banque du défunt, sur présentation de

la facture, dans la limite de 5 000 euros. Si le compte n'est pas assez provisionné, ce sont les héritiers qui paieront (chacun à hauteur de ses moyens). Pour leur éviter cela, il est

possible de souscrire un contrat obsèques, qui couvrira les frais prévus. Sur les dizaines d'offres existantes, nous en avons sélectionné trois, qui affichent des tarifs de 20 à

25% moins élevés que la moyenne. Attention, exception faite du produit d'Aviva, ces contrats imposent une carence d'un an en cas de suicide ou de décès dû à une maladie.



Dès lors que la succession comprend un bien immobilier, les héritiers doivent faire appel aux services d'un notaire.

NOTAIRE : SON AIDE EST SOUVENT OBLIGATOIRE, ET VIVEMENT CONSEILLÉE S'IL Y A PLUSIEURS HÉRITIERS

La participation d'un notaire au règlement d'une succession n'est obligatoire que dans trois cas : l'héritage comprend un bien immobilier, le défunt avait pris des dispositions (donation ou testament) ou avait établi un contrat de mariage. Toutefois, si la succession est importante, présente plusieurs héritiers ou des enfants mineurs, il est conseillé de s'adjoindre les services d'un notaire (le choix de ce dernier est libre). En effet, non seulement il effectuera sans délai toutes les formalités permettant de recueillir les biens (certifi-

cat de mutation, attestation de propriété...), mais il préviendra aussi les banques et les assureurs du défunt afin qu'elles arrêtent les comptes. Il pourra également estimer le patrimoine, établir la déclaration de succession destinée au fisc, procéder au partage des biens et aider à la rédaction de la convention d'indivision entre héritiers. Bien sûr, ces services ne sont pas gratuits : la note atteindra souvent plusieurs milliers d'euros, à répartir entre les cohéritiers, au prorata de ce que chacun a reçu (lire le détail des frais page 86).

PHOTO : © BRAD PICTISTOCK/ADORE.COM

OBJETS ET BIENS PERSONNELS DU DÉFUNT

Tant que le partage n'est pas officiel, leur usage obéit à des règles strictes

Aussitôt accomplies les premières formalités liées aux obsèques, il faut prévenir les organismes sociaux susceptibles de verser de l'argent au défunt (Caisse de retraite, Pôle emploi...) pour qu'ils mettent fin à leurs prestations. Sinon, les héritiers devront ensuite rembourser le trop-perçu. Ne pas oublier non plus, pour le conjoint survivant, de demander le versement de la pension de réversion du défunt auprès de sa caisse de retraite et, pour le conjoint ou le pacsé, de réclamer à l'assurance maladie le capital décès prévu (3681 euros pour un salarié du privé). Beaucoup de questions importantes vont aussi se poser : que faire du logement, de la voiture, du compte bancaire ? Autant de problèmes qui accompagnent invariablement l'ouverture de la succession.

HABITATION Le conjoint ou le pacsé peut occuper le logement dont le défunt était propriétaire

Deux cas de figure peuvent se présenter. Premier cas : le défunt était locataire. Son conjoint est alors considéré d'office

comme le nouveau locataire (même s'il n'a pas signé le contrat de bail). A défaut de conjoint survivant, le bail peut être transmis au pacsé, voire aux proches (enfants ou parents) qui vivaient avec le défunt depuis au moins un an. Seconde possibilité : le défunt était propriétaire de son toit. Qu'importe si le bien appartenait aux deux époux, aux deux pacsés ou seulement au disparu, le survivant a droit durant un an à sa jouissance gratuite. S'il le demande au notaire dans un délai d'un an, le conjoint (mais pas le pacsé) peut même profiter de cet avantage toute sa vie, à condition que le logement reste sa résidence principale (interdiction de le mettre en location).

VOITURE La vendre à un tiers est beaucoup plus facile que l'attribuer à l'un des héritiers

Comme les autres biens, la voiture se trouve au départ en indivision entre les héritiers. Pour régler le problème, le plus simple serait que le conjoint survivant garde le véhicule sans rien demander à personne, mais ce n'est pas toujours possible. Deux solutions sont

alors envisageables : soit attribuer la voiture à l'un des héritiers, soit la vendre. Dans le premier cas, les cohéritiers doivent tous signifier leur accord au notaire ou signer une lettre de désistement en faveur de l'un d'eux (depuis 2015, le conjoint peut exiger que la voiture lui soit allouée en priorité si celle-ci est nécessaire à sa vie quotidienne). L'attributaire peut alors faire sa demande d'immatriculation, à laquelle doivent être jointes l'ancienne carte grise et la lettre ou l'attestation du notaire constatant l'accord des héritiers. Dans le second cas, la procédure est plus simple car une nouvelle immatriculation n'est pas requise, à condition que le véhicule soit vendu dans les trois mois suivant le décès (ou qu'il n'ait jamais été utilisé depuis).

COMPTES BANCAIRES Seuls les comptes joints ouverts au nom du couple sont accessibles

Aussi longtemps que la succession n'est pas réglée (cela peut prendre de quelques jours à plusieurs mois selon les situations), les banques ont l'obligation ➔

LA BANQUE PEUT RÉGLER LES FRAIS D'OBSEQUES DANS LA LIMITE DE 5 000 EUROS

➔ légale de bloquer les comptes et les coffres ouverts au nom du défunt. Quant aux produits d'épargne, ils sont généralement clôturés (lire l'encadré ci-dessous), puis transférés sur un compte ordinaire, lui aussi bloqué. Bref, qu'il s'agisse d'argent liquide, de placements financiers ou d'objets précieux, rien ne doit sortir de la banque. Certains prélèvements automatiques (factures d'électricité ou de gaz, impôts...) continuent toutefois d'être payés, de même que les dépenses engagées par le client avant son décès (soins médicaux...). le tout dans la limite de 5 000 euros. La banque peut également régler les frais d'obseques (là aussi, à hauteur de 5 000 euros). En revanche, le compte joint du

couple n'est pas bloqué. Le cotitulaire survivant (généralement le conjoint, le pacsé ou le concubin) peut donc encore l'utiliser au quotidien. Mais, légalement, il est supposé n'être propriétaire que de la moitié des sommes disponibles. Attention à ne pas abuser : pour préserver leurs droits, les héritiers peuvent demander à un juge de bloquer le compte.

ASSURANCE VIE **Le capital ne pourra être récupéré qu'après avoir déclaré le contrat au fisc**

Ne faisant pas partie de la succession du défunt, l'assurance vie est un cas particulier. Pour percevoir le capital, les bénéficiaires devront en premier lieu déclarer le contrat aux impôts. Si, en fonction de la date des versements, des sommes transmises et du lien de parenté avec le souscripteur, des taxes sont dues (lire le tableau de la page 36), les bénéficiaires devront les régler, avant de recevoir un « certificat d'acquiescement ». Si aucune taxe n'est due, le fisc leur enverra un « certificat de non-exigibilité ».

Dans les deux cas, ce document sera à remettre au banquier, qui disposera de trente jours pour leur verser les fonds.

SCELLÉS **A réclamer si l'on redoute que des objets de valeur ou des meubles soient subtilisés**

Il arrive qu'un juge ordonne la condamnation de la porte d'un logement, en y faisant fixer une bande de toile cachetée à la cire. Cette mesure peut être demandée lorsque le défunt possédait des objets de valeur et qu'un héritier en redoute le détournement. Des scellés peuvent aussi être apposés sur des meubles pour en empêcher le déménagement. Peuvent formuler une telle demande le conjoint, les héritiers et les créanciers, ainsi que toute personne (par exemple, un magistrat) ayant qualité pour défendre les intérêts de mineurs.

RECEL **La loi punit sévèrement celui qui accapare en douce des biens appartenant au défunt**

Méfiance avec les cadeaux de valeur (bijoux, œuvre d'art...) acceptés en cachette par l'un des héritiers. On parle alors de « recel successoral », acte qui sera sévèrement sanctionné si la manœuvre est découverte : le receleur est privé de droits sur les biens en question (les cohéritiers les récupèrent) et peut être condamné à verser des dommages et intérêts à sa famille. Peu importe qu'il ait agi avec la complicité du défunt. Il n'encourt toutefois aucune peine si, pris de remords, il avoue spontanément sa faute.

GÉNÉALOGISTE **Il prélève entre 20 et 40% du montant de l'héritage qu'il vous révèle**

Plus de 100 000 personnes apprennent chaque année d'un généalogiste qu'ils vont hériter d'un parent éloigné... Avant de signer le contrat de révélation (à ce stade, on ne vous livre pas le nom du défunt), vérifiez que ce « chasseur d'héritier » travaille légalement : il doit avoir un mandat de recherche du notaire, d'un cohéritier ou des pouvoirs publics. Exigez aussi de voir le devis d'honoraires (entre 20 et 40% de l'héritage attribué) approuvé par le mandataire. Si le généalogiste n'est pas en règle, vous n'avez pas à le payer. Et sinon, vous ne devez le faire qu'après avoir perçu votre part d'héritage. ♦

IMPOSSIBLE DE PIOCHER DANS LES PRODUITS D'ÉPARGNE DU DÉFUNT

A l'image du compte courant, les placements bancaires du défunt sont inaccessibles jusqu'au règlement de sa succession, date à partir de laquelle les héritiers pourront récupérer la part qui leur revient. Si, par exception, le plan d'épargne logement peut être transmis tel quel à un héritier qui en ferait la demande, et n'est donc pas fermé tout de suite, les autres produits classiques (Livret A, comptes à terme...) sont clôturés et placés sur des comptes d'attente. Le portefeuille d'actions, lui, est mis de côté (les valeurs d'un plan d'épargne en actions sont transférées sur un compte-titres ordinaire), en attendant que les héritiers décident soit de conserver les titres, soit de les vendre (les gains sont alors exonérés d'impôts).

LIVRET A

ACCEPTATION OU RENONCIATION

Héritiers et légataires doivent faire connaître leur décision dans un délai de quatre mois

Après le décès, sauf en cas de motif sérieux et légitime (inventaire du patrimoine en cours, par exemple), les héritiers et les légataires ont quatre mois pour faire savoir s'ils acceptent ou non de recueillir les biens que leur a laissés le défunt. Trois possibilités s'offrent à chacun des héritiers : l'acceptation pure et simple de la succession, l'acceptation à concurrence de l'actif net, et la renonciation, sachant que, en attendant que leur décision soit prise, ils peuvent effectuer un certain nombre d'actes de gestion courante du patrimoine du défunt (lire les détails dans l'encadré ci-contre). Par contre, le bénéficiaire d'un legs n'a le choix qu'entre deux options, accepter ou refuser la succession. Logique car, n'étant pas légalement tenu de payer les éventuelles dettes contractées par le disparu (sauf s'il a la qualité de légataire « universel », c'est-à-dire s'il reçoit 100% de la succession par testament), il n'est pas concerné par une acceptation à concurrence de l'actif net.

ACCEPTATION PURE ET SIMPLE **Vous êtes aussi tenu de rembourser les dettes du défunt**

L'héritier qui fait ce choix accepte de recevoir sa part d'héritage, à charge pour lui de payer à hauteur de ses droits les dettes du défunt (impôts, factures, crédits, travaux engagés, loyers...). Ainsi, l'héritier qui perçoit 50% de l'héritage doit aussi supporter 50% du passif. Tant pis si la succession ne suffit pas, il devra payer la différence en sortant l'argent de sa poche. L'acceptation peut être tacite si l'héritier ne la déclare pas (il prend de lui-même possession des biens) ou explicite (on dit aussi « expresse ») si elle est notifiée par une lettre envoyée au notaire ou une demande de certificat de propriété. Attention, une fois la succession acceptée, l'héritier ne peut pas revenir sur sa décision, saufs'il peut prouver en justice qu'il n'a pas agi en pleine

LES ACTES DE GESTION DU PATRIMOINE QUE LA LOI AUTORISE



PHOTO : © INA PETERS/SILBERKORNT3 / STOCK.ADOBE.COM

Pendant le délai de réflexion de quatre mois des héritiers, le patrimoine du défunt peut exiger des mesures de gestion urgentes. Comment les effectuer sans être considéré comme ayant accepté la succession ? La loi du 16 février 2015 a précisé ce qu'il est possible de faire. Les héritiers peuvent demander au banquier de payer les impôts, les loyers et les dettes pressantes du défunt. Ils ont le droit d'encaisser les revenus de ses placements, de vendre ses biens périssables. Enfin, ils sont habilités à prendre les décisions de gestion courante visant la continuation d'une entreprise (reconduction de bail, contrat de travail, émission de factures, paiement d'indemnités...).

En attendant de faire leur choix, les héritiers peuvent vendre les biens périssables du défunt, comme des bouteilles de vin.

connaissance de cause ou que son choix a été obtenu par des manœuvres frauduleuses ou des actes de violence.

ACCEPTATION DE L'ACTIF NET **La solution pour ne pas devoir engager votre argent personnel**

La succession est-elle bénéficiaire ou déficitaire ? Il n'est pas toujours aisé de le savoir. En cas de doute, le mieux est d'opter pour son acceptation « à concurrence de l'actif net » (autrefois appelée « sous bénéfice d'inventaire »). L'héritier est alors assuré de ne pas avoir à engager son argent personnel, puisqu'il n'est obligé de payer les dettes du défunt qu'à hauteur des biens qu'il recueille. Très rassurante, cette formule exige néanmoins une procédure lourde et coûteuse : déclaration au greffe du tribunal et réalisation d'un inventaire complet du patrimoine existant par un notaire. Notez que l'héritier qui fait ce choix et

constate, en cours d'inventaire, que la succession est bénéficiaire peut décider de l'accepter purement et simplement (mais il ne peut plus y renoncer).

RENONCIATION **Pour éviter d'éponger les dettes ou faire hériter un proche à votre place**

On peut distinguer deux types de renonciation : pour échapper au paiement des dettes du défunt lorsque la succession s'avère déficitaire, ou bien, comme la loi l'autorise, pour permettre à un proche d'hériter à sa place (ou de percevoir plus que sa part s'il est déjà héritier). La renonciation doit être déclarée au greffe du tribunal judiciaire. Bon à savoir : tant que la succession n'a pas été acceptée par l'un des autres cohéritiers, le renonçant peut toujours se raviser (pendant une période maximale de dix ans), mais il n'a dans ce cas plus d'autre choix que celui de l'acceptation pure et simple. ♦

LA DÉCLARATION DE SUCCESSION

A envoyer au centre des impôts dans les six mois, accompagnée du règlement des droits

Aboutissement de toutes les démarches effectuées depuis le décès, la déclaration de succession permet aux agents du fisc de contrôler le montant des droits dus par les héritiers, sachant que leur chèque doit accompagner le dépôt de cette déclaration au centre des impôts (lire page 89). Vu la complexité des informations à produire, l'aide d'un notaire est souvent indispensable. Il pourra liquider la succession puis rédiger la déclaration à votre place, un service précieux quand on sait que les biens sont soumis à des régimes distincts : certains n'ont pas à être déclarés au fisc, d'autres sont en partie exonérés de droits. Doivent aussi être prises en compte les éventuelles dettes du défunt, certaines étant déductibles de l'actif successoral, d'autres pas. Autant dire qu'établir une déclaration n'est pas un long fleuve tranquille.

PROCÉDURE Vous n'avez rien à déclarer au fisc au-dessous de 50 000 euros de patrimoine

Le centre des impôts du domicile du défunt donne jusqu'à six mois après le décès (un an s'il a eu lieu à l'étranger ou hors France métropolitaine) pour recevoir la déclaration de succession. En cas de dépassement du délai imparti, les droits dus seront majorés d'un intérêt égal à 0,20% par mois de retard. Une instruction de février 2014 a précisé que, si le retard de déclaration excède six mois, les héritiers s'exposent, en plus de cette majoration, à une pénalité de 10% du montant des droits à payer, et même de 40% si, trois mois après une mise en demeure du contribuable, la dette fiscale n'est toujours pas réglée. Ce sont aux héritiers, légataires et donataires qu'il revient de faire cette déclaration. S'il y a plusieurs héritiers, elle peut être rédigée en commun, le formulaire comportant la signature de chacun d'eux, mais un héritier peut aussi s'en charger seul, pour le compte de tous. Les donataires

PHOTO: © SVTLANA - STOCK.ADOBE.COM



Le solde du crédit à rembourser, lié par exemple à la cuisine équipée achetée par le défunt, vient en déduction de la succession.

QUELLES SONT LES DETTES FISCALEMENT DÉDUCTIBLES ?

Taxes et impôts, crédits, chèques non encore débités, remboursement des aides sociales perçues (allocation de solidarité aux personnes âgées, allocation supplémentaire d'invalidité...), solde de la pres-

tation compensatoire due à l'ex-conjoint... : les dettes du défunt dont l'origine est antérieure à son décès sont toutes déductibles de la succession, ce qui en réduit l'assiette taxable. Bien que postérieurs au décès, sont aussi

déductibles les derniers frais médicaux et le coût des obsèques. Par contre, les frais du généalogiste et ceux de l'agence immobilière liés à la vente d'un logement reçu en héritage ne sont pas déductibles de la succession.

et légataires, eux, doivent normalement remplir leur propre déclaration, le fisc admettant qu'héritiers et légataires envoient une seule déclaration commune. Sachez enfin que les héritiers en ligne directe (parents, enfants...), les conjoints et les pacsés sont dispensés de déclaration, et donc du paiement de tout droit, si le montant de la succession n'excède pas 50 000 euros (3 000 euros pour les autres héritiers).

PATRIMOINE VISÉ Les biens du défunt ne doivent pas tous être déclarés à l'administration

Véhicules, logements, terrains, bateaux, comptes bancaires, liquidités, contenu du coffre-fort, bijoux, objets d'art, produits d'épargne, droits d'auteur, titres

de créance, fonds de commerce, entreprises... : la déclaration de succession concerne en principe l'ensemble du patrimoine qui appartenait au défunt. Certains biens, exonérés de droits, peuvent toutefois être dispensés de déclaration. C'est le cas de ceux reçus par le conjoint survivant dans le cadre d'un régime matrimonial avantageux, tel que la communauté universelle avec attribution intégrale, ou d'un contrat de mariage intégrant des clauses particulières le favorisant (prélèvement, préciput...). Autres exceptions notables : le capital attribué au bénéficiaire d'un contrat d'assurance vie (sauf si des versements ont été effectués après le soixante-dixième anniversaire du souscripteur, auquel cas il faut aussi remplir une déclaration

«partielle» spécifique à ce placement), la pension alimentaire du conjoint survivant dépourvu de ressources, les réversions de rentes viagères entre époux ou entre parents en ligne directe, les logements d'une valeur inférieure à 76 000 euros qui ont été achetés en tontine (clause d'un contrat d'achat immobilier qui prévoit que le survivant devient le seul propriétaire du bien), et ceux situés à l'étranger et ayant déjà été imposés dans le pays concerné.

RÉGIME MATRIMONIAL Il faut faire le tri entre les biens propres du défunt et ceux de son couple

Régler la succession d'une personne qui était mariée impose de liquider son régime matrimonial, c'est-à-dire identifier, sur la déclaration, les biens appartenant à chaque époux, à commencer par les siens, lesquels vont constituer sa succession. Tout va dépendre du régime matrimonial qui a été choisi. Trois cas peuvent se présenter. Le plus courant (adopté par 90% des couples) est celui du régime de la communauté «réduite aux acquêts», autrement dit du mariage sans contrat. Ici, il faut en effet distinguer les biens propres (ceux dont chaque époux était propriétaire avant le mariage ou qu'il a reçus ensuite par succession ou donation) et les biens communs (ceux acquis durant le mariage), puis faire les comptes entre époux, c'est-à-dire évaluer ce que la communauté doit rendre à chacun d'eux. Le deuxième cas est celui de la communauté universelle. Là, c'est plus simple : tous les biens sont réputés communs au couple. Si ce régime est assorti d'une clause d'attribution intégrale, il n'y a même pas de déclaration à faire, ni de droits à payer. Troisième cas, le régime de la séparation. Pas de soucis non plus, puisque tous les biens appartiennent en propre à chacun.

ÉVALUATION DES BIENS Pour les meubles, on peut retenir un forfait égal à 5% du patrimoine

S'agissant des logements, le prix à retenir est celui du mètre carré dans des ventes analogues (même quartier, même standing), sachant qu'un

abattement de 20% est autorisé pour la résidence principale si elle est occupée par le conjoint ou le pacsé (ou un de leurs enfants mineurs). Pour le mobilier, le prix est celui résultant de l'inventaire ou d'un forfait égal à 5% de l'actif successoral (lire page 92). Pour les bijoux et les œuvres d'art, c'est comme pour le mobilier, mais s'ils sont assurés, on retient la

valeur déclarée à la compagnie. Pour les titres cotés en Bourse, on prend soit le cours moyen du jour du décès, soit la moyenne des trente derniers cours.

ESTIMATION D'UNE ENTREPRISE Offrez-vous les services d'un expert-comptable

Pour une entreprise cotée en Bourse, l'évaluation est identique à celle des valeurs mobilières (lire ci-dessus). Sinon,

il faut faire appel à des professionnels du monde des affaires, et notamment des experts-comptables. Plusieurs éléments techniques seront pris en considération, comme les actifs, les stocks ou les brevets. Autre critère important : la personnalité des dirigeants, la disparition de l'un d'eux pouvant avoir des effets très négatifs sur l'entreprise. Raison pour laquelle le fisc admet que leur décès puisse entraîner une dépréciation de sa valeur. On peut aussi, s'agissant d'un commerce, se référer au barème de l'administration, basé sur le chiffre d'affaires (lire le tableau de la page 70).

VALEUR D'UN USUFRUIT Elle varie beaucoup selon l'âge de la personne qui détient l'usufruit

Deux critères servent à calculer la valeur d'un usufruit (en général recueilli par le conjoint) : l'âge de l'usufruitier ➔

ACTION EN RÉDUCTION : VOS ENFANTS PEUVENT Y RENONCER

Le cas : En prenant en compte les donations et les legs qu'il a consentis, Philippe laisse un actif successoral de 600 000 euros. Pour chacun de ses deux enfants, Jérémy et Matthieu, la part de réserve est de 200 000 euros (un tiers de la succession chacun). La quotité disponible de Philippe s'élève donc à 200 000 euros (un tiers de son patrimoine)*.

■ Parents
■ Enfants

PHILIPPE

Philippe avait donné un logement de 100 000 euros à sa nièce Audrey et a légué 200 000 euros à son frère, Nicolas : la quotité disponible dont disposait Philippe est dépassée de 100 000 euros.

JÉRÉMY MATTHIEU

Jérémy et Matthieu auraient pu exiger que le legs de Nicolas soit réduit de 100 000 euros, afin de récupérer chacun 50 000 euros et de reconstituer ainsi leur part de réserve. En renonçant à leur action en réduction, ils reçoivent chacun 150 000 euros d'héritage, au lieu des 200 000 euros auxquels ils ont légalement droit.

NICOLAS

Jérémy et Matthieu, en renonçant à l'action en réduction, permettent à leur oncle Nicolas de conserver le legs de 200 000 euros. Dans le cas contraire, il aurait dû reverser 50 000 euros à chacun d'eux.

AUDREY

La nièce de Philippe, bénéficiaire d'une donation de 100 000 euros, n'aurait pas été concernée par la réduction : celle-ci aurait d'abord porté sur le legs de son père, Nicolas, ce qui aurait été suffisant.

* Lire le tableau de la page 18 pour connaître les montants de réserve et de quotité disponible en présence d'enfants.

L'USUFRUIT D'UNE PERSONNE DE 40 ANS VAUT 70% DE LA VALEUR DU BIEN RECUEILLI

➔ la valeur du bien. Plus l'usufruitier est jeune, plus il est censé profiter longtemps du bien, donc plus la valeur de son usufruit est élevée. Pour celui qui reçoit la nue-propriété (souvent un enfant), c'est le contraire : plus l'usufruitier est jeune, plus il devra attendre avant de devenir propriétaire à part entière du bien, donc moins son titre de propriété est valorisé. Ainsi, selon le barème en vigueur, l'usufruit d'une personne de 40 ans vaut 70% de la valeur du bien, alors que, pour le nu-propriétaire, la valeur de sa nue-propriété n'est que de 30% (lire le tableau de la page 34).

BIENS RAPPORTABLES Une donation est considérée comme une avance faite sur l'héritage

Sauf cas particuliers, comme les cadeaux offerts à titre exceptionnel (lire le paragraphe suivant), le patrimoine à partager entre les héritiers doit tenir compte des biens qui leur ont déjà été donnés de son vivant par le défunt. Par

souci d'égalité, ces biens doivent donc être réintégrés comptablement (on dit «rapportés») dans la succession. Notez qu'il peut s'agir d'un bien donné ou d'un service rendu, par exemple la mise à disposition gratuite d'une habitation pendant un certain nombre de mois ou d'années. Auquel cas le bénéficiaire va devoir rapporter à la succession une somme égale aux loyers non payés. Dans la pratique, il ne rend pas réellement l'argent économisé ou le bien qu'il a reçu : le rapport s'effectue par l'inscription de la valeur de la donation à l'actif de la succession à partager entre tous les cohéritiers. Important à savoir : cette valeur est recalculée au moment du partage du patrimoine (elle a donc pu augmenter depuis le jour où la donation a été faite).

BIENS NON RAPPORTABLES Les dons ayant servi à éduquer l'un des héritiers lui sont acquis

Par exception à la règle générale vue précédemment, certaines donations n'ont pas à être réintégrées à la succession du défunt. Il y a d'abord celles qui ont été expressément consenties «hors part successorale» (lire page 40), autrement dit en plus de la part légale de l'héritier concerné. Les donations-partages n'ont

La valeur des donations passées est recalculée au jour du partage

pas à être rapportées non plus, puisque, par définition, le partage du patrimoine a déjà et définitivement été opéré. Les biens donnés qui ont été détruits fortuitement (sans faute du bénéficiaire) sont également dispensés de rapport. Tout comme les dons d'argent ayant servi à éduquer ou à alimenter un enfant, dès lors qu'ils n'ont pas appauvri le donateur. Même exemption pour les présents d'usage, ces cadeaux octroyés lors d'un événement important (mariage, naissance, diplôme...), à condition, là encore, que le présent ne soit pas disproportionné au regard des moyens financiers du donateur. Echappent aussi à la règle les donations dites «rémunératoires», consenties à un héritier en compensation d'une aide ou d'un travail précis. Rappelons enfin que la transmission d'un capital issu d'un contrat d'assurance vie, sorte de donation prenant effet au décès du donateur, ne fait pas non plus partie de la succession. Sauf en cas d'exagération manifeste (lire page 31), cet argent vient en plus de la part d'héritage de celui qui le reçoit.

ACTION EN RÉDUCTION Quand la part d'héritage due aux enfants n'a pas été respectée

Si la partie du patrimoine à laquelle les héritiers réservataires (enfants) ont droit a été amputée par des donations passées ou des legs attribués par le défunt à d'autres bénéficiaires, ils peuvent demander en justice que ces gratifications soient réduites afin de récupérer leur dû. On parle dans ce cas «d'action en réduction». Les legs sont tous réduits en premier, proportionnellement à leur montant. Si cela ne suffit pas à reconstituer les parts de réserve, les donations sont réduites à leur tour, en commençant par les plus anciennes. En général, le bénéficiaire du legs ou de la donation peut conserver le bien, à condition de verser une compensation financière aux héritiers réservataires. S'il ne dispose pas de l'argent nécessaire, il peut demander une réduction en nature. Le bien transmis sera alors rendu. A signaler : un héritier réservataire peut parfaitement renoncer à son action en réduction (lire l'encadré de la page 69). ♦

COMMENT CONNAÎTRE LA VALEUR D'UN COMMERCE

TYPE DE COMMERCE	FOURCHETTE DE PRIX
Agence immobilière	2 à 5 fois le bénéfice net annuel
Alimentation générale	40 à 130 fois la recette journalière
Auto-école	20 à 50% du chiffre d'affaires annuel
Bar à vins	200 à 350 fois la recette journalière
Boulangerie	60 à 110% du chiffre d'affaires annuel
Café-bar	400 à 900 fois la recette journalière
Cinéma	40 à 100 fois la recette hebdomadaire
Coiffeur	65 à 130% du chiffre d'affaires annuel
Courtier en assurances	0,7 à 1,8 fois la commission annuelle
Electroménager	20 à 35% du chiffre d'affaires annuel
Epicerie fine	100 à 400 fois la recette journalière
Fleuriste	40 à 80% du chiffre d'affaires annuel
Hôtel touristique	80 à 300 fois la recette journalière
Restaurant	60 à 90% du chiffre d'affaires annuel
Syndic de copropriété	50 à 200% des honoraires annuels

Pour aider les héritiers à estimer la valeur du commerce à déclarer, le fisc publie chaque année un barème dont on peut s'inspirer. Les fourchettes de prix fournies sont à apprécier en fonction des spécificités du commerce (réputation, emplacement...), sachant que le chiffre d'affaires retenu correspond à la moyenne des trois dernières années d'activité.

ECOFIP

Expert en investissement et défiscalisation d'Outre-mer depuis 20 ans

Prolongé par la loi de finance jusqu'en 2029, le dispositif du Girardin industriel permet de réduire jusqu'à 14 % de ses impôts en investissant en Outre-mer. Avec un fort ancrage local et plus de 2 milliards d'euros financés depuis 2003, Ecofip est un spécialiste reconnu de l'investissement en Girardin industriel. Rencontre avec Mélanie Kabla, Directrice du Développement chez Ecofip.



A qui s'adresse le Girardin Industriel ?

Le Girardin Industriel est un dispositif de défiscalisation d'investissement réalisé en Outre-mer sur des biens productifs neufs qui sont ensuite loués à des entreprises locales, en contrepartie d'une réduction d'impôt s'étalant entre 11,4% et 110 % selon la date de souscription. Tous les contribuables payant plus de 4000 euros d'impôts peuvent

en bénéficier. Ecofip démocratise l'accès au dispositif avec un investissement plancher abaissé à 3500 euros.

Ecofip est en réalité le trait d'union entre les investisseurs désireux d'effacer une partie ou la totalité de leurs impôts et les entrepreneurs des Dom-Com souhaitant développer leurs projets industriels.



Quel est le mécanisme de la réduction d'impôt ?

La réduction d'impôt s'applique sur les revenus de l'année de la souscription. Le Girardin Industriel transforme donc un centre de coût, les impôts, en centre de profit. Dispositif en One-Shot, on récupère l'apport investi en année N en Juillet N+1 plus le gain fiscal. Le Girardin Industriel s'apparente à un placement de 14 % sur un an. C'est un outil de gestion de patrimoine flexible par la possibilité de réajuster le montant de son investissement chaque année et sans risque, puisque la réduction d'impôt non utilisée fait l'objet d'un report valable 5 ans. Enfin, un taux d'imputation jusqu'à 44 % appliqué aux versements permet d'effacer jusqu'à 40 909 euros d'impôts.



Quelles garanties pour les investisseurs ?

L'expertise reconnue d'Ecofip et plusieurs assurances intégrées protègent l'investisseur et sa réduction d'impôt. Ecofip est un acteur de référence présent sur tous les Dom-Com. Ecofip sélectionne les meilleures opportunités en construisant son offre sur des biens standards, non spécifiques ou avec une demande forte et régulière. Les versements sont effectués dans des EcoFonds qui réunissent 5 à 7 sociétés présentes sur des régions et des secteurs différents. Chaque société comprend entre 1 à 10 locataires pour une moyenne de 20 à 40 biens par fonds. La mutualisation minimise les risques et sécurise l'apport des investisseurs.



Quelles relations avec les investisseurs ?

Spécialiste, Ecofip optimise en permanence la qualité des informations et des services apportés aux CGP et aux investisseurs. Ecofip a collecté 113 millions d'euros d'investissement issus de 8500 souscriptions en 2022. La satisfaction de nos clients est notre réussite : Ecofip enregistre un taux de récurrence de plus de 87 %.

Ecofip a encore reçu le 1er prix des CGP dans la catégorie Girardin, que signifie cette distinction ?

Ecofip est très heureuse d'avoir décroché la 1ère place pour la deuxième année consécutive. Cela fait 12 ans qu'Ecofip est sur le podium du Palmarès Gestion de Fortune, à la 1ère ou à la 2ème place. Je pense sincèrement qu'au-delà de son expérience et de la qualité de son offre, ce qui démarque Ecofip, c'est la capacité de ses équipes d'être à l'écoute des besoins de ses partenaires et ainsi de répondre à leurs demandes avec diligence. Ils se sentent ainsi réellement accompagnés pour que chaque projet d'investissement se déroule sereinement. Le dispositif Girardin a connu de nombreuses évolutions ces dernières années et la force d'Ecofip réside essentiellement dans sa capacité à se remettre en question pour une amélioration constante de ses services et de ses relations avec les partenaires.

La période d'indivision

PAGES 74 À 77

Nul ne peut échapper à l'indivision, cette période qui commence par l'ouverture de la succession et s'achève, quelques mois ou quelques années plus tard, avec le partage des biens entre les différents cohéritiers. Une période toujours délicate à vivre car, étant parfaitement égaux en droits, ces derniers sont condamnés à s'entendre, quels que soient la personnalité et les intérêts propres de chacun. En effet, sauf exception, les décisions de gestion (travaux d'entretien du logement,

mise en vente des meubles ou de la voiture...) doivent être prises, selon les cas, à la majorité des deux tiers des voix ou à l'unanimité des héritiers indivisaires. La signature d'une «convention d'indivision», sorte de code de bonne conduite élaboré en commun, ou la désignation de l'un d'entre eux comme «mandataire» chargé d'administrer le patrimoine recueilli permet souvent de gérer au mieux cette étape critique et d'en réduire la durée. Car attention, en cas de désaccord persistant entre les intéressés et au regard de la situation de blocage qui risque de s'ensuivre, ce sont les tribunaux qui devront intervenir pour trancher les litiges.

5 ans

Durée maximale de la mission du mandataire posthume, chargé de gérer les intérêts d'héritiers inaptes

2/3

La majorité des deux tiers des voix est exigée pour toutes les décisions de gestion courante des biens de l'indivision

100%

L'unanimité des voix est normalement requise pour la vente d'un bien indivis, mais on peut parfois s'en passer



GESTION DE BASE

La quasi-totalité des décisions nécessite un accord à la majorité

L'indivision loge tous les héritiers à la même enseigne. Ils ont les mêmes droits (utiliser les biens, participer à leur gestion, percevoir les revenus qu'ils procurent) et les mêmes devoirs, à savoir respecter les droits des autres héritiers. Faute d'organisation (lire page 76), cette règle claire se complique souvent dans son application, car chaque héritier a ses intérêts propres. Et comme toute décision de gestion requiert une large majorité, les blocages ne sont pas rares. Bref, sans une bonne dose de solidarité entre les cohéritiers, le mieux est alors de rapidement sortir de l'indivision.

USAGE DES BIENS **Occuper seul une habitation vous oblige à verser une indemnité aux autres**

Un héritier en indivision (on dit un «indivisaire») peut occuper ou utiliser un bien indivis à la double condition de ne pas en

modifier la destination et de respecter les droits de ses co-indivisaires. Ainsi, il peut habiter un logement commun mais pas le transformer en bureau. Et s'il occupe seul ce logement, il doit nécessairement verser une indemnité compensatoire aux autres. De même, un commerce en indivision peut être exploité par un seul des indivisaires, mais à condition d'avoir l'accord écrit de tous les autres. Les héritiers peuvent également s'entendre pour partager ensemble la jouissance d'une habitation, ou l'occuper à tour de rôle. Par exemple, l'un d'eux durant les week-ends, un deuxième pour la période estivale, et le dernier durant le reste des congés scolaires. Pour les revenus d'un portefeuille boursier ou les loyers d'un logement, chaque indivisaire peut réclamer sa part. À noter qu'un héritier n'a pas le droit d'affecter un meuble (tapis, tableau...) à son seul usage, sauf si les co-indivisaires sont d'accord.

MESURES URGENTES **Vous pouvez faire réparer la toiture sans avoir eu l'accord des autres**

Administrer des biens placés en indivision exige que de nombreuses décisions soient prises ensemble au fil du temps. Le législateur a toutefois instauré la possibilité de mener certaines actions de gestion sans devoir en référer aux autres. Ainsi, un indivisaire peut prendre de lui-même des mesures appelées «conservatoires», souvent urgentes

car nécessaires à la conservation d'un logement, comme la réparation de la toiture ou le changement d'une canalisation d'eau qui menace de rompre.

ACTES COURANTS **Pour de simples travaux d'entretien, les deux tiers des voix sont requis**

La gestion courante des biens de l'indivision nécessite, quant à elle, une majorité des deux tiers. Pour faire réaliser des travaux d'entretien d'une voiture, d'un bateau ou d'une habitation, il faut ainsi recueillir, au minimum, 66,6% des voix des indivisaires, sachant que cette majorité requise ne se calcule pas en termes de têtes, mais de parts d'indivision.

VENTE DES BIENS **A moins de saisir la justice, les cohéritiers doivent approuver à l'unanimité**

Pour les actes de «disposition» (vente ou donation d'un bien), l'unanimité est normalement requise. Mais on peut s'en passer. Il suffit que des héritiers (ou un seul) totalisant les deux tiers des voix fassent connaître, via le notaire, leur intention de vendre aux autres. Ces derniers ont trois mois pour répondre. En cas d'opposition ou d'absence de réponse, les partisans de la vente peuvent s'adresser au tribunal, qui donnera son feu vert s'il juge que la vente ne lèse personne. Celle-ci se fera à la barre du tribunal. Cette procédure est interdite en présence d'un indivisaire mineur. ♦

LA FIN DE L'INDIVISION PEUT ÊTRE DEMANDÉE À TOUT MOMENT

Nul ne peut être contraint de rester dans l'indivision», dit l'article 815 du Code civil. À tout moment, chaque héritier peut ainsi demander le partage des biens, quitte à faire procéder à leur vente aux enchères (lire l'encadré sur la procédure à suivre page 81). Les autres héritiers peuvent

toutefois contester cette demande et adresser au juge une requête de «sursis». Limité à deux ans, ce sursis ne sera néanmoins accepté que si le partage menace de réduire la valeur du bien (vente au mauvais moment) ou que l'entreprise du défunt, visée par l'un des indivisaires, ne peut être reprise tout de suite

(par exemple à cause d'études non achevées). Le maintien dans l'indivision du logement occupé par le conjoint peut aussi être ordonné par le juge, pour cinq ans. Ce délai peut même être prorogé en présence d'enfants mineurs, jusqu'à la majorité du plus jeune ou jusqu'à la disparition du conjoint survivant.

Un juge peut refuser de faire sortir de l'indivision une habitation occupée par le conjoint survivant.

PHOTO: © LANEH - STOCK-ADOBEE.COM



360 GESTION PRIVÉE

Accompagnement global chez 360

*Située à Hossegor entre pinède et plages landaises, 360 Gestion Privée accompagne les projets de création et gestion de patrimoine.
Une entreprise qui place l'humain au cœur de son activité.*



Trois professionnels de la gestion de patrimoine ont réuni leurs compétences pour créer la SARL « 360 Gestion Privée » en 2021. Une complémentarité unique pour des prestations sur mesure. Mathieu Diriberry, Gérant du cabinet, possède vingt ans d'expérience dans le domaine bancaire et notamment dans la gestion de Patrimoine.

« La force de 360 est de positionner le client au centre de compétences multiples afin qu'il bénéficie d'un accompagnement optimal dans ses projets » détaille Romain Friand. Spécialiste de la fiscalité immobilière, mais aussi de l'accompagnement d'entreprise, Etienne Fronton propose un accompagnement ciblé sur le long terme pour les dirigeants et leur patrimoine. « J'interviens pour des études de bilans, ainsi que pour toutes les questions de placement et de transmissions ».

Le cabinet propose un audit complet afin de proposer les solutions adaptées, en plaçant toujours le client au cœur du process. « Nous aimons l'idée de grandir avec nos clients, en accompagnant de beaux projets d'entreprises ».

« 360° Gestion Privée est un écosystème constitué d'un réseau de professionnels et de partenaires reconnus au service de l'accompagnement du client »

Avec Romain Friand et Etienne Fronton comme associés, il a créé une SARL qui leur ressemble : « Nos engagements sont forts : la proximité et la relation client sont au cœur de notre adn ; nous mettons tout en œuvre pour un accompagnement sur le long terme ». Optimisation fiscale, s'assurer des revenus complémentaires, préparer sa retraite, accompagner les entreprises, levée de fonds, se constituer un patrimoine ou le transmettre, représentent les principales missions du cabinet.



www.360gestionprivée.fr

GROUPE ALPHAND

Solution immobilière globalisée

*Pari réussi ! Premier Family Office 100 % Immobilier sur des biens de prestige, le groupe Alphand est en forte croissance.
Sa raison d'être ? Réinventer de façon innovante les métiers de la pierre. Rencontre avec Alexandre Raton, son CEO.*



Un positionnement innovant ?

Le groupe Alphand réunit 4 métiers experts du secteur de l'immobilier pour un service global aux détenteurs de biens de prestige : la gestion et transaction chez Inter Urbis (60 ans en 2024 !), la rénovation chez Richelieu Rénovation et la valorisation d'actifs chez Alphand Valorisation. Nos clients particuliers et institutionnels souhaitent entretenir, valoriser ou développer leur patrimoine

immobilier, en toute confiance et sans perte de temps. Ils partagent avec nous une passion pour les belles pierres.

Quelles ambitions pour le réseau Richelieu Rénovation ?

6 agences sont déjà actives à Paris, dans les Yvelines, les Hauts-de-Seine, l'Oise, la Seine-et-Marne et le Morbihan. 8 ouvriront en 2023. Notre ambition est de devenir un acteur majeur de la rénovation prestige en France.

Nous allons à la rencontre de nos clients avec des équipes locales dédiées qui apportent une réponse qualitative et clé en main aux propriétaires. La demande est forte !

Le groupe Alphand lance le Passeport digital : une révolution ?

A l'origine outil de gestion interne, le Passeport Digital est aujourd'hui mature pour une commercialisation à grande échelle. Carnet technique du bien, il réunit les informations importantes (documents juridiques, historique des travaux, plans, assurances...) qui facilitent la traçabilité, simplifient, fluidifient et sécurisent les échanges entre toutes les parties-prenantes du secteur.

Belles pierres, boxe et technologies ?

Je réserve la boxe au ring ! (Alexandre Raton pratique ; entre autres activités dans la production audiovisuelle et le sport ; la boxe en compétition, ndr). Respectueux du passé et visionnaire, le groupe Alphand ouvre prochainement sa propre menuiserie et investit dans les nouvelles technologies qui servent son activité... et recrute toutes sortes de talents pour accompagner sa croissance.

ALPHAND

www.groupe-alphand.com

GESTION DÉLÉGUÉE

Si la situation perdure, un responsable doit être désigné

Etape transitoire, l'indivision s'achève en général avec le partage du patrimoine. Mais il arrive que les héritiers prolongent cette étape de quelques années, soit parce qu'ils ne voient pas la nécessité de se presser, soit parce qu'ils préfèrent différer le partage des biens (et souvent leur vente) jusqu'au décès du parent survivant. Il leur faut alors un minimum d'organisation afin d'éviter les problèmes liés à la gestion des biens.

CONVENTION D'INDIVISION

Les règles de gestion des biens sont fixées d'un commun accord

En optant pour une convention d'indivision, les héritiers peuvent aménager les règles légales au mieux de leurs intérêts et choisir ensemble qui décide

de quoi. Cette convention peut porter sur certains biens ou sur tous, être conclue pour une durée indéterminée ou déterminée (par exemple, cinq ans renouvelables), ne pas prévoir de gérant ou en nommer un, à l'intérieur ou à l'extérieur du groupe. Pendant la durée de la convention, interdiction est faite aux indivisaires de demander le partage des biens. Et si l'un d'eux désire céder sa part, les autres peuvent faire jouer leur droit de préemption.

MANDATAIRE DÉSIGNÉ

Les affaires courantes sont prises en charge par l'un des indivisaires

Les héritiers peuvent s'accorder pour donner à l'un d'eux un mandat de gestion de l'indivision. Il en existe de deux sortes. Le mandat général d'adminis-

tration couvre tous les biens de la succession, mais en se limitant à leur gestion courante : perception des loyers, entretien des habitations, paiement des impôts... Le mandat spécial, lui, donne au mandataire une mission précise, par exemple trouver un acheteur de l'entreprise familiale. Dans les deux cas, le mandataire ne peut procéder à aucun acte de vente ou de donation.

EXÉCUTEUR TESTAMENTAIRE

Nommé par le défunt pour faire respecter ses dernières volontés

La liberté de manœuvre des héritiers peut parfois être limitée. Un risque de conflit entre eux a en effet pu pousser le défunt à nommer par testament un « exécuteur testamentaire » afin qu'il fasse respecter ses dernières volontés. La première tâche de cet homme de confiance sera d'éviter le détournement des biens, en prenant toutes les précautions utiles (blocage des comptes, inventaire...). Selon les pouvoirs qui lui ont été donnés, il pourra vendre le mobilier, faire fructifier l'argent de l'héritage, céder le logement ou procéder au partage. Sa mission peut, au plus, durer deux ans.

MANDATAIRE JUDICIAIRE

Il constitue le dernier recours quand la situation est bloquée

L'incapacité des héritiers à prendre des décisions de gestion entraîne parfois une situation de blocage. Pour en sortir, il faut alors demander au tribunal de nommer un mandataire judiciaire (requête pouvant être faite par un héritier ou un créancier) pendant une durée déterminée. Sa mission se limite habituellement aux affaires courantes, mais le juge peut l'autoriser à prendre toutes les initiatives requises à la bonne administration du patrimoine, notamment vendre des biens. Le mandataire doit rendre des comptes au juge une fois par an et à la fin de son mandat. Sa tâche prend automatiquement fin si les héritiers signent une convention d'indivision ou que le partage est réalisé. ♦



La défense des intérêts d'un héritier mineur ou handicapé peut être confiée à un mandataire posthume.

PHOTO : © FRESNELA - STOCKADORE.COM

MANDATAIRE POSTHUME : EN PRÉSENCE D'HÉRITIERS INAPTES

L'existence d'héritiers vulnérables justifie souvent la désignation, par le futur défunt, d'un mandataire chargé de gérer ses biens après sa mort. Comme le précise la loi, un mandat à titre posthume doit être motivé par l'intérêt sérieux et légitime d'un héritier (enfant mineur

ou handicapé) ou d'un bien particulier (souvent une entreprise) dont la gestion exige certaines compétences. Cette précision est destinée à éviter que, pour satisfaire son ego ou nuire à ses héritiers, le défunt continue de gérer ses biens à sa guise, même après sa disparition. Confié

via un acte notarié, le mandat posthume doit avoir été accepté par l'intéressé (ça ne peut jamais être le notaire qui rédige l'acte). Ce mandat s'achève en principe au bout de deux ans, mais il peut être prorogé jusqu'à cinq ans si le jeune âge ou l'incapacité des héritiers le justifie.

LEXIQUE

ACTE DE DISPOSITION C'est la catégorie juridique des décisions de gestion du patrimoine d'une personne qui peuvent avoir pour effet de diminuer la valeur de ce patrimoine. Exemples types : la vente d'un bien immobilier, sa donation à un tiers, la clôture d'un compte d'épargne ou encore la conclusion d'un contrat de prêt sont des actes de disposition. Concernant des biens en indivision, une telle décision exige habituellement l'unanimité des héritiers indivisaires.

CRÉANCIER Désigne la personne à qui une dette est due. A l'inverse, le débiteur est celui qui doit régler cette dette. Mais un débiteur peut avoir plusieurs créanciers. Pour définir l'ordre des paiements, on doit distinguer les créanciers dits «chirographaires» des créanciers «privilegiés». Ces derniers bénéficient d'une garantie leur permettant d'être payés en priorité si le débiteur rencontre des difficultés pour rembourser ses dettes. Les créanciers chirographaires, eux, ne disposent que d'une simple créance. Dépourvus de privilège, ils passeront après les autres.

MAJORITÉ Pour que des décisions de gestion courante des biens soient prises au sein d'une indivision, il faut, dit la loi, un accord à la majorité des deux tiers. Attention, cela ne signifie pas une majorité des deux tiers des héritiers existants, mais bien des droits indivis. Ainsi, en présence de quatre indivisaires se partageant 25% des droits chacun, la majorité des deux



MESURE CONSERVATOIRE
Pour empêcher la dégradation du patrimoine, un héritier indivisaire peut décider seul (sans l'accord des autres) d'engager les réparations nécessaires.

tiers (66,6%) exigera l'accord de trois héritiers (75% des droits atteints, contre seulement 50% avec l'accord de deux héritiers). En revanche, si l'un des quatre héritiers détient 50% des droits à lui seul, et que les trois autres se partagent l'autre moitié à parts égales, soit 16,6% des droits chacun, celui qui en détient 50% devra juste convaincre un autre héritier pour obtenir la majorité des deux tiers (il totalisera alors 66,6% des droits).

MANDATAIRE SUCCESSORAL C'est la personne dont le rôle est de gérer les affaires courantes de la succession, et ainsi d'en préserver la valeur en attendant son partage entre les héritiers. Il y a trois sortes de mandataire : le mandataire conventionnel, désigné d'un commun accord par les cohéritiers ; le mandataire judiciaire, nommé par le juge en cas de discorde entre les cohéritiers ; et le mandataire à titre posthume, désigné de son vivant par le dé-

funt. A noter que si le mandataire posthume perçoit une rémunération (l'acte notarié de désignation peut le prévoir), celle-ci est alors déductible de la succession pour le calcul des droits à payer.

MESURE CONSERVATOIRE Acte de gestion réalisé par l'un des héritiers, dont l'objet consiste à préserver un bien de la succession d'une possible dégradation. Une mesure conservatoire peut être prise sans concertation avec les autres héritiers sous réserve qu'elle ait un caractère d'urgence ou de nécessité. Par exemple, engager des travaux d'étanchéité dans une maison qui prend l'eau.

SAISINE Attribution particulière que le défunt peut avoir consentie à son exécuteur testamentaire. Cette saisine habilite notamment ce dernier à vendre aux enchères le mobilier composant la succession, afin de payer les legs en argent souhaités par le défunt.

La répartition des biens entre les héritiers

PAGES 80 À 83

C'est le partage des biens de la succession qui met fin à la situation d'indivision que vivent les cohéritiers. Ce partage peut se faire soit à l'amiable, soit par voie judiciaire. La première solution est évidemment préférable, car elle suppose que les intéressés sont tous d'accord sur les modalités de la répartition. Pas toujours évident à mettre en œuvre, hélas, l'arithmétique et les sentiments ne faisant pas forcément bon ménage. Surtout quand des souvenirs de famille sont en jeu ou lorsqu'il s'agit

d'attribuer des biens par nature indivisibles, comme une habitation. De fait, si aucune entente n'est possible au niveau de l'évaluation des biens ou de la composition des lots, c'est la seconde solution, celle du partage devant le tribunal, qui s'imposera, entraînant alors les héritiers dans une procédure longue et coûteuse. Le cas du conjoint survivant est particulier : non seulement il a un droit d'occupation du logement du couple (valable à vie s'il en fait la demande au notaire), mais il peut également exiger que ce logement lui soit attribué de manière préférentielle, c'est-à-dire en priorité, charge à lui d'indemniser les autres héritiers.

10 ans

Nombre d'années qu'a le conjoint ayant reçu un bien de manière préférentielle pour régler sa dette aux héritiers

25%

Un héritier découvrant qu'il a été lésé lors du partage de plus d'un quart de sa part légale peut être dédommagé

1 an

Délai octroyé au notaire par un juge pour rédiger un projet de partage lorsque les héritiers ne se sont pas entendus



PROCÉDURE DE PARTAGE

Faute de trouver un terrain d'entente, le juge tranchera

Si tous les héritiers indivisaires parviennent à s'accorder sur le principe et les modalités d'attribution des parts, et notamment l'évaluation des biens composant la succession, un partage amiable est tout à fait possible. La présence d'enfants mineurs (ou d'adultes non émancipés) n'empêche nullement ce type de partage, à condition de consulter auparavant le juge des tutelles ou le conseil de famille. Bien que vivement recommandée, la rédaction d'un acte notarié n'est pas obligatoire (il suffit, en principe, que les cohéritiers déclarent le partage effectué à l'administration fiscale en précisant la valeur estimée des biens), sauf si un logement ou un terrain figurent dans l'actif de la succession, auquel cas l'intervention d'un notaire sera indispensable. Attention, faute d'accord conclu entre tous les héritiers, ce sera à la justice d'intervenir afin de trouver une solution au problème, une aventure qui peut être longue, coûteuse

en frais d'avocat, et mécontenter beaucoup de monde dans la famille (lire les détails de la procédure d'un partage judiciaire dans l'encadré page suivante).

ACTIF À PARTAGER **Tous les biens du défunt, à l'exception de ceux légués par testament**

Le patrimoine à répartir entre les héritiers, appelé «masse partageable», est constitué de l'ensemble des biens du défunt existant au jour de sa disparition, des donations «rapportées» (c'est-à-dire réintégrées comptablement dans l'actif de la succession) et des indemnités de réduction dues aux héritiers réservataires lorsqu'un don ou un legs a été contesté (lire l'explication du mécanisme page 70). S'y ajoutent les dettes et créances éventuelles des indivisaires. En effet, l'un d'eux a pu endommager un des biens de la succession qu'il utilisait, par exemple la voiture ou le bateau, ou peut être redevable d'une indemnité envers ses cohéritiers au titre

de l'occupation d'un logement à son unique profit. A l'inverse, il peut avoir engagé des travaux de réfection d'une habitation à ses propres frais et, dans ce cas, demander aux autres un dédommagement. Au final, chacun est censé recevoir des biens d'une valeur équivalente à celle des droits qu'il avait au sein de l'indivision, la valeur de ces biens étant estimée à la date fixée par l'acte de partage. Précisons que les biens qui ont été légués par voie de testament ne font pas partie de la masse partageable.

COMPOSITION DES LOTS

La vente de biens est souvent requise pour parvenir à l'égalité

L'opération s'avère souvent délicate, car elle est à la fois sentimentale et comptable. Sentimentale, parce que certains biens peuvent avoir un contenu affectif susceptible de provoquer des tensions entre les différents héritiers. Comptable, parce que, faute de pouvoir réaliser un partage parfaitement équitable, certains se sentiront moins bien traités que d'autres. Pour parer au problème, deux solutions sont envisageables. La première est de vendre tout ou partie des biens de la succession (quitte à passer par la justice en cas d'opposition au sein de la famille). A la suite de quoi les héritiers

Le partage peut être annulé si un héritier découvre que sa part est inférieure de plus de 25% à celle qu'il aurait dû recevoir.

LES TROIS CAS D'ANNULATION POSSIBLE DU PARTAGE DES BIENS

Un héritier peut demander à un juge d'annuler le partage s'il parvient à lui prouver que son accord a été obtenu par la force ou la ruse. Un nouveau partage peut alors être opéré, à moins qu'un partage complémentaire suffise à le dédommager. Deuxième cas pouvant entraîner la remise en cause du partage : quand l'héritier a été oublié lors du règlement de la succession. Il peut alors exiger soit l'annulation du partage, soit

l'attribution de sa part légale. Troisième cas possible : l'héritier découvre que son lot est inférieur de plus d'un quart à celui qu'il aurait dû normalement recueillir (on parle de «lésion»). L'héritier lésé peut alors réclamer un dédommagement de la part des autres héritiers, en nature (un bien) ou en valeur (de l'argent). A noter que les délais pour agir en justice sont de cinq ans dans les deux premiers cas et de deux ans dans le dernier.



PHOTO: © STOCK.ADOBE.COM

se partagent le produit de la cession au prorata de leurs droits respectifs. C'est en général ce qui se produit pour les biens immobiliers. Comment, en effet, diviser une maison avec jardin en plusieurs lots ? Même pour les vastes logements disposant de plusieurs étages, ce n'est pas évident, car le découpage entraînera souvent la dépréciation de l'ensemble de l'habitation. La seconde solution est de constituer des lots en nature, aussi égaux en valeur que possible.

ATTRIBUTION DES LOTS

Les héritiers moins bien servis pourront récupérer de l'argent

Une fois les lots composés (par les héritiers eux-mêmes ou par un notaire), le mieux est que chacun obtienne ce qu'il désire : la voiture pour l'un, la commode Louis XIII pour l'autre... Hélas, ce n'est pas toujours ainsi que les choses se passent. Il faut alors procéder à un tirage au sort, situation qui n'est jamais agréable à vivre. Il arrive aussi que, étant donné le contenu de la succession, il s'avère impossible de la décomposer en lots à peu près égaux. Il faut alors rétablir l'égalité entre les héritiers au moyen d'une somme d'argent (appelée «soulte») qui sera versée aux moins bien lotis. A noter que les bibelots, portraits d'ancêtres et autres «souvenirs de famille» restent en indivision : ils ne sont pas attribués définitivement à l'un des héritiers, mais répartis entre eux ou confiés à celui qui semble le plus apte à les garder chez lui.

REFUS DE PARTAGER

Un juge interviendra en cas de mauvaise volonté manifeste d'un héritier

Il n'est pas rare qu'un des héritiers traîne les pieds et finisse par empêcher l'opération de partage. Les autres peuvent toujours le sommer de désigner un remplaçant qui fera le nécessaire à sa place. Mais s'il persévère dans son inertie ? Les indivisaires ont alors la possibilité de demander à un juge qu'il nomme une personne (un autre héritier ou un tiers) afin de le représenter jusqu'à l'achèvement du partage. Cette personne devra toutefois obtenir l'accord du juge pour accepter la répartition des biens lorsqu'elle sera finalisée. Autre cas de blocage possible : l'existence d'un mineur ou d'un adulte sous tutelle parmi les

PHOTO: E. LIVE/STOCKIMAGES - STOCK-ADBE.COM



Si le dossier est compliqué, le tribunal désignera un notaire et lui donnera un an pour rédiger un projet de partage.

PARTAGE JUDICIAIRE DU PATRIMOINE : L'OPÉRATION PEUT ÊTRE DEMANDÉE PAR N'IMPORTE QUEL HÉRITIÉR

C'est la justice qui prend l'affaire en main dès lors que les héritiers ne se sont pas entendus. Si tous sont partants pour le partage judiciaire, il leur suffit d'adresser au tribunal du domicile du défunt une requête collective et de préciser s'ils préfèrent un partage en valeur (de l'argent) ou en nature (des biens). Si un seul indivisaire demande le partage, il doit assigner les autres devant le tribunal, en expliquant pourquoi un accord amiable avec eux lui paraît impossible. Dans les deux cas, un avocat est obligatoire, il y aura donc plusieurs milliers d'euros de frais à payer.

Si le dossier de succession est simple, le juge procède lui-même au partage (en faisant vendre au besoin certains biens aux enchères). Les héritiers n'ont plus qu'à s'adresser à un notaire pour le faire enregistrer. Si la succession est compliquée, le tribunal désigne un notaire, ainsi qu'un juge chargé de surveiller la bonne marche des opérations. Le notaire a pour tâche d'établir un état reprenant les différents éléments de la succession (masse partageable, droits des héritiers, composition des lots...). Il dispose ensuite d'un an (délai renouvelable une fois en

cas de difficultés) pour rédiger un projet de partage. S'il convient aux héritiers, le dossier est clos. Sinon, c'est le juge qui s'en saisit et décide soit d'homologuer tel quel le projet du notaire, soit de le rectifier afin de tenir compte des oppositions formulées par les indivisaires. Lorsque le partage est enfin validé, les lots sont tirés au sort, ou répartis entre les héritiers d'un commun accord. Et comme d'habitude dans ce genre de situation, si l'on ne parvient pas à constituer des lots équitables en valeur, il conviendra d'attribuer une soulte (de l'argent) aux héritiers les plus mal servis.

indivisaires. Le partage du patrimoine ne peut s'effectuer dans ce cas que sous certaines conditions, avec notamment l'accord du juge des tutelles ou du conseil de famille, ainsi que la nomination, par ces mêmes personnes, d'un notaire qui sera chargé de suivre les opérations.

AVANCE SUR HÉRITAGE

Il faut d'abord obtenir l'accord des autres héritiers ou du tribunal

Quand le partage tarde à se réaliser, un héritier dans le besoin peut vouloir toucher une avance d'argent sur sa part

légal de patrimoine. Ce type de requête est à adresser d'abord au notaire chargé de liquider la succession, lequel demandera leur accord aux autres héritiers. En cas de refus de leur part, le second recours sera de contacter le tribunal. Selon la situation financière du demandeur, le président du tribunal accédera ou non à sa requête, sachant que, dans tous les cas, l'avance d'argent ne sera faite que si les fonds existent (aucun bien de la succession, pas même un meuble, ne sera mis en vente pour lui procurer les liquidités réclamées). ♦

ATTRIBUTION PRÉFÉRENTIELLE

Le conjoint qui demande le logement a dix ans pour indemniser les enfants du défunt

La loi accorde à certains héritiers la possibilité, en priorité sur les autres, de prendre possession à 100% d'un bien (souvent une habitation). Celui-ci n'est pas attribué gratuitement. Sa valeur est déduite de la part de l'héritier concerné, qui devra verser aux autres une soulte (somme d'argent) si la part qu'il a reçue ne suffit pas à les dédommager. Cette attribution préférentielle peut être de plein droit (pour le logement du conjoint, par exemple), auquel cas nul ne peut s'y opposer. Sinon, c'est au juge d'apprécier le bien-fondé de la demande.

SOLTE À VERSER **Le conjoint ou le partenaire de Pacs peut obtenir une facilité de paiement**

L'argent que doit souvent verser l'attributaire d'un bien de valeur à ses cohéritiers (la «soulte») est payable au moment du partage, mais s'il est le conjoint (ou le pacsé), il peut échelonner le paiement: 50% de la soulte au comptant, et 50% étalés sur dix ans. Sauf accord contraire, les sommes restant dues portent intérêt au taux légal (4,47% au premier semestre 2023). Notez aussi que si la valeur du bien progresse de plus de 25% avant que tout soit payé, le solde peut être augmenté du même pourcentage. Dernière règle à connaître: si l'attributaire vend le bien, le solde de l'indemnité devient exigible sans délai.

LOCAL D'ACTIVITÉ **Seuls les héritiers qui y exerçaient leur profession peuvent y prétendre**

Tout héritier copropriétaire d'un local professionnel (y compris le conjoint ou le pacsé) peut bénéficier de son attribution préférentielle s'il y exerçait son métier au moment du décès. Il se verra aussi allouer la propriété de tout le matériel nécessaire à l'exploitation de l'activité. Par contre, même si le local est situé dans une partie du logement qu'il habite, il n'aura aucun droit pour le

revendiquer s'il n'y travaillait pas. Bon à savoir: selon qu'il s'agisse d'un travail effectué à plein temps ou non, l'attribution du local peut prêter à discussion. C'est alors au tribunal de trancher.

ENTREPRISE **Son attribution exige d'avoir toute l'aptitude et la capacité juridique à l'exploiter**

Toutes les entreprises, quelle que soit l'activité exercée (industrielle, artisanale, commerciale, libérale...) ou la forme juridique (société anonyme, en nom collectif...), sont concernées par le dispositif d'attribution préférentielle. Et ceux qui peuvent en profiter sont clairement définis par la loi. Il peut s'agir du conjoint, du partenaire de Pacs ou d'un héritier copropriétaire (en pleine propriété ou en nue-propriété), à condition qu'ils aient participé avant le décès ou participent désormais de façon effective à l'exploitation de l'entreprise. Attention, si l'aptitude du demandeur

à gérer une entreprise n'est pas suffisante, ou s'il n'en a tout simplement pas la capacité juridique (détention d'une carte professionnelle ou d'un diplôme agréé), l'attribution préférentielle risque de lui être refusée par le juge.

EXPLOITATION AGRICOLE

Le demandeur reçoit aussi tout le matériel, les stocks et le bétail

Pour le conjoint survivant ou l'héritier copropriétaire d'une exploitation agricole, l'attribution préférentielle est de droit (le pacsé peut aussi en bénéficier, mais il n'est pas prioritaire). Le demandeur doit être copropriétaire en pleine propriété ou en nue-propriété du bien agricole concerné. Comme pour une entreprise, il doit participer ou avoir participé effectivement à la mise en valeur de l'exploitation. A signaler: l'ensemble du matériel existant, les stocks de marchandises ainsi que le bétail éventuel lui sont attribués avec l'exploitation. ♦

PHOTO: © INSTA, PHOTOS - STOCKADORE.COM



La requête du conjoint passe avant celle des autres héritiers du défunt, y compris ses enfants.

RÉSIDENCE DU COUPLE: **PRIORITÉ EST DONNÉE AU CONJOINT SURVIVANT**

Sous réserve d'en avoir fait la demande écrite auprès du notaire, l'attribution de la résidence principale du couple est dite «de plein droit» pour le conjoint survivant. Sa requête passe donc avant celle des autres héritiers, y compris les enfants. Notez que le mobilier est également visé par cette mesure de priorité. En cas de soulte à verser aux autres, la loi accorde un délai de paiement pouvant s'étaler sur dix ans (lire le paragraphe «Soulte à verser» ci-contre). Le partenaire de Pacs est aussi prioritaire dans l'attribution du logement du défunt, mais seulement si ce dernier l'avait prévu dans son testament.

LEXIQUE

CONSEIL DE FAMILLE Désigne un groupe de quatre à six personnes composé de parents, ou à défaut d'amis proches ou d'experts, qui sont missionnés par le tribunal pour régler les conditions de vie d'un individu se trouvant dans l'impossibilité de le faire lui-même (cas de l'enfant mineur ou du majeur placés sous tutelle). Le conseil de famille intervient également en matière de succession (sous le contrôle du juge des tutelles) lorsqu'il s'agit d'opérer un choix au mieux des intérêts d'une personne incapable (rédaction d'un testament, déclaration de succession, partage du patrimoine du défunt...).

LÉSION Suite au partage du patrimoine d'une succession, on parle de «léSION» lorsque l'un des héritiers recueille une part inférieure à ce qu'il aurait dû recevoir normalement. Cette anomalie peut trouver sa source dans l'erreur d'évaluation d'un bien du défunt, par exemple un logement, ou dans un simple oubli dans le calcul des droits détenus sur la succession. Dans tous les cas, le préjudice subi ne sera indemnisé que si l'héritier concerné est privé de plus du quart de sa part légale du patrimoine. Le dédommagement dû par les autres héritiers pourra s'opérer soit en valeur (une somme d'argent), soit en nature (transmission d'un bien).

LICITATION Opération qui consiste à faire vendre aux enchères publiques un bien issu d'une succession (souvent une habitation) qui se trouve placé en indivision entre plusieurs héritiers. La licitation



CONSEIL DE FAMILLE Assemblée de personnes proches dont la mission est de défendre les intérêts d'un mineur ou d'un majeur protégé, notamment en matière de succession.

d'un bien indivis découle le plus souvent d'une décision de justice (plus rarement d'un accord passé à l'amiable entre les cohéritiers). Elle se déroule habituellement à la barre du tribunal, mais la vente peut également être réalisée chez un notaire si tous les indivisaires concernés sont majeurs et ont donné leur consentement écrit sur ce point.

MINEUR ÉMANCIPÉ Personne n'ayant pas encore 18 ans, mais à qui le législateur, par voie de dérogation, accorde des droits identiques à ceux d'une personne majeure, notamment celui de rédiger son testament, ou de donner son accord au partage des biens d'une succession sans être obligé de consulter le conseil de famille ou le juge des tutelles.

SOULTE Indemnité financière que peut être contraint de verser un héritier à un ou plusieurs de ses cohéritiers si le lot qui lui a été octroyé (ou dont il a demandé

l'attribution préférentielle) à la suite du partage s'avère être d'une valeur supérieure à celle qui lui revenait de droit. Le versement de cette soulte permet ainsi de rétablir le principe d'égalité entre tous les héritiers.

TUTELLE Décision d'un juge qui confie à une personne (le «tuteur») le rôle de représenter les droits juridiques d'un enfant mineur dont les deux parents sont décédés, ou d'une personne majeure dont les facultés mentales se trouvent gravement altérées. Le tuteur est choisi en priorité parmi les membres de la famille de la personne à protéger (si c'est impossible, le juge désigne un professionnel inscrit sur une liste dressée par le préfet). Il a notamment pour mission de surveiller, en liaison directe avec le conseil de famille et le juge des tutelles, que le règlement d'une succession dans laquelle son protégé a des intérêts se déroule dans des conditions normales.

Les droits et les frais de succession

PAGES 86 À 93

Les droits de succession que les héritiers ont à payer au fisc ne sont heureusement pas calculés sur la valeur des biens reçus, mais sur le montant obtenu après soustraction des dettes du défunt et application d'un abattement qui dépend de son lien de parenté avec lui (100 000 euros, par exemple, entre les enfants et les parents). Des réductions et des exonérations sont même prévues pour certaines personnes (en plus du conjoint et du pacsé, exemptés à 100%) et certains types de biens (monuments historiques, forêts...). Mais

attention, le règlement est attendu dans les six mois suivant le décès, et les héritiers sont tenus solidairement : si l'un d'eux se dérobe, les autres devront payer à sa place (quitte, par la suite, à se retourner en justice contre lui). A ces droits s'ajoutent les frais du notaire chargé de régler la succession, service dont il est difficile de se passer vu la complexité des textes. Entre les actes authentiques de transfert de propriété (logement, épargne, comptes bancaires...) et ceux liés à la liquidation (inventaire, rédaction de la déclaration, partage des biens...), ce sont plusieurs milliers d'euros que les héritiers devront déboursier, au prorata de leur part respective.

80%

Taux de majoration des droits de succession à régler en cas de manœuvre frauduleuse de la part d'un héritier

63 €

Coût de l'ouverture et de la lecture d'un testament olographe (fait à la main) dont la garde avait été confiée au notaire

0%

Le conjoint et, depuis 2007, le pacsé gratifié par testament sont totalement exonérés de droits de succession



CALCUL DES DROITS

Abattements et exonérations adoucissent la facture à régler

C'est sur la part nette revenant à chaque héritier (donc après déduction des dettes du défunt) que se base le fisc pour mesurer les droits de succession à payer. Un abattement est ensuite appliqué sur cette part nette, dont le montant dépend du lien de parenté existant entre le défunt et son héritier. La règle voulant que plus ce lien est étroit (parents et enfants, par exemple), plus l'abattement octroyé est important. C'est à partir de ce nouveau montant et en fonction d'un barème progressif établi par tranches (à l'image de l'impôt sur le revenu) que sont calculées les taxes à régler. Interviennent enfin, le cas échéant, des allègements de droits spécifiques, par exemple en faveur des personnes lourdement handicapées et des invalides de guerre. A noter que certains héritiers sont totalement exonérés du paiement des droits de succession. Parmi eux, on compte le conjoint

survivant et, depuis 2007, le partenaire de Pacs, mais aussi les enfants ou parents des victimes de terrorisme, ou de fonctionnaires de terrain (policiers, gendarmes, militaires...) décédés dans l'accomplissement de leur mission. Certains legs consentis à l'Etat ou à des institutions d'utilité publique sont également exemptés de taxes, et même certains types de biens (bois, forêts, terres agricoles, logements neufs, entreprises...), mais, dans ce dernier cas, seulement en partie et dans des conditions strictement définies par la loi.

ASSIETTE DE TAXATION

Le fisc considère la part nette recueillie par chaque héritier

La règle appliquée par l'administration est simple et précise : les droits à régler sont calculés sur la part nette de patrimoine transmise à chacun des héritiers (ou sur la valeur des biens légués par

testament). Deux situations embarrassantes peuvent toutefois se présenter. Premier cas : le partage du patrimoine a été opéré avant le dépôt de la déclaration de succession (qui, rappelons-le, doit être effectué dans les six mois suivant le décès). Même si chaque héritier a reçu des biens dont la valeur correspond à ses droits, le calcul pourra aboutir à une répartition très inégale des taxes à payer si la succession comprend des biens exonérés (totalement ou partiellement). Conséquence : l'héritier ayant reçu un tel bien paiera beaucoup moins de droits que les autres (voire aucuns droits s'il ne recueille qu'un seul bien exonéré à 100%, comme un logement classé monument historique). Seconde situation ennuyeuse, cette fois en cas de partage postérieur au dépôt de la déclaration et au paiement des droits : le risque est alors de devoir recalculer les droits de chacun en fonction des biens attribués par la suite. Si ces nouveaux droits sont supérieurs à ceux versés lors du dépôt de la déclaration, un supplément devra être déboursé. A l'inverse, s'ils sont inférieurs, c'est la restitution d'un trop-perçu par l'administration fiscale qui s'imposera.

ABATTEMENTS ACCORDÉS

De 1 594 à 100 000 euros, selon le lien de parenté avec le défunt

Le niveau d'abattement accordé par le fisc dépend du lien de parenté qui existe entre le défunt et l'héritier. Il est déductible de la part nette revenant à chaque héritier (ou à chaque bénéficiaire de legs). Cet avantage est personnel : si son montant est supérieur à la part nette du bénéficiaire, le solde ne peut pas être attribué aux autres héritiers. Le montant des abattements alloués a été modifié par une loi de 2012. Depuis lors, les enfants et les parents ont droit à un abattement de 100 000 euros. Les petits-enfants héritant de leur parent défunt par représentation bénéficient aussi de l'abattement de 100 000 euros, mais ils doivent se le répartir entre eux,

Vous n'aurez rien à verser à l'administration fiscale si vous héritez d'un bien classé monument historique.

CERTAINS BIENS SONT EXONÉRÉS OU BÉNÉFICIENT D'UN GROS ABATTEMENT SUR LES DROITS À PAYER

Même s'ils doivent figurer sur la déclaration, certains biens échappent totalement ou partiellement aux droits de succession. Au titre des biens exonérés à 100%, on compte les monuments historiques, les legs reçus par l'Etat, les établissements publics, les collectivités ou les associations reconnues d'utilité publique. S'agissant des exonérations partielles, il y a les bois et forêts (75% d'exonération), les terres agricoles (75% d'exonération jusqu'à 500 000 euros, 50% au-delà), les logements acquis neufs entre juin 1993 et décembre 1995 (46 000 euros d'abattement par héritier), à condition que l'investisseur n'ait pas bénéficié d'un avantage fiscal lié à la location du bien, ou les entreprises (lire page 88).



quel que soit leur nombre. Les frères et sœurs du défunt ont droit à un abattement de 15 932 euros. Pour les neveux et nièces, l'abattement est de 7 967 euros. Il grimpe néanmoins à 15 932 euros (mais ce montant est à partager entre eux) s'ils viennent en représentation d'un parent décédé. Tout autre héritier ou légataire bénéficie d'un simple abattement de 1 594 euros. Les personnes lourdement handicapées ont droit à un abattement spécifique de 159 325 euros, cumulable avec l'abattement personnel consenti selon leur degré de parenté avec le défunt. Signalons enfin que, depuis 2012, les abattements successoraux ne sont plus revalorisés de l'inflation annuelle.

DONATIONS CONSENTIES **Les abattements peuvent déjà avoir été consommés en totalité**

Calculer les droits de succession que l'on doit payer exige de tenir compte des donations reçues dans le passé (qui peuvent avoir utilisé tout ou partie des abattements). On dit qu'on procède au «rappel fiscal» de ces donations. Selon la règle établie, si une donation a été faite il y a plus de quinze ans, l'abattement qui lui est lié est totalement reconstitué. Le calcul des droits de succession s'effectuera donc comme si cette donation n'avait jamais eu lieu. Par contre, une donation effectuée il y a moins de quinze ans sera toujours prise en considération : l'abattement accordé à la succession est dans ce cas diminué du montant de celui pratiqué au moment de la donation. Si cet abattement a été utilisé en totalité, les droits seront alors calculés sur le montant taxable, sans autre déduction. Exemple pour une donation de 90 000 euros, reçue par un enfant douze ans avant le décès son père : l'abattement de 100 000 euros ayant été consommé à 90%, le montant taxable à la succession ne bénéficiera plus que de 10 000 euros d'abattement.

BARÈME APPLICABLE **La note sera d'autant plus salée que le montant reçu est important**

Le barème des droits de succession est «progressif». Cela signifie que plus le montant net taxable (donc après la prise en compte des abattements légaux) de l'héritage est important, plus



PHOTO : © DELAVAL - STOCK.ADOBE.COM

Les successions des militaires décédés en opérations extérieures ou visant à défendre les intérêts de la France ne sont pas taxables.

LES SITUATIONS QUI VOUS FONT ÉCHAPPER À TOUTE TAXATION

Devenir héritier n'entraîne pas toujours le paiement de droits. La part reçue par le conjoint (y compris via une donation entre époux) ou le partenaire pacsé, quelle qu'en soit la valeur, est ainsi exonérée à 100%. Idem pour chaque frère et sœur du défunt, sous trois conditions cumulatives : être célibataire, veuf ou divorcé au moment du décès ; avoir plus de 50 ans ou être atteint d'une infirmité rendant inapte au travail ; avoir habité chez le défunt de manière habituelle durant les cinq dernières années. Il en va de même pour les successions des victimes de guerre ou de terrorisme, des militaires décédés en opérations extérieures (ou, depuis le 1^{er} janvier 2021, en opérations lancées sur le territoire national dès lors qu'elles visent à la défense les intérêts de la France), des sapeurs-pompiers, policiers, gendarmes et douaniers morts dans l'exercice de leurs fonctions.

les droits de succession dont il faut s'acquitter sont élevés. A ce premier facteur s'en ajoute un second, à savoir la nature des liens de parenté existant entre le défunt et son héritier : plus ces liens sont étroits, plus le pourcentage des droits à régler est revu à la baisse. Par exemple, dans le cas d'une succession «en ligne directe», c'est-à-dire réalisée entre parents et enfants ou petits-enfants, le

taux applicable varie de 5 à 45% : dans le détail, il est de 5% jusqu'à un montant taxable de 8 072 euros, passe ensuite à 20% entre 15 932 et 552 324 euros, et enfin à 45% au-dessus de 1 805 677 euros de biens transmis. Par contre, dans le cas d'une succession liquidée entre des frères et des sœurs, le fisc se montre nettement plus gourmand : 35% de droits à régler jusqu'à 24 430 euros perçus, et 45% au-dessus de cette somme. S'il s'agit d'une succession entre les membres d'une famille situés au-delà du quatrième degré (arrière-cousins, arrière-petits-neveux...) ou bien entre personnes n'ayant aucun lien de parenté (entre simples concubins, par exemple), le fisc s'adjudge même 60% du montant net taxable, et cela dès le premier euro d'héritage perçu (lire le récapitulatif des taux applicables dans le tableau de la page 88).

RÉDUCTIONS **Les familles nombreuses n'ont plus aucun avantage depuis janvier 2017**

Une réduction spéciale pour «charge de famille» a longtemps pu alléger le montant des droits à régler au fisc. L'héritier ayant trois enfants ou plus (vivants ou représentés) à la date d'ouverture de la succession profitait d'un rabais de droits de 610 euros par enfant à partir du troisième (pour une transmission en ligne directe ou entre époux) ou de 305 euros (pour les autres types de transmission, par exemple entre pacsés ou frères et sœurs). Cette disposition a été supprimée par une loi entrée en vigueur en janvier 2017. La seule réduction de droits existant à ce jour est donc celle qui concerne les mutilés de ➔

LES ENTREPRISES SONT EXONÉRÉES À HAUTEUR DE 75%

➔ guerre dont le taux d'invalidité atteint au moins 50% : leur facture de droits de succession est abaissée de moitié, dans la limite de 305 euros.

SOCIÉTÉS Les héritiers ne sont imposés que sur un quart des parts transmises par le défunt

Afin d'assurer la pérennité d'une entreprise, la loi exonère sa transmission par décès à hauteur de 75% de sa valeur, sans

aucun plafond. S'il s'agit d'une société, le défunt devait avoir pris l'engagement de son vivant de garder au moins deux ans une part minimale du capital (20% si la société est cotée, 34% sinon). A son décès, ses héritiers doivent s'engager à ne pas céder leurs parts avant quatre ans, l'un d'eux (ou un associé) devant rester à sa tête au moins trois ans. S'il s'agit d'une entreprise individuelle (activité libérale, artisanale, industrielle...), un des héri-

tiers doit en poursuivre l'exploitation durant au moins trois ans. Les héritiers devront aussi conserver tous les biens de l'entreprise (meubles et immeubles) durant au moins quatre ans. Attention, le non-respect de ces engagements entraînera l'annulation de l'exonération de 75%, le paiement de 0,20% d'intérêts par mois de retard et une amende sur la réduction des droits de succession obtenue allant de 5 à 20%. ♦

LE BARÈME SERVANT AU CALCUL DES DROITS DE DONATION ET DE SUCCESSION

Les droits de donation ou de succession suivent le même barème. Celui-ci s'applique sur la valeur des biens transmis, après déduction d'un abattement (renouvelable tous les quinze ans

pour les donations) qui dépend du lien de parenté avec le défunt. La colonne «Montant à retrancher» de notre tableau permet d'effectuer un calcul rapide de ces droits. Ainsi, pour une succession de 300 000 eu-

ros en ligne directe, par exemple entre un père et sa fille, une fois retranché de cette somme l'abattement de 100 000 euros, le montant taxable tombe à 200 000 euros. On applique à ce montant le

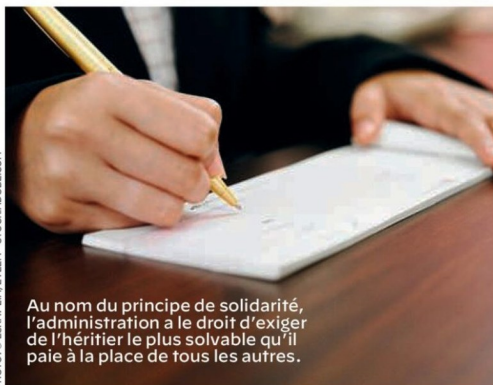
taux correspondant dans le barème, soit 20%, puis on soustrait du résultat la somme de 1806 euros. Soit : $200\,000 (300\,000 - 100\,000) \times 20\% - 1806 = 38\,194$ euros de droits de succession à payer au fisc.

POUR UNE TRANSMISSION EN LIGNE DIRECTE		
HÉRITIERS	ABATTEMENT ACCORDÉ EN CAS DE...	
	DONATION (1)	SUCCESSION (1)
Enfants	100 000 euros (2)	100 000 euros
Parents	100 000 euros	100 000 euros
Petits-enfants	31 865 euros (2)	1 594 euros
Arrière-petits-enfants	5 310 euros (2)	1 594 euros
MONTANT TAXABLE APRÈS ABATTEMENT	TAUX APPLICABLE	MONTANT À RETRANCHER (CALCUL RAPIDE)
Inférieur ou égal à 8 072 euros	5%	0 euro
De 8 072 à 12 109 euros	10%	404 euros
De 12 109 à 15 932 euros	15%	1 009 euros
De 15 932 à 552 324 euros	20%	1 806 euros
De 552 324 à 902 838 euros	30%	57 038 euros
De 902 838 à 1 805 677 euros	40%	147 322 euros
Plus de 1 805 677 euros	45%	237 606 euros

POUR UNE TRANSMISSION ENTRE CONJOINTS OU PACSÉS		
HÉRITIERS	ABATTEMENT ACCORDÉ EN CAS DE...	
	DONATION (1)	SUCCESSION (1)
Conjoint ou partenaire de Pacs	80 724 euros	Exonération totale
MONTANT TAXABLE APRÈS ABATTEMENT	TAUX APPLICABLE	MONTANT À RETRANCHER (CALCUL RAPIDE)
Inférieur ou égal à 8 072 euros	5%	0 euro
De 8 072 à 15 932 euros	10%	404 euros
De 15 932 à 31 865 euros	15%	1 200 euros
De 31 865 à 552 324 euros	20%	2 793 euros
De 552 324 à 902 838 euros	30%	58 026 euros
De 902 838 à 1 805 677 euros	40%	148 310 euros
Plus de 1 805 677 euros	45%	238 594 euros

(1) Plus un abattement de 159 325 euros en cas de transmission à une personne handicapée. (2) Plus un abattement de 31 865 euros, au titre du don familial d'argent. Les neveux et nièces n'y ont droit que s'ils ne sont pas de descendance. (3) La succession est exonérée de droits à trois conditions : l'héritier est célibataire, veuf ou divorcé, il est âgé de plus de 50 ans (ou atteint d'une infirmité l'empêchant de travailler) et il a vécu avec le défunt durant les cinq dernières années. (4) Oncles, tantes, cousins germains, petits-neveux... (5) Arrière-petits-neveux, arrière-cousins...

POUR UNE TRANSMISSION DANS TOUS LES AUTRES CAS					
HÉRITIERS	ABATTEMENT ACCORDÉ EN CAS DE...		MONTANT TAXABLE APRÈS ABATTEMENT	TAUX APPLICABLE	MONTANT À RETRANCHER (CALCUL RAPIDE)
	DONATION (1)	SUCCESSION (1)			
Frères et sœurs	15 932 euros	15 932 euros (3)	Inférieur ou égal à 24 430 euros Plus de 24 430 euros	35% 45%	0 euro 2443 euros
Neveux et nièces	7 967 euros (2)	7 967 euros	La totalité	55%	-
Parents jusqu'au 4 ^e degré (4)	0 euro	1 594 euros	La totalité	55%	-
Parents au-delà du 4 ^e degré (5), concubins et autres non-parents	0 euro	1 594 euros	La totalité	60%	-



Au nom du principe de solidarité, l'administration a le droit d'exiger de l'héritier le plus solvable qu'il paie à la place de tous les autres.

UN SEUL DES HÉRITIERS PEUT ÊTRE AMENÉ À RÉGLER AU FISC LA TOTALITÉ DE L'ADDITION

Les droits de succession, ainsi que les éventuelles pénalités infligées en cas de retard de déclaration, de sous-évaluation ou d'omissions, sont dus « solidairement » par les héritiers. Autrement dit, l'administration fiscale peut demander le paiement de la totalité des droits à un seul des héritiers, généralement le plus solvable, quitte à ce que celui-ci se retourne ensuite

contre les autres pour récupérer l'avance d'argent consentie. Cette solidarité ne s'applique évidemment pas au conjoint ni au partenaire de Pacs, qui sont totalement exonérés d'impôts sur les successions. Les légataires, même universels (lire la définition page 93), sont aussi dispensés de solidarité : ils ne sont tenus de payer que les droits relatifs aux legs qu'ils ont reçus.

PAIEMENT DES DROITS Un délai peut être accordé en cas de difficultés financières

Les droits de succession doivent en principe être réglés dans les six mois suivant le décès, lors du dépôt de la déclaration. Chacun paie une somme correspondant à la part de patrimoine reçue. Tous les héritiers (mais pas les légataires, lire l'encadré ci-dessus) sont solidaires du paiement, à l'exception, naturellement, de ceux qui en sont exonérés, c'est-à-dire le conjoint, le pacsé et, sous certaines conditions, les frères et les sœurs du défunt (lire l'encadré de la page 87). En cas de graves difficultés financières, les héritiers peuvent néanmoins demander au fisc un délai de paiement (assorti d'un taux d'intérêt). Ils peuvent également, au besoin, régler la facture en lui remettant un objet de valeur. On parle alors de « dation », une formule exigeant que les droits dus s'élèvent au minimum à 10 000 euros.

PAIEMENT FRACTIONNÉ Il est possible d'échelonner ses versements sur un à trois ans

Les héritiers n'ont pas toujours de quoi payer les droits de leur poche, et une succession ne procure pas forcément les liquidités suffisantes pour effectuer ce règlement. L'une des solutions possibles est alors de demander le fractionnement de l'impôt. Cette requête, à laquelle le fisc n'accède qu'à condition

d'apporter de solides garanties (lire plus loin), doit être signifiée lors du dépôt de la déclaration de succession. En pratique, le fractionnement va aboutir à un paiement en trois versements réguliers (jamais effectués à plus de six mois d'intervalle) sur une durée maximale d'un an. Ce délai peut toutefois être allongé à trois ans et le nombre de versements porté à sept si l'actif de la succession comprend au moins 50% de biens non liquides (logements, terrains, titres non cotés en Bourse, objets de collection, entreprises...). Notez que, dès le deuxième versement, l'opération donne lieu au paiement d'un intérêt, égal au taux moyen des prêts immobiliers (compris entre 10 et 20 ans) pratiqués au cours du quatrième trimestre de l'année précédant la demande, réduit d'un tiers. Soit, pour 2023, un taux de 1,70%.

PAIEMENT DIFFÉRÉ Destiné notamment aux héritiers qui deviennent nus-propriétaires

Quand des héritiers reçoivent des biens en nue-propriété, ils peuvent obtenir un paiement différé des droits à payer. La même faculté est offerte aux héritiers d'un logement pour lequel le conjoint bénéficie de son droit viager d'occupation et à ceux qui, à la suite d'un partage

inégal, doivent indemniser leurs cohéritiers en leur versant une soulte. En pratique, le paiement des droits est différé de six mois à partir du jour de la vente des biens reçus en nue-propriété, ou du décès du conjoint occupant le logement du couple, ou du délai imparti pour le paiement de la soulte. Comme pour le

fractionnement, le paiement différé exige des garanties que les héritiers s'engagent à présenter au fisc sous quatre mois. Des intérêts sont également dus : ils sont payables annuellement, sachant que

le premier versement de ces intérêts vient un an après la demande de différé. Le taux est égal à celui du fractionnement : 1,70% en 2023.

GARANTIES Obtenir un délai pour régler la facture exige de répondre à certaines conditions

L'accord du fisc au paiement fractionné ou différé des droits de succession est toujours conditionné à l'apport de garanties de remboursement. Il peut aussi bien s'agir d'une prise d'hypothèque sur un bien immobilier détenu par l'héritier demandeur de la facilité de paiement, que d'un nantissement d'un contrat d'assurance vie (le fisc devient immédiatement bénéficiaire du capital investi sur le contrat en cas de non-respect des délais ➔

POUR L'ANNÉE 2023, LE TAUX DE CRÉDIT ACCORDÉ PAR LE FISC S'ÉLEVE À 1,70%

➔ de paiement), ou encore d'une caution personnelle agréée par le comptable du Trésor public. Cette caution peut provenir d'un proche (membre de la famille, ami...) ou d'un établissement bancaire. A signaler que, depuis un décret de 2005, il est admis que les logements apportés en garantie puissent directement provenir de la succession. Toutefois, chaque année, le demandeur devra livrer à l'administration fiscale tous les éléments permettant d'estimer la valeur du bien donné en garantie (expertise, ventes de biens similaires dans le même quartier...). A défaut, la dette redeviendra immédiatement exigible.

DATION Vous pouvez payer les droits en donnant des objets de valeur ou des biens immobiliers

Les droits de succession sont normalement payables au fisc en numéraire, autrement dit en lui versant une somme d'argent (réglable par chèque, carte bancaire, virement ou, jusqu'à 300 euros, en espèces). Mais les héritiers ont également la possibilité de s'acquitter de leur dette fiscale de plusieurs autres manières. Par exemple, en donnant à l'Etat des objets précieux (œuvres d'art, bijoux, livres anciens...), des logements (les biens doivent alors être situés dans des zones d'intervention du Conservatoire du littoral et présenter un intérêt écologique ou paysager) ou des terrains (bois, forêts, espaces naturels...) s'ils peuvent être incorporés au domaine forestier de l'Etat. Ce mode de paiement, appelé «dation», n'est toutefois possible que si le montant des droits à payer est au moins égal à 10 000 euros. La valeur fixée pour les biens concernés par l'opération de dation doit évidemment convenir à la fois à l'héritier et à l'administration. Si la proposition du fisc est inférieure à celle de l'héritier, ce dernier dispose de trente jours pour l'accepter ou y renoncer. Mais gare, s'il choisit de renoncer, il devra verser des intérêts de retard. ♦



LES RISQUES ENCOURUS EN CAS DE CONTRÔLE FISCAL

Le fisc dispose de trois à dix ans, selon les situations, pour vérifier la sincérité de votre déclaration. Attention, en cas de tromperie manifeste, les sanctions infligées peuvent atteindre 80% du supplément dû!

♦ **Contrôle** Valeur des biens, dettes, abattements... Tout est passé au crible par le fisc, qui peut se faire communiquer les informations par les professionnels concernés (banquiers, assureurs, notaire...). Des justificatifs peuvent aussi être réclamés aux héritiers. Notez que si ces derniers ne sont pas sûrs de leurs calculs, ils peuvent demander à être contrôlés.

Le fisc dispose alors d'un an pour éplucher la déclaration. Après quoi, si aucun agent ne s'est manifesté, elle ne pourra plus jamais être remise en cause.

♦ **Rectification** Les services fiscaux n'ont pas le droit de redresser un contribuable avant de lui avoir envoyé une «proposition de rectification», qui peut être contestée par l'intéressé (sous un mois).

Deux possibilités : soit les deux parties finissent par s'entendre, soit le désaccord persiste. Le contribuable devra alors s'exécuter. Mais il peut demander un délai de paiement (entre six et douze mois), puis saisir la commission de conciliation, voire le médiateur des ministères économiques et financiers, afin de tenter de se faire rembourser au moins une partie de la facture par le fisc. En cas d'échec, le dernier recours est d'aller en justice. Mais avant d'engager une telle procédure, aléatoire et coûteuse (au moins 4 000 euros de frais pour un dossier complexe), mieux vaut prendre conseil auprès d'un avocat fiscaliste.

♦ **Prescription** Avec un peu de chance, le contribuable peut bénéficier du délai de prescription (ou de «reprise») qui, une fois dépassé, lui évitera d'être redressé. En cas d'erreur simple à rectifier (montant d'une exonération), ce délai est de trois ans après la fin de l'année du dépôt de la déclaration. Mais s'il s'agit

d'un bien non déclaré ou sous-évalué, le délai est de six ans, voire de dix ans en cas de comptes à l'étranger.

♦ **Sous-évaluation** L'erreur la plus fréquente est la sous-évaluation d'un bien. Les techniques d'expertise étant nombreuses, l'héritier peut déclarer un montant inférieur à celui admis par le fisc, sans pour autant qu'il y ait mauvaise foi de sa part. Il ne devra alors payer qu'un intérêt de retard de 0,20% par mois sur le complément de droits dus (sanction réduite de 30% s'il accepte de rectifier sur-le-champ sa déclaration), et même rien du tout, au titre de la «tolérance légale», si la sous-évaluation du bien n'excède pas 10%.

♦ **Mauvaise foi** Quand la bonne foi ne peut être alléguée, les sanctions sont plus lourdes. La pénalité atteint 40% du supplément dû (sans compter les intérêts de retard de 0,20%). En cas de manœuvre frauduleuse, par exemple à l'aide de faux destinés à tromper le fisc, la pénalité est doublée, à 80%.

RÉMUNÉRATION DU NOTAIRE

La note d'honoraires est proportionnelle au montant des biens transmis par le défunt

L'intervention d'un notaire au règlement d'une succession n'est pas toujours obligatoire, mais dès qu'une habitation en fait partie, qu'il existe un testament ou un contrat de mariage, vous ne pouvez pas vous en passer. De plus, sans l'obtention de certains actes certifiés, liés notamment aux comptes bancaires, les héritiers ne pourraient pas devenir officiellement propriétaires du patrimoine du défunt, et en avoir la preuve vis-à-vis des tiers. Ces actes sont rarement coûteux, mais il y en a beaucoup, ce qui finit par coûter cher. Récapitulatif de ce qui vous attend et des sommes à régler.

TESTAMENT OLOGRAPHE Entre 31,70 et 63,40 euros de frais d'ouverture selon les cas

Si un testament est découvert chez le défunt (on parle de testament olographe, rédigé de sa propre main sur papier libre), il doit aussitôt être remis à un notaire, seul professionnel habilité à faire état de son contenu. Celui-ci convoque ensuite les héritiers pour leur en faire lecture (ou il leur adresse une copie du testament), sachant que les légataires

d'un bien particulier ne sont pas conviés à cette réunion, mais seulement avertis par la suite du legs qui leur est destiné. L'ouverture et la description du testament aux héritiers sont facturées 31,70 euros. Si le défunt avait confié la garde du testament olographe au notaire, ce tarif est doublé, et passe donc à 63,40 euros. S'il s'agissait d'un testament mystique ou authentique (lire les définitions page 20), qui avait déjà donné lieu à des honoraires notariés, de 136 euros, il n'y a aucuns autres frais à déboursier.

ACTE DE NOTORIÉTÉ Jusqu'à 200 euros de dépense, compte tenu des prélèvements de l'Etat

Etablissements bancaires, compagnies d'assurances, administrations, caisses de retraite... Autant d'organismes auxquels il faut présenter un acte de notoriété pour justifier de sa qualité d'héritier. Etabli par un notaire, cet acte est le document de base dans tout règlement de succession. Il coûte, selon les cas, entre 130 et 200 euros, toutes taxes comprises. Cette somme correspond en

partie aux émoluments fixes du notaire, qui sont calculés en unités de valeur, soit 67,92 euros. Le reste est composé de 25 euros de droits d'enregistrement au profit du Trésor public et de diverses

dépenses de formalités administratives, comme la demande d'actes d'état civil. Attention, l'acte de notoriété contient l'affirmation, signée par l'ensemble des héritiers concernés, qu'ils ont vocation à recevoir la succession du défunt, mais cela ne signifie pas pour autant qu'ils l'ont déjà acceptée (lire page 67).

ACTE D'OPTION DU CONJOINT Pour qu'il puisse choisir parmi les trois formules d'héritage

Document qui permet au conjoint survivant bénéficiaire d'une donation au dernier vivant (lire page 26) d'opter pour l'attribution de l'une des trois quotités suivantes : l'usufruit de la succession (option impossible s'il y a un enfant né d'une union passée), le quart en pleine propriété et les trois quarts en usufruit, ou la moitié en pleine propriété. L'acte d'option n'est guère coûteux : 180 euros environ (dont 125 euros de taxes). Précision utile : au-delà du libre choix des quotités, une autre possibilité offerte au conjoint est de « cantonner », c'est-à-dire de ne recueillir qu'une partie de ce à quoi il a droit, afin de laisser le reste à ses enfants. Des frais de notaire s'ajoutent alors, basés sur un barème dégressif allant de 3% (moins de 6 500 euros de biens cantonnés) à 0,638% (au-dessus de 30 000 euros).

ATTESTATION DE PROPRIÉTÉ Le montant facturé dépend de la valeur du logement transmis

Le notaire doit normalement établir une « attestation de propriété » si l'actif successoral comprend des biens immobiliers à partager. Cet acte, qui officialise le transfert de ces biens aux héritiers, est ➔

**Rien à payer
en plus pour
l'ouverture
d'un testament
authentique**

COÛT DE L'ATTESTATION DE PROPRIÉTÉ POUR UN LOGEMENT D'UNE VALEUR DE 280 000 EUROS

L'e montant des frais à payer pour cet acte se calcule en appliquant un pourcentage dégressif à la valeur des biens immobiliers qui sont transmis. Pour un logement estimé à 280 000 euros, le notaire percevra ainsi près de 1 995 euros.

VALEUR DES BIENS IMMOBILIERS TRANSMIS	RÉMUNÉRATION DU NOTAIRE*
Inférieure ou égale à 6500 euros	2,322%
De 6501 à 17000 euros	1,277%
De 17001 à 30000 euros	0,871%
Au-delà de 30000 euros	0,638%

150,93 euros (2,322% de 6500 euros)
+
134,07 euros (1,277% de 17000 - 6501 euros)
+
113,22 euros (0,871% de 30000 - 17001 euros)
+
1594,99 euros (0,638% de 280000 - 30001 euros)
=
1993,21 euros

* A partager entre les cohéritiers, au prorata de leur part respective.

1 000 EUROS DE FRAIS ENVIRON POUR DRESSER L'INVENTAIRE DU MOBILIER

→ publié au service de la publicité foncière dans les dix mois qui suivent le décès. Les émoluments du notaire qui s'y rapportent ne sont pas fixes, mais calculés en fonction de la valeur des biens immobiliers (lire le tableau page précédente). Précisons que, même si le logement appartenait aux deux époux, les émoluments seront calculés sur la valeur totale du bien, alors que seule la moitié est comprise dans la succession (l'autre moitié revenant de droit, hors succession, au survivant). Néanmoins, il n'y a aucuns frais d'établissement de l'attestation de propriété lorsque les héritiers sont d'accord pour partager au plus vite le patrimoine. Et si ce partage a lieu dans les dix mois suivant le décès, il n'y a même pas d'attestation à établir.

CERTIFICAT DE MUTATION Indispensable pour accéder aux produits d'épargne du défunt

Encore appelé «certificat de propriété», cet acte sera réclamé par la banque aux héritiers pour faire inscrire à leur nom les valeurs mobilières (actions, obligations, fonds d'investissement...) enregistrées sur le compte du défunt, ou pour obtenir le paiement de prestations

dues par la Sécurité sociale (indemnités en cas d'arrêt maladie, capital décès...) ou certaines caisses de retraite. Il permet aussi de récupérer les sommes figurant sur les livrets et les comptes courants du défunt. Ce certificat, établi par un notaire et validé sur la base des attestations de deux témoins ayant connu le défunt, n'est cependant obligatoire que si les sommes concernées excèdent 5 335 euros. Les émoluments du notaire sont alors fixés à

18,11 euros, plus 0,58% de la valeur des fonds retirés supérieurs à 3 120 euros. Si les montants en cause s'avèrent inférieurs à 5 335 euros, une simple attestation rédigée par les cohéritiers ou un certificat «d'hérédité» peuvent faire l'affaire. Ce dernier document est délivré gratuitement par la mairie de la commune de résidence du défunt. Il suffit de s'y présenter et de produire un acte de décès et le livret de famille justifiant le lien de parenté existant avec le disparu (la présence de deux témoins est parfois requise).

INVENTAIRE DES BIENS Utile pour éviter que le mobilier soit évalué forfaitairement par le fisc

L'opération qui consiste à détailler et à évaluer la composition des biens figurant dans la succession n'est obligatoire que dans certaines situations : si l'un des héritiers est mineur ou n'a accepté sa part qu'à concurrence de l'actif net (lire page 67), si des scellés ont

été apposés sur l'habitation du défunt (lire page 66) ou dans le cadre d'un partage judiciaire (lire page 81). Logement, mobilier, voiture, épargne, comptes bancaires, factures impayées, impôts à venir, tous les éléments seront pris en compte par le notaire. Cet inventaire n'est pas gratuit. Au regard des taxes reversées à l'Etat, des émoluments du notaire et des éventuels honoraires de l'expert chargé d'estimer le mobilier, la

facture à payer peut dépasser 2 000 euros. Signalons enfin que, même lorsque la loi ne l'exige pas, faire estimer le prix du mobilier peut s'avérer utile (comptez 1 000 euros de frais environ), sachant

que, faute d'inventaire, l'administration fiscale évaluera ce mobilier à 5% de la valeur de l'actif successoral, ce qui peut représenter un montant beaucoup plus élevé que celui donné par le notaire.

DÉCLARATION Prévoyez plusieurs milliers d'euros de frais pour que le notaire la rédige

Les héritiers sont tenus de déposer une déclaration de succession auprès de l'administration fiscale dans les six mois qui suivent le décès. Il ne s'agit nullement d'une simple formalité. Non seulement elle est complexe, compte tenu de la masse des informations à rassembler et des imprimés en tout genre à remplir, mais elle engage l'avenir car elle détermine le montant des droits de succession à payer. De fait, la plupart du

COÛT D'UNE DÉCLARATION DE SUCCESSION ET D'UNE OPÉRATION DE PARTAGE DU PATRIMOINE

RÉDACTION ET DÉPÔT DE LA DÉCLARATION DE SUCCESSION	
VALEUR DE L'ACTIF BRUT DE LA SUCCESSION (1)	RÉMUNÉRA- TION DU NOTAIRE (2)
Inférieure ou égale à 6 500 euros	1,857%
De 6 501 à 17 000 euros	1,021%
De 17 001 à 30 000 euros	0,696%
Au-delà de 30 000 euros	0,511%

(1) Total de la succession, avant déduction des dettes. Les primes d'assurance vie soumises à des droits de succession entrent dans cette assiette. (2) Coût à partager entre les cohéritiers, au prorata de leur part.

OPÉRATION DE PARTAGE ENTRE LES HÉRITIERS (1)	
VALEUR DES BIENS TRANSMIS AUX HÉRITIERS	RÉMUNÉRA- TION DU NOTAIRE (2)
Inférieure ou égale à 6 500 euros	5,804%
De 6 501 à 17 000 euros	2,394%
De 17 001 à 60 000 euros	1,596%
Au-delà de 60 000 euros	1,197%

(1) Calcul valable pour un partage des biens de la succession réalisée à l'amiable ou via une procédure judiciaire. (2) Coût à partager entre les cohéritiers, au prorata de leur part respective.

Les frais d'acte notarié liés à la déclaration de succession et au partage des biens entre les cohéritiers se calculent en appliquant un pourcentage dégressif à la valeur des biens transmis. Pour une succession de 450 000 euros, le notaire percevra ainsi au titre de la déclaration de succession :

120,70 euros (1,857% de 6 500 euros)
+
107,19 euros (1,021% de 17 000 - 6 501 euros)
+
90,47 euros (0,696% de 30 000 - 17 001 euros)
+
2146,19 euros (0,511% de 450 000 - 30 001 euros)
=
2 464,55 euros

temps, les héritiers chargent un notaire de rédiger et de déposer cette déclaration au centre des impôts. Le notaire devient ainsi le mandataire des héritiers, ce qui n'empêche pas ces derniers de rester responsables en cas de fausse déclaration (lire les sanctions encourues page 90). Le notaire n'agit évidemment pas gratuitement : il a droit à des émoluments proportionnels à l'actif brut de la succession, c'est-à-dire avant déduction des dettes du défunt. De quoi, pour un patrimoine brut de 450 000 euros, alléger les porte-monnaie des héritiers de près de 2 500 euros (lire le détail du calcul dans le tableau ci-contre).

OPÉRATION DE PARTAGE **Une taxe de 2,50% à régler, en plus des honoraires dus au notaire**

Le partage des biens entraîne d'abord le paiement d'une taxe de 2,50%, due par chaque héritier (exonéré ou pas de droits) au prorata de la part reçue. En présence de biens immobiliers, s'y ajoute une taxe égale à 0,10% de leur valeur, au titre de l'enregistrement au service de la publicité foncière. Enfin, pour le partage réalisé, le notaire perçoit des émoluments proportionnels à l'actif brut, c'est-à-dire sans déduction du passif de la succession, dont le montant peut atteindre plusieurs milliers d'euros (lire le barème dans le tableau page ci-contre). Sans compter de menus frais, liés à des copies de documents et à des demandes d'actes d'état civil.

DÉLIVRANCE DE LEGS **Pour les objets de valeur, un acte notarié est toujours préférable**

Quand des biens particuliers ont été légués par testament, les bénéficiaires ne peuvent pas s'en saisir eux-mêmes, mais doivent en demander la délivrance aux héritiers réservataires (les enfants), investis, au départ, de la totalité de la succession. Cette délivrance peut être faite à l'amiable, sans formalité, ou sous seing privé, mais s'il s'agit d'un legs de valeur, tel qu'un objet d'art, un acte notarié est plus sécurisant. Il engendre le paiement d'émoluments dégressifs, allant de 2,322% (jusqu'à 6 500 euros de biens légués) à 0,638% (au-delà de 30 000 euros). Soit, pour 50 000 euros de legs reçus, 526 euros à verser au notaire. ♦

LEXIQUE

COPIE AUTHENTIQUE

Un acte notarié est toujours établi en un seul original, appelé «minute». Revêtu du sceau de l'Etat, cet acte est ensuite conservé par le notaire dans son étude. A partir de cette minute, le notaire établit des copies authentiques des actes qu'il remet aux différentes parties intéressées (administrations, héritiers...). A savoir : ces copies certifiées ont la même valeur et la même force probante que l'original de l'acte authentique.

DATION Mode de paiement qui permet de s'acquitter des droits de succession par la remise au fisc de divers biens de valeur, notamment d'œuvres d'art ou de documents historiques. Ce dispositif permet à l'héritier d'éteindre sa dette et à l'Etat d'enrichir les collections publiques. Les œuvres transmises peuvent provenir de la succession ou appartenir en propre à l'héritier, mais à condition qu'il les détienne depuis un minimum de cinq ans.

ÉMOLUMENTS Désigne les honoraires du notaire qui sont tarifés par décret.

A côté des émoluments «fixes» et de «formalités» (rédaction d'actes, copies authentiques...), on trouve aussi des émoluments «proportionnels» au montant de la succession (ouverture de testament, partage des biens...).

LÉGATAIRE UNIVERSEL

Désigne la personne qui reçoit, par voie de testament, soit la totalité de la quotité disponible du défunt, soit la totalité des biens de sa succession (mais dans ce dernier cas, il de-

vra redistribuer leur part aux héritiers réservataires, c'est-à-dire les enfants du défunt, et aux éventuels autres bénéficiaires de legs). Le légataire universel ne doit pas être confondu avec le légataire à «titre universel», qui ne recueille, lui, qu'une quote-part de la quotité disponible. Quant au légataire dit «particulier», il ne reçoit que des biens qui ont été précisément définis dans le testament, tels que la voiture ou les meubles.

SERVICE DE PUBLICITÉ FONCIÈRE Organisme qui perçoit les droits et taxes d'enregistrement des actes notariés. Il gère aussi le «fichier immobilier» : grâce aux dépôts des actes de mutations des biens (ventes, donations...), ce fichier permet de connaître le propriétaire de chaque logement ainsi que son état hypothécaire, c'est-à-dire l'existence ou non d'une mise en garantie du bien auprès d'un créancier. Toute personne peut solliciter ce service en vue d'obtenir des informations sur un immeuble (moyennant une trentaine d'euros de frais).

UNITÉ DE VALEUR Les frais de notaire qui ne s'appuient pas sur un capital (on parle alors d'actes «fixes») sont exprimés en UV ou unités de valeur (4,53 euros l'unité en 2023). Ainsi, une donation entre époux vaut 30 UV, donc près de 136 euros. D'autres actes plus basiques, dits de «formalité», sont aussi exprimés en unités de valeur. Par exemple, une copie sur papier libre sera facturée 0,1 UV (0,45 euro par page), et une copie authentique 0,3 UV par page (1,36 euro).

LES ACTUS



102

GRAND ANGLE

La grande parade des Savane C'est à Pithiviers (Loiret) que sont fabriqués les célèbres marbrés de Papy Brossard.

PHOTO : © RAPHAËL DESMARET POUR CAPITAL



96

VOS DROITS

Placements financiers risqués, cumul de produits d'épargne, location avec option d'achat, assurance... Un avocat répond à vos questions.



98

VIE AU BUREAU

Faut-il parler de ses pépins de santé à son chef ? Peut-on encore refuser de se serrer la main dans son entreprise ?



106

CAPITAL.FR

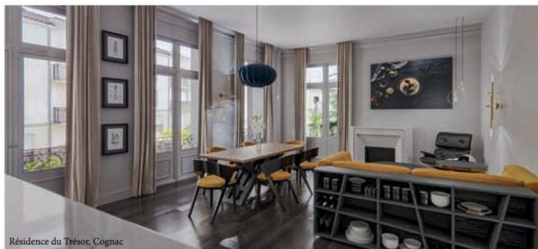
Des services pour vous constituer un patrimoine et vous aider à choisir entre l'immobilier, le PER, l'assurance vie...

ACTIFS PATRIMOINE

Investissement Patrimoine Immobilier

Les villes moyennes offrent de belles opportunités d'investissement immobilier dans l'ancien, valorisées par le dispositif Denormandie.

Actifs Patrimoine accompagne les investisseurs avec expertise et passion. Rencontre avec Ludovic Devaud et Olivier Faye dirigeants d'ACTIFS Patrimoine.



Résidence du Trésor, Cognac

La loi Denormandie, un dispositif gagnant-gagnant ?

Son objectif est double : rénover le bâti ancien des cœurs des villes moyennes et élargir l'offre locative. L'attractivité des villes moyennes ne cesse de progresser et nourrit un marché locatif dynamique. Le dispositif Denormandie accorde des avantages fiscaux sous la forme de réduction d'impôts. Actifs Patrimoine sélectionne des bâtis anciens à fort potentiel de location, pilote leur rénovation et commercialise les lots aux investisseurs.

Quelles sont les obligations des investisseurs ?

La loi Denormandie est très incitative avec jusqu'à 21 % de défiscalisation. Le choix entre 3 durées d'engagement (6, 9 ou 12 ans) s'ajuste aux objectifs patrimoniaux des investisseurs : réduction

d'impôts et constitution de patrimoine. Les travaux doivent représenter minimum 25 % de la valeur du bien et améliorer de 20 % ses performances énergétiques. Actifs Patrimoine se positionne sur des opérations à fort potentiel locatif et confie les travaux à des entreprises de confiance animées de la même passion pour le patrimoine et les rénovations de qualité.

Une expertise spécifique ?

Nous concentrons notre activité sur les villes de Limoges, Périgueux, Brive, Angoulême, Bergerac, Cognac où le ratio coût de l'opération/rendement locatif est favorisé par un foncier abordable. Cette spécialisation garantit l'ajustement du projet aux besoins réels de la ville en matière locative et un accompagnement sur-mesure de chaque investisseur.

La loi Denormandie est un des rares mécanismes de défiscalisation immobilière qui offre la possibilité de louer le logement à un membre de sa famille.



www.actifs-patrimoine.fr
05 53 05 73 73 - contact@actifs-patrimoine.fr

SUD CHAMPAGNE TERROIR

De l'or, mais pas que dans les bouteilles

Valeur sûre du luxe à la française, le champagne constitue aussi une opportunité d'investissement foncier comme il en existe peu. Philippe Deroin-Thevenin s'en est fait une spécialité, à travers sa société de courtage Sud Champagne Terroir.



Les ventes de champagne sont au beau fixe. Portées par les exportations, elles ont pour la première fois, franchi la barre des 6 milliards d'euros l'an passé. Les coteaux champenois récoltent les fruits de cette embellie, quasi-continue depuis un quart de siècle.

« La courbe de valeur du foncier s'y est appréciée en moyenne de 4 % par an en € constants, hors inflation, sans violentes fluctuations, de 1991 à 2021 », observe Philippe Deroin-Thevenin. Gestionnaire de patrimoine depuis 35 ans, cet Aubois s'est spécialisé dans le

courtage en transaction de terres viticoles. Tant pour conseiller les investisseurs que les mettre en relation avec le propriétaire et le vigneron qui loue et exploite la parcelle. Avec à la clé, un panel d'avantages qui n'ont guère d'équivalents parmi les investissements patrimoniaux. Aisément cessible sur un marché où l'offre est rare, une parcelle acquise en pleine propriété « se loue sans jamais d'impayés ou très rarement », énumère Philippe Deroin-Thevenin.

« Une parcelle acquise peut aussi permettre de percevoir des revenus en numéraire ou en bouteilles avec une fiscalité très faible, de transmettre dans d'excellentes conditions avec très peu de droits et d'être potentiellement exonéré d'impôt sur la fortune immobilière à 100 % »

Ce n'est pas tout. Afin de s'éviter un loyer, certains vignerons qui vendent une parcelle préfèrent en garder la jouissance pendant 15 ou 20 ans et ne cèdent donc que la nue-propriété. Avec à la clé, pour l'investisseur, l'opportunité de peu à peu rentrer en possession de l'usufruit du vigneron jusqu'au terme de la période convenue, lui permettant ainsi de jouir d'une sorte de rémunération garantie. A l'issue, l'investisseur profite d'une valorisation du foncier, comme s'il avait détenu ce dernier en pleine propriété depuis l'achat.



VOS DROITS

Tout ce qui change pour la consommation



Barthélemy Lemiale
Avocat à la Cour,
associé du
cabinet Valmy
Avocats

Un investisseur mal conseillé peut-il être intégralement dédommagé ? Monsieur K. s'était laissé convaincre par un conseiller financier d'ouvrir un livret en cryptomonnaies, promettant 5% de rendement. Pourra-t-il se faire indemniser, alors que ce compte n'a rien rapporté ?

LA RÉPONSE DE L'AVOCAT Oui, mais il devra démontrer qu'on lui avait présenté ce livret comme exempt de risque, et le rendement affiché comme garanti. De quoi exclure l'aléa associé à tout placement, qui conduit d'ordinaire les juges à n'apprécier le préjudice causé par un mauvais conseil qu'en fonction de la « perte de chance » de ne pas souscrire le produit, ou de le souscrire à des conditions plus avantageuses. La Cour de cassation a ainsi donné raison à un couple d'investisseurs en résidence de tourisme, qui sollicitait le remboursement de la perte de revenus occasionnée par les difficultés de leur locataire, un exploitant qui avait exigé, après six ans de bail, 50% de baisse de loyer (3^e chambre civile, arrêt n° 21-10.205 du 2 février 2022). Alors que le conseiller à l'origine de la vente du bien plaidait l'aléa associé à tout investissement, les juges ont estimé que le placement avait été présenté comme « dénué de tout risque, avec la sécurité de loyers garantis (...), sans comporter la moindre réserve sur les risques liés à l'éventuelle défaillance du preneur à bail ». Et que, cette sécurité ayant été décisive dans le choix du couple d'investir, le préjudice ne correspondait pas à la perte de chance de faire un meilleur placement, mais bien à l'intégralité des pertes de loyers. Si la présentation du livret d'épargne faite par son conseiller à monsieur K. a été aussi trompeuse, celui-ci devrait donc pouvoir obtenir les 5% de rendement promis.

Est-il possible de s'adresser à l'assureur adverse directement ? Monsieur P. est excédé que son voisin du dessus, à l'origine d'un dégât des eaux, n'ait pas fait cesser la fuite ni prévenu son assureur. Peut-il écrire à la compagnie, sans passer par la sienne ?

LA RÉPONSE DE L'AVOCAT Oui, car dans le cas des dommages causés par autrui, le Code des assurances autorise le tiers lésé à s'adresser directement à l'assureur adverse, qui garantit la responsabilité civile de l'auteur des dégâts. Et nul besoin que la victime ait au

préalable saisi sa propre compagnie, comme l'a rappelé la Cour de cassation à un assureur qui n'avait pas répondu à la demande d'indemnisation formulée par une automobiliste victime d'un accrochage provoqué par une cliente de la compagnie, qui n'avait, de son côté, pas jugé bon de déclarer le sinistre (2^e chambre civile, arrêt n° 20-16.340 du 16 décembre 2021). Alors que cet assureur soulignait que la conductrice lésée n'avait elle-même pas respecté l'obligation de déclarer tout sinistre de nature à entraîner la garantie souscrite, et que si elle s'était exécutée, elle n'aurait pas eu à déboursier les 2 000 euros d'expertise, les juges ont estimé que « la recevabilité de l'action directe contre cet assureur n'est pas subordonnée à la déclaration préalable du sinistre par la victime auprès de son propre assureur ». Monsieur P. peut donc se retourner contre la compagnie de son voisin, sans autre formalité.

La banque est-elle fautive en cas de cumul de produits d'épargne ? Madame T. a reçu une amende fiscale de 2% de l'encours d'un Livret A ouvert en doublon dans une autre banque. Peut-elle incriminer cette dernière, qui n'a pas empêché ce cumul ?

LA RÉPONSE DE L'AVOCAT Probablement pas, car la souscription de produits d'épargne réglementée fait toujours l'objet d'un contrat écrit, censé informer le souscripteur qu'il ne peut être détenteur qu'un livret par personne. Difficile, dès lors, de reprocher à la banque un manquement à son devoir d'information. La Cour de cassation a ainsi donné tort à un épargnant qui avait ouvert, en quatre mois, deux plans d'épargne en actions (PEA), et avait subi un redressement fiscal sur de gros gains enregistrés au sein du premier PEA, initialement exonérés (chambre commerciale, arrêt n° 20-16.471 du 9 février 2022). A cet investisseur, qui reprochait au second établissement de ne pas l'avoir informé que ce doublon était proscrié, les juges ont répondu qu'aucune faute ne pouvait être retenue, puisque « la seule obligation qui pèse sur la banque (...) est de proposer aux souscripteurs un contrat comportant la mention » sur l'interdiction du cumul, et qu'un exemple de contrat proposé à l'époque, en tout point conforme, avait en l'occurrence été produit. Seul espoir du côté de madame T. : se prévaloir d'un récent décret qui impose aux établissements, pour les

produits d'épargne réglementée tels le Livret A ou le plan d'épargne logement (PEL), de vérifier auprès du fisc qu'aucun autre compte n'est déjà ouvert.

Une franchise peut-elle empêcher le remboursement d'un consommateur ? Monsieur T. remarque des rayures sur sa voiture, qui sort du garage. Pourra-t-il se faire indemniser, alors que l'assurance du professionnel prévoit une franchise de 500 euros, deux fois supérieure aux dégâts ?

LA RÉPONSE DE L'AVOCAT Oui, car cette franchise limite le droit à remboursement dont bénéficient en principe les consommateurs en cas de faute d'un professionnel. Et peut dès lors s'analyser d'office comme une clause abusive, ayant pour effet de créer, au détriment du client, un déséquilibre significatif entre les parties au contrat. Un principe rappelé par la Cour de cassation à une société de transport qui, lors d'un déménagement, avait occasionné 200 euros de dégâts sur un piano, tandis que sa police d'assurance prévoyait 490 euros de franchise (chambre commerciale, arrêt n° 20-17.128 du 13 avril 2022). Alors que ce déménageur avait proposé 125 euros d'indemnisation, les juges ont répondu qu'une clause « ayant pour effet de supprimer ou de réduire le droit à réparation du préjudice subi par le consommateur en cas de manquement du professionnel à l'une de ses obligations (était) présumée abusive ». Et qu'aucune limitation ne devait s'appliquer. Monsieur T. pourra donc exiger que les dégâts soient pris en charge par l'assureur du garage.

Peut-on s'approprier un bien que l'on aurait dû rendre ? Un concessionnaire exige des époux C. qu'ils restituent un bateau de plaisance loué avec option d'achat, et pour lequel il ne réclamait plus de mensualités depuis trois ans. Est-il dans son droit ?

LA RÉPONSE DE L'AVOCAT Oui, et cela même si l'action menée à l'encontre de leurs clients consommateurs par les professionnels fournissant biens ou services se prescrit après deux ans. Ce type de délai ne peut en effet permettre de transformer une location en propriété, comme l'a rappelé la Cour de cassation à l'utilisateur d'un véhicule qui, à l'issue de la période de location, n'avait ni levé l'option d'achat, ni restitué le bien à la société financière propriétaire, et se voyait donc menacé d'une saisie de l'automobile (1^{re} chambre civile, arrêt n° 21-10.250 du 25 mai 2022). A cet automobiliste qui rappelait que le loueur avait mis deux ans et demi après la fin du contrat de bail pour lui intimer de rendre la voiture, les juges ont répondu que le droit de propriété de cette société ne s'éteignait pas par le non-usage, et que dès lors le véhicule « était resté la propriété du crédit-bailleur et que l'action en restitution de son bien n'était pas soumise à la prescription biennale ». Pour l'automobiliste, le droit

d'usage n'était qu'un droit précaire. Les époux C., à moins d'exercer leur option d'achat, ne pourront que restituer leur bateau.

Dans quelles conditions peut-on annuler un achat réalisé à distance ? Alors qu'elle avait cru déniché la bibliothèque de ses rêves sur le site Internet d'une boutique d'antiquaire, madame S. entend annuler la transaction. Pourra-t-elle se prévaloir des dispositions de la vente à distance, qui prévoient un délai de rétractation de quatorze jours ?

LA RÉPONSE DE L'AVOCAT Non, car, pour bénéficier d'un tel régime, il faut que la transaction en cause relève réellement d'une vente à distance. Selon la loi, si ce type d'échange implique que l'achat, sur Internet, par téléphone, par courrier ou par fax, ait été effectué « sans la présence physique simultanée du professionnel et du consommateur », il faut aussi qu'il ait pris place « dans le cadre d'un système de vente organisé ». Or une transaction initiée par un professionnel travaillant individuellement, sans recours à une plateforme de vente dédiée, ne relève pas d'une telle définition, comme l'a rappelé la Cour de cassation à une cliente qui avait commandé au téléphone une prestation d'architecture et de décoration d'intérieur, avant de contester le résultat final (1^{re} chambre civile, arrêt n° 21-13.080 du 31 août 2022). Selon les juges, rien ne prouvait que les contrats en cause aient « été conclus au titre d'un système organisé de vente ou de prestation de services à distance ».

Peut-on être indemnisé d'un accident survenu lors d'un concours sportif ? Lors d'une course de VTT amateur, un accident est survenu entre monsieur H. et un concurrent qui, à l'approche de la ligne d'arrivée, avait refusé de freiner, malgré les recommandations des organisateurs. Monsieur H., gravement blessé suite au choc, peut-il solliciter l'indemnisation de son préjudice auprès du fonds de garantie des victimes ?

LA RÉPONSE DE L'AVOCAT Oui, et même si, dans le cadre d'une compétition sportive, les dispositions relatives à l'indemnisation de victimes d'infractions par un fonds public de garantie ne s'appliquent habituellement qu'en cas de violation caractérisée, par l'auteur du dommage, des règles du sport pratiqué. La Cour de cassation a en effet nuancé ce principe (2^e chambre civile, arrêt n° 20-18.569 du 25 mai 2022) dans une affaire où une participante à un concours de luge, blessée par un concurrent, avait réclamé 5 000 euros de provision d'indemnisation auprès de la solidarité nationale. Pour les juges, l'accident étant survenu lors d'une compétition « dont il n'est pas démontré qu'elle fasse l'objet d'une réglementation quelconque », et suite à une faute d'inattention et d'imprudence caractérisant une infraction, cette victime pouvait bien être dédommagée. Monsieur H. pourra donc lui aussi s'adresser au fonds de garantie, l'auteur de ses blessures ayant commis une infraction identique.

VIE AU BUREAU

Faut-il parler de ses pépins de santé à son chef?

oui

Maux de tête ou de ventre, douleurs dans le dos, vertiges... tous les ennuis de santé ne sont

heureusement pas sérieux au point que l'on doive s'arrêter. Mais certains peuvent quand même être assez fatigants pour compliquer la vie au travail. Autant le dire à son N+1, surtout si aucun symptôme extérieur ne permet de lui mettre la puce à l'oreille. Cela évitera les malentendus. En effet, il pourrait s'inquiéter d'une baisse de forme ou d'une humeur maussade et l'interpréter dans un sens négatif. Ce collaborateur serait-il démotivé? Non, il a simplement une grosse migraine. Le chef sera capable de faire la part des choses, d'alléger un peu la charge de travail, surtout si l'on n'a pas pour habitude de se plaindre au moindre bobo. Dernière raison de jouer franc-jeu : si les pépins s'aggravent et contraignent à une absence prolongée, cela ne constituera pas une surprise en interne.



Source : sondage
Génie des Lieux,
décembre 2021.

non

Rien de plus pénible que ces salariés venant se plaindre au moindre ongle incarné. Ils

aimeraient qu'on s'apitoie sur leur sort et qu'on les autorise à lever le pied. Ce sont d'ailleurs rarement les plus acharnés au boulot. De deux choses l'une : soit leur souci de santé les empêche vraiment de travailler normalement, soit il n'en est rien. Et seul un médecin (non complaisant) en sera juge, en décidant de l'opportunité d'un arrêt de travail. Les managers n'ont pas vocation à faire de la «bobologie». Ils ont bien assez de problèmes à gérer comme cela. Quant au collaborateur qui pâtit de douleurs bénignes, on l'invitera à prendre un peu sur lui. Et à ne pas invoquer sans cesse ses petits soucis pour justifier une activité réduite. Sinon, c'est le reste de l'équipe qui trinquera. Il y a déjà suffisamment de gens malades ou de cas contacts en ce moment pour ne pas en rajouter.

Dans «C'est pas une vie, Jerry», Jerry Lewis (à dr.) fait croire qu'il est mourant pour se faire tout offrir à New York. Trompé, le maire finira par l'embaucher, en évitant le scandale. Mais plus question de lui parler de soucis de santé!



PHOTO : © EVERETT COLLECTION / AURIMAGES

NOLA PATRIMOINE

Son leitmotiv : donner du sens aux projets de vie

Cabinet de conseil en gestion de patrimoine installé dans les Côtes d'Armor, Nola Patrimoine propose aux dirigeants d'entreprises et professions libérales, des conseils personnalisés et des solutions sur-mesure. Entretien avec Maël Jenouvrier, gérant-fondateur.



Quel est votre parcours ?

Mon expérience au sein de grands groupes bancaires, Crédit Mutuel, Arkéa Banque Privée, et Banque Populaire Grand Ouest, a conforté ma passion pour la gestion du patrimoine des dirigeants d'entreprises. En parallèle, j'ai continué à me former avec un Master 1 à Caen en Ingénierie du Patrimoine et à Paris Dauphine par un Executive Master Patrimoine Professionnel et Gestion Privée.

En 2022, j'ai choisi de créer Nola Patrimoine pour répondre de façon plus libre et plus pointue à mes clients. Ces derniers vivent principalement en Bretagne et à Paris, pour autant, j'interviens dans toute la France, notamment grâce à la recommandation.

« Je ne dépends pas d'un groupe car je souhaite conserver toute mon indépendance dans le choix des placements ou des produits que je propose afin qu'ils correspondent à mes convictions »

Comment s'orientent vos conseils ?

Il n'y a jamais de solution toute faite. Mon accompagnement s'oriente sur les volets financier et fiscal mais également juridique. Je travaille l'interprofessionnalité avec des notaires, avocats et experts-comptables dans l'intérêt unique des clients. Cette collaboration permet de prendre en compte l'ensemble des aspects patrimoniaux notamment le régime matrimonial, souvent négligé, afin de préconiser une solution répondant à l'ensemble des besoins du client.

DES STRATÉGIES D'INVESTISSEMENTS SUR-MESURE

Maël Jenouvrier développe des stratégies d'investissements sur-mesure en ligne avec les projets de ses clients : développement du patrimoine, optimisation juridique et fiscale, transmission d'entreprise, optimisation des placements...



www.nolapatrimoine.fr - 06 87 33 61 83

INFN

La grande école du notariat

Rajeunis, féminisés, à la pointe des nouvelles technologies, les métiers du notariat attirent. La fusion des 16 écoles de notariat au sein d'une grande école nationale a clarifié et dynamisé l'offre de formation. Rencontre avec Mustapha Mekki, Professeur à l'école de droit de La Sorbonne et directeur de l'INFN.



Le notaire-type est une femme et a 45 ans !

Les métiers du notariat sont au cœur des transformations de la société. Cette modernité renforce l'attractivité d'une filière très sélective qui combine les fonctions d'officier public et de chef d'entreprise. Côté mission, les notaires sont toujours les confidentes privilégiés de leurs clients sur

des domaines extrêmement variés. L'internationalisation des carrières et des expériences de vie, le droit des affaires, l'apparition de nouveaux actifs, comme les actifs numériques dont il faut assurer la sécurité de transmission... : le notaire est un témoin actif privilégié des grandes mutations de la société.

Quelles formations dispensez-vous ?

L'INFN a pour mission de former les professionnels du notariat. La formation des collaborateurs s'articule autour du BTS Collaborateur juriste notarial, de la licence professionnelle "Métiers du notariat" et du diplôme des métiers du notariat.

Celle des futurs notaires conduit au diplôme supérieur de notariat (voie universitaire) ou au diplôme de notaire (voie professionnelle). Une voie interne et sociale permet également aux collaborateurs ayant plusieurs années d'expérience, de passer l'examen de contrôle des connaissances techniques (ECCT) pour devenir notaire. L'INFN prépare à cet examen très sélectif. Nous accueillons chaque année près de 5000 étudiants sur les 16 sites de l'école. Les cursus sont concrets avec des formations en alternance..

Quelles sont vos autres missions ?

L'INFN est une vitrine des professions notariales et un centre de réflexion qui participe aux différents débats juridiques et professionnels qui intéressent la profession. Cette émulation est une richesse pour tous nos étudiants. L'INFN est également acteur de la formation continue des notaires.

INFN EN QUELQUES CHIFFRES:

4770 étudiants

16 sites de formation

66 % des étudiants trouvent un premier emploi en moins de 1 mois



www.infnn.fr



PHOTO: © LUDOVIC MARIN/AP

Les poignées de main viriles entre Emmanuel Macron et Donald Trump ont souvent fait le buzz. Mais c'était avant la crise sanitaire...

Peut-on encore refuser de se serrer la main au bureau ?

Les vieilles habitudes pour se dire bonjour sont revenues, même si la pandémie n'est pas totalement derrière nous.

oui

Dans ses dernières recommandations pour lutter contre le Covid, le ministère de la Santé préconise toujours d'éviter de se serrer la main. Ce n'est pas une obligation mais cela relève du bon sens. Plus on évite les contacts, plus on se protège. Avec le retour d'une vie sociale quasi normale, les vieilles habitudes ont pourtant vite repris le dessus. Il est fréquent qu'un salarié au bureau tende de nouveau la main pour saluer son interlocuteur. Décliner est tout à fait envisageable. L'important est que l'autre ne se vexe pas, en croyant qu'on n'a pas confiance en lui. On pourra, par exemple, arguer que le virus n'est pas totalement éradiqué ou qu'on sort juste de l'ascenseur ou du métro. Mieux vaut ne pas rester les bras croisés pour autant. Le « check » avec le poing est maintenant un geste connu et accepté. Proche de la poignée de main, il permet de conserver un contact physique, toujours appréciable pour entamer une discussion de façon plus cordiale.



Source : Sondage YouGov, mai 2022.

non

Saviez-vous que la poignée de main remonte à des temps anciens ? Elle n'est pas armée. Ce n'est pas un hasard si ce geste a conservé une symbolique forte, il s'agit d'une marque élémentaire de courtoisie et de respect. Ensuite, il permet de faire passer des messages via la communication non verbale. Une main fuyante ou molle est rarement bon signe. Du coup, tendre le poing ou pire, ne rien faire, peut susciter de l'incompréhension. Le Covid ne sert-il pas d'alibi pour ne pas s'exposer ? Autre doute : ne voudrait-on pas éviter une personne peu appréciée ? Passe encore si c'est un collègue, on pourra toujours s'expliquer. Le cas se révèle plus ennuyeux avec un client, un manager ou un recruteur. Ce refus pourrait être mal interprété. Et l'argument sanitaire est peu recevable aujourd'hui, alors que tout le monde se refait la bise dans le privé. Bien sûr, si on est de santé fragile, mieux vaut le préciser. Ou garder du gel hydroalcoolique à portée de main.

CABINET RINALTEZZA

Le vrai métier de gestion de patrimoine

Pour gérer le patrimoine d'un client, le cabinet Rinaltezza étudie dans les moindres détails la situation de chacun, son profil, ses projets, préoccupations, motivations afin d'apporter les solutions adaptées. Créé en 2019 par Alessio Tessier, le groupe Rinaltezza, présent à Dieppe et Paris, s'impose aujourd'hui comme acteur privilégié de nombreux de ses partenaires qu'ils soient comptables, notaires, avocats ou encore commissaires aux comptes.



Alessio Tessier a un beau métier, dit-il, lui qui exerce le métier de gestionnaire de patrimoine indépendant depuis 17 ans, fondateur du Groupe Rinaltezza.

Cet homme issu d'une famille de financiers de père en fils, nous éclaire aujourd'hui on ne peut mieux quant à l'objet de sa passion pour ce métier. Son père était lui-même cadre supérieur au sein de l'entreprise financière CaixaBank et son grand-père paternel travaillait pour la très

célèbre CitiBank. Apparemment, cette contagion ne s'arrêtera pas là car son fils, Antonio Tessier s'est aujourd'hui rallié à la formidable ascension que connaît aujourd'hui le Groupe Rinaltezza.

La majorité des clients des cabinets Rinaltezza sont aujourd'hui des chefs d'entreprise et professions libérales qui souhaitent très souvent bénéficier des avantages qu'offre l'épargne salariale, optimiser leur trésorerie, leur fiscalité, leur rémunération ou encore, réorganiser leur patrimoine professionnel. Souvent méconnus du grand public, mais aussi parfois mal utilisés par nos banques institutionnelles, il existe pourtant de nombreux leviers puissants maîtrisés par les équipes du Groupe Rinaltezza.

Concernant les particuliers, les cabinets Rinaltezza peuvent intervenir sur des thématiques complexes, comme sur des projets plus itératifs tels que : la transmission et succession de patrimoines, la protection de la famille, la fiscalité, la préparation retraite, l'investissement immobilier, mais encore et surtout, l'enrichissement personnel.



www.rinaltezza.fr

IÉNA Capital

Le Multi-family office aux solutions d'investissement sur-mesure

S'appuyant sur son expérience de banquier d'affaires et d'investisseur-entrepreneur, Alexandre Mironesco a fondé IÉNA Capital en 2020, un Multi-family office qui optimise les investissements de ses clients avec la plus grande agilité.



Financier par vocation, Alexandre Mironesco a passé près de trente années en banque d'affaires chez Paribas, Lazard, Lehman et Santander tout en menant, à partir de 2008, une activité parallèle d'investissement entrepreneurial dans des startups qu'il continue pour certaines à accompagner en siégeant au sein de leur conseil de direction. S'appuyant sur cette double expérience qui fait de lui un spécialiste des mécanismes macro-économiques, de l'évolution des marchés financiers, aussi bien que de la finance d'entreprise, l'homme a fondé IÉNA Capital en 2020.

Un partenariat à forte valeur ajoutée

« En tant que Multi-family office, j'ai une relation très proche avec mes clients, fondée sur la confiance, la réactivité et la transparence, particulièrement en termes de coûts. Le sur-mesure est au cœur de ma démarche, qu'il s'agisse de leurs

objectifs et de leur horizon de temps, ainsi que de l'état des marchés de capitaux », explique-t-il. L'originalité de IÉNA Capital ? Un partenariat exclusif avec la Banque Mirabaud et Laffitte Gestion Privée qui engage ses clients dans une relation à trois, à forte valeur ajoutée.

« Nous privilégions les solutions qui évitent les risques inutiles. L'assurance vie luxembourgeoise permet par exemple d'accéder à une vaste panoplie d'actifs tout en offrant une protection juridique renforcée. »

Une approche maîtrisée du risque

Bien compris, les risques macro d'inflation monétaire ou de déficits structurels, offrent autant d'opportunités. En matière de choix des produits d'investissement, IÉNA Capital et ses partenaires adoptent ainsi une approche maîtrisée du risque grâce à une connaissance fine des sous-jacents, la priorité aux actifs liquides de qualité, mais aussi à ceux parmi les fonds de « private equity » qui, bien qu'illiquides, offrent un bon rendement par rapport au risque.

www.ienacapital.com





PHOTO : © RAPHAËL DEVARET POUR CAPITAL



Dans un alignement quasi parfait, les Savane Pocket Pépité[®] sortent du four, où ils ont passé quinze minutes. La température de la pièce est maintenue à 12 degrés pour les refroidir avant leur mise sous plastique.

GRAND ANGLE

La grande parade des Savane

Brossard, marque iconique des Trente Glorieuses, reste une valeur sûre.
Découverte de l'usine de Pithiviers (Loiret) où sont fabriqués les célèbres marbrés.



L'essentiel des matières premières provient des environs de Pithiviers

Le contrôle de la production est permanent. On vérifie ici la hauteur et la largeur des marbrés à l'aide d'un gabarit. La densité et l'humidité des farines comme la viscosité de la pâte sont également mesurées en continu.



Les 9 lignes de production sortent 100 tonnes de gâteaux par jour

Le fourrage cacao-noisette, une nouveauté, est déposé sur les génoises à l'aide de petites buses. Un processus complexe de variation de la température du chocolat permet de le cristalliser, ce qui le rend brillant et croquant.



Le chocolat incorporé dans le gâteau a pour origine l'Afrique de l'Ouest. Les autres ingrédients sont français : le colza vient de Normandie, le sucre est produit dans le Loiret, la farine et les œufs dans un rayon de 150 kilomètres autour de l'usine.

Dans l'usine, ce tapis qui serpente est surnommé l'«autoroute des Savane». On y voit défiler les classiques gâteaux marbrés au format familial dans leur inamovible moule en aluminium. Ils seront ensuite conditionnés en boîtes de carton.



PHOTOS : © RAPHAËL DEMARET POUR CAPITAL

153 millions de Savane, toutes tailles confondues, vendus par an

Attention, produit culte ! Voilà tout juste soixante ans que Georges Brossard, pionnier de la pâtisserie industrielle, dévoilait son Savane, le tout premier gâteau longue conservation. La grande distribution naissante et, bien sûr, son côté pratique en ont fait d'emblée un énorme succès commercial. Aujourd'hui, le fameux marbré au chocolat continue de réjouir les papilles des petits (et des grands), restant de loin le moelleux le plus vendu dans l'Hexagone : 13 millions d'unités en version familiale et 140 millions en format «pocket» sont écoulés chaque année. Le produit star, qui existe en de multiples formes et tailles (aux fruits, mini, plus ou moins dosé en

chocolat, etc.), génère plus de la moitié des 130 millions d'euros de chiffre d'affaires de la marque, détenue depuis 2011 par la coopérative agricole Limagrain, également propriétaire des pains Jacquet. Le solde provient des cakes aux fruits (lancés en 1974), des brownies (1996), des génoises (2018), sans oublier les vénérables boudoirs, qui, eux, remontent à la naissance de l'entreprise, dans les années 1930.

Même s'il est largement leader sur les marbrés et les brownies, Brossard fait face, sur le marché du goûter, à une large concurrence, de la viennoiserie au biscuit, en passant par les compotes ou les laitages. «Notre principe de base, c'est d'offrir un plaisir accessible aux consommateurs, insiste Jean-Marc Bigot, son

directeur commercial et marketing. Mais on veille aussi à améliorer la qualité nutritionnelle.» Les recettes développées ces dernières années se veulent toujours plus savoureuses, par exemple en accentuant le moelleux ou le côté «crunchy», mais aussi plus sobres. L'huile de palme a été remplacée dans le Savane par celle de colza ; la quantité de sucre a diminué de 20% dans les brownies ; les acides gras saturés ont été réduits de plus de 60% dans les cakes et la teneur en fibre augmentée de 9%. «Plus de 60% de nos produits sont désormais en Nutri-Score C, on vise 100% dans les deux ans, précise Jean-Marc Bigot. Nous voulons proposer de la gourmandise vertueuse.» Qu'en pense Papy Brossard ? ■

Eric Watzet



CAPITAL.FR

Des services pour vous constituer un patrimoine

Vous l'ignoriez peut-être, mais sachez qu'en tant que lecteur de Capital.fr vous disposez d'un accès privilégié à des services indépendants qui vous permettent de faire les bons choix de placements, et ainsi de vous constituer un patrimoine solide que vous pourrez transmettre à vos descendants. Ces prestations sélectionnées par notre rédaction sont accessibles via l'onglet Services (en haut à gauche de notre site, en bas sur la version mobile).

Trouvez le bon contrat d'assurance vie ou le bon PER. On le sait, l'assurance vie demeure le meilleur moyen de transmettre un capital à ses proches. Vous cherchez un contrat adapté à votre profil ? Notre comparateur indépendant vous aide à faire le tri parmi les meilleurs produits disponibles sur le marché. Plus de 50 contrats peuvent être comparés à partir d'une quarantaine de

critères. Fiscalement très avantageux, le PER se révèle également très utile pour les transmissions. Là encore, notre comparateur dédié vous aidera à trouver les offres les plus adaptées.

Investir dans la pierre papier. Sur Capital.fr, nous vous proposons aussi un service qui vous permet d'investir dans les sociétés civiles de placements immobiliers (SCPI). Très en vogue, elles permettent d'acquérir de la pierre sans la détenir réellement. L'investissement en SCPI consiste en effet à détenir des parts d'une société qui achète et loue un parc immobilier investi dans des murs de commerces, de bureaux, d'établissements de santé, d'hôtels... En contrepartie de sa mise, l'investisseur particulier perçoit des loyers sous forme de dividendes. Avantage supplémentaire : dans le cadre d'une succession, les parts détenues sont aisément partageables, ce qui évite les conflits entre héritiers.

Notre lettre boursière pour faire les bons choix. Grâce à l'offre Momentum (momentum.capital.fr), vous disposez chaque jour d'une sélection de valeurs passée au filtre de l'analyse technique. Pour 9,90 euros par mois, vous profitez ainsi de décryptages exclusifs et d'études graphiques de cotations de titres qui vous aideront à prédire les directions futures des cours, et à opérer les bons arbitrages.

Economisez sur vos assurances et vos crédits. Pour gérer finement votre portefeuille, et vous permettre de mieux épargner, Capital.fr met enfin à votre disposition une palette de comparateurs : assurances auto, moto, habitation... afin de réduire vos factures sur des postes importants de la vie courante. Mais aussi des comparateurs de crédit immobilier ou de tarifs bancaires, qui vous aident à renégocier vos contrats en obtenant les offres qui vous correspondent le mieux.

Asac Neo Vie

VOTRE ÉPARGNE EN 2 CLICS 3 MOUVEMENTS !



Les performances passées ne préjugent pas des performances futures.

Découvrez l'épargne à portée de clics avec Asac Neo Vie⁽³⁾, notre nouveau contrat d'assurance vie 100% digital. Adhésion, versements, arbitrages et gestion de votre contrat : toutes vos démarches sont entièrement digitalisées et intégralement sécurisées. Avec la gestion pilotée, vous pouvez même confier la gestion de votre contrat à l'assureur qui prend conseil auprès d'experts financiers pour dynamiser votre épargne selon vos objectifs et votre tolérance au risque.

Avec Asac Neo Vie, il est grand temps d'épargner avec son temps !

Les montants investis sur des supports en unités de compte supportent un risque de perte en capital. Ils ne sont pas garantis par l'assureur et sont sujets à des fluctuations à la hausse ou à la baisse dépendant en particulier de l'évolution des marchés financiers.

Adhérez en ligne sur **asac-fapes.fr**
ou au **01 43 44 62 78** (prix d'un appel local).



(1) Chaque versement doit être investi à 25% minimum en unités de compte.

(2) Net de frais de gestion et hors prélèvements sociaux et fiscaux.

(3) Asac Neo Vie est un contrat d'assurance vie collectif multisupports souscrit par l'association Asac auprès de l'assureur Spirica. Spirica, SA au capital social de 231 044 641 euros, régie par le code des assurances, RCS Paris 487 739 963, 16-18 boulevard Vaugirard, 75015 Paris.

ASAC-FAPES est une marque de Fapès Diffusion, SAS au capital social de 2 688 393€ - RCS Paris B421 040 544 - Enregistrée auprès de l'ORIAS n° 07 000 759 (www.orias.fr) en qualité de courtier en assurance (catégorie B au titre de l'article L520-1 II du Code des assurances), de courtier en opérations de banque et services de paiement et de mandataire non exclusif en opérations de banque et services de paiement - Placée sous le contrôle de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR) 4 Place de Budapest CS 92459 75436 Paris Cedex 09.

Réalisation : Agence SMALL PLANET. 02/2023

COMMUNICATION À CARACTÈRE PUBLICITAIRE SANS VALEUR CONTRACTUELLE

Votre courtier vous offre-t-il jusqu'à 1000€* recrédités sur votre compte ?

Nous, on le fait.

Avec IG, le trading
de turbos peut être
récompensé*.

**Lancez-vous
avec les Turbo24**

IG



Les turbos warrants sont des instruments financiers complexes. Le trading sur turbo warrant présente un risque élevé de perte en capital.

* Sur ordres éligibles uniquement. Pour plus de détails, veuillez consulter l'intégralité de nos conditions générales.